

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DU CONSENSUS DE WASHINGTON À LA RÉVOLUTION CITOYENNE EN  
ÉQUATEUR : CONSTRUCTION ET LIMITES DE L'HÉGÉMONIE DU « BIEN  
VIVRE »

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
SIMON MORIN

DÉCEMBRE 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

En préambule de ce mémoire, je tiens à remercier les personnes qui m'ont apporté leur aide et leur support dans la réalisation de ce travail de recherche.

Je tiens à remercier tout d'abord mon directeur Julián Durazo-Herrmann pour s'être montré à l'écoute et toujours disponible. La qualité de ses conseils et de ses commentaires a toujours été d'un grand éclaircissement. Chacune de nos rencontres m'ont permis d'assurer la cohérence et la pertinence du propos discuté.

Mes remerciements s'adressent également à la Chaire Nycole Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques, dont la bourse d'études m'a offert une liberté financière additionnelle. Je remercie aussi la Chaire et son équipe pour les activités de recherche auxquelles j'ai pu participer et aux séminaires de formation qui m'ont permis de mieux structurer ma réflexion. Un merci tout particulier s'adresse à sa titulaire, Nancy Thede, avec qui les échanges informels sur l'Amérique latine et les mouvements autochtones ont apporté beaucoup à ma réflexion.

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à mes parents pour leur support et leur aide financière. Il est certain que sans leur appui, je n'aurais jamais entrepris un travail de si longue haleine sur une thématique telle la Révolution citoyenne en Équateur.

J'exprime toute ma reconnaissance à mes collègues et amis Marc-André Anzueto et Adriana Pozos qui m'auront relu et relu, pour ne pas dire endurer, lorsque le doute planait dans mon esprit. Leurs encouragements auront alimenté ce deuxième effort nécessaire et la passion pour ce sujet de recherche étant le mien. Merci également à Émilie Goulet, Julie Robillard et Victor Alexandre Reyes Bruneau pour leur support, mais surtout pour m'avoir fait comprendre que rien ne pouvait être parfait.

Enfin, je tiens à remercier Marie-Ève Campbell pour m'avoir amené à découvrir l'Équateur et certains de ses enjeux socio-politiques. Je doute que j'aurais entrepris ce travail sans avoir partagé avec elle mes premières réflexions sur le concept du « bien vivre ».

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iv
RESUMEN.....	v
SUMMARY .....	vi
INTRODUCTION.....	1
1. Qu'est-ce que le « bien vivre »?.....	3
1.1. Collectivité .....	3
1.2. Une alternative pour l'environnement.....	5
1.3 Pour le droit à la reconnaissance .....	8
2. Quel rôle pour le « bien vivre »?.....	10
3. Méthode et structure du travail.....	12
CHAPITRE I	
CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE.....	16
1.1 Le « bien vivre » comme objet de représentation du politique .....	19
1.2 Le « bien vivre » comme objet de la langue.....	22
1.3 Langue et discours politiques du virage à gauche en Équateur.....	24
1.4 L'effet de récit et la <i>Rébellion des forajidos</i> .....	26
1.5 Opération hégémonique, signifiant vide et « bien vivre » .....	28
1.5.1 Dislocation.....	29
1.5.2 Mise en équivalence et force antagonique.....	30
1.5.3 Signifiant vide et relation hégémonique.....	32
1.6 Méthodologie : Modèle actantiel et scénographie du Virage à gauche.....	34
1.6.1 Modèle actantiel de la Révolution citoyenne .....	35
1.6.2 Scène d'énonciation de la Révolution citoyenne.....	38
1.6.3 Corpus de données.....	40
1.7 Conclusion.....	42
CHAPITRE II	
LA RÉVOLUTION CITOYENNE POUR LE « BIEN VIVRE ».....	44
2.1 Frontière et rupture de la <i>Rébellion des forajidos</i> .....	46



2.2	Correa, ministre d'un peuple latent.....	51
2.3	La Révolution citoyenne mise en acte.....	55
2.4	Trame historique révolutionnaire .....	59
2.5	Rafael Correa et le mouvement autochtone .....	61
2.6	La Révolution citoyenne pour le « bien vivre » .....	64
2.7	De l'importance du « bien vivre » .....	67
2.7.1	L'imaginaire démocratique en Équateur .....	68
2.7.2	L'imaginaire du « bien vivre » en Équateur .....	70
2.8	Conclusion.....	73
CHAPITRE III		
	LE « BIEN VIVRE » AU CŒUR DE LA MÉSENTENTE .....	76
3.1	Ordre et hégémonie .....	80
3.1.1	Un compromis difficile pour le « bien vivre » amazonien .....	80
3.1.2	L'exploitation de l'ITT pour le « bien vivre » .....	83
3.1.2.1	Respect de l'environnement.....	84
3.1.2.2	Enrayement de la pauvreté.....	87
3.1.3	La main souillée de Chevron : un autre projet populiste pour l'Amazonie .....	92
3.2	Résistance et contestation.....	96
3.2.1	Quelle quête pour le « bien vivre »?.....	96
3.2.2	L'idée d'une pauvreté.....	101
3.2.3	Le « bien vivre » est sans pétrole .....	103
3.3	Conclusion.....	106
	CONCLUSION .....	108
	1. De la démocratie en Équateur.....	110
	2. Entre réalité et perceptions .....	112
	3. Perspective décoloniale .....	113
	ANNEXE .....	116
	BIBLIOGRAPHIE .....	117

## RÉSUMÉ

Reconnu comme une figure contestataire de l'Amérique latine, l'Équateur s'est affiché, depuis l'élection de Rafael Correa, en novembre 2006, comme un des opposants au modèle de développement dominant. Sous le leitmotiv du « bien vivre », le gouvernement d'*Alianza País* a manifesté ses critiques vis-à-vis des institutions internationales et de l'impérialisme étasunien. Disant poursuivre une Révolution citoyenne, censée proposer un nouveau modèle alternatif à celui du néolibéralisme, le « bien vivre » s'est imposé comme l'alternative civilisationnelle aux multiples crises du monde occidental. Sur la scène internationale, par exemple, l'initiative Yasuní-ITT a été l'une des propositions par laquelle le « bien vivre » a dénoncé la structure inégalitaire des relations internationales et fait la promotion d'un autre monde possible.

Néanmoins, en tant que nouvel idéal de société, le « bien vivre » est devenu la surface d'inscription sur laquelle est venue s'inscrire l'ensemble des critiques à l'encontre du gouvernement de la Révolution citoyenne. Signifiant la quête d'une économie post-capitaliste, pour certains, le respect de la nature et des droits humains, pour certains autres, ou la reconnaissance du caractère plurinational de la société équatorienne, le « bien vivre » a renouvelé la mésentente en Équateur au sujet de la politique extractiviste du gouvernement de Rafael Correa après un épisode de refondation nationale ayant mené à la définition d'une nouvelle Constitution en 2008, centrée autour de cette même notion.

L'objectif de ce travail de recherche vise à informer la place que le « bien vivre » a joué dans le virage à gauche équatorien et dans la légitimation du gouvernement d'*Alianza País*. Sur la base d'une analyse de discours, l'hypothèse défendue est que le « bien vivre » s'est imposé comme signifiant vide de la Révolution citoyenne, garantissant désormais l'hégémonie du gouvernement de Rafael Correa et sa politique extractiviste.

**Mots clés :** « bien vivre », hégémonie, discours, mésentente, développement, extractivisme, pétrole, mouvements sociaux, autochtone, *forajidos*, mobilisation, écologisme, nature, environnement, Yasuní, initiative Yasuní-ITT

## RESUMEN

Reconocido como una figura contestataria de América latina, Ecuador se ha manifestado, desde la elección de Rafael Correa en noviembre de 2006, como uno de los opositores al modelo de desarrollo dominante. Bajo el lema del "buen vivir", el gobierno de *Alianza País* ha expresado su crítica *vis-à-vis* de las instituciones internacionales y del imperialismo estadounidense. Siguiendo una "Revolución ciudadana" en contra del neoliberalismo, el "buen vivir" se ha consolidado como la alternativa a las crisis civilizatoria del mundo occidental. En el ámbito internacional, por ejemplo, la iniciativa Yasuní-ITT promocionó el "buen vivir" como crítica a la estructura desigual de las relaciones internacionales y como la propuesta para *otro mundo posible*.

Sin embargo, como nuevo ideal ecuatoriano, el "buen vivir" se ha convertido en plataforma de registro para todas las críticas en contra del gobierno de la Revolución ciudadana. Significando la búsqueda de una economía post-capitalista para algunos, el respeto por la naturaleza y los derechos humanos para otros, o el reconocimiento del carácter plurinacional de la sociedad ecuatoriana, el "buen vivir" ha renovado el "desacuerdo" en Ecuador acerca de la política extractivista del gobierno de Rafael Correa después de un proceso de refundación nacional que llevó a la definición de una nueva Constitución en 2008.

El objetivo de esta investigación es explicar la importancia del concepto del "buen vivir" en el giro a la izquierda en Ecuador, así como también su papel actual de legitimación del gobierno de *Alianza País*. Sobre la base de un análisis del discurso, se defiende la hipótesis de que el "buen vivir" se ha impuesto como *significante vacío* de la Revolución ciudadana, asegurando la hegemonía del gobierno de Rafael Correa y su política extractivista.

**Palabras clave:** "buen vivir", hegemonía, discurso, desacuerdo, desarrollo, extractivismo, petróleo, movimientos sociales, indígenas, *forajidos*, movilización, ecologistas, naturaleza, medio ambiente, Yasuní, iniciativa Yasuní-ITT.

## SUMMARY

Already known as a Latin America protest figure, Ecuador has however become, since the election of Rafael Correa in November 2006, an opponent to the dominant development model.

Based on the motto of "Well Living", many criticisms *vis-à-vis* both the international institutions and the United States imperialism were raised by "*Alianza País*" government. By pretending to be the government of a "Citizens' Revolution", meant to offer a new alternative regime to neoliberalism, "Well Living" was established as the civilizational alternative to numerous crises within the Western world. On the international stage, for instance, a proposal whereby the "Well Living" can denounce the unequal structure of international relations as well as promote an alternative possible world was brought forward under the Yasuní-ITT initiative. However, being the new ideal of society, "Well Living" has also become the white board of all critics formulated against the government under which the Citizens' Revolution had first seen the light.

If for some people it meant a quest that sought to defend a post-capitalist economy, the respect of nature and the protection of human rights, for others it was more oriented around the recognition of the multinational character of the Ecuadorian society. In other words, the "Well Living" is simply the engine of the discord in Ecuador in regards of the extractivist government policies of Rafael Correa, especially after an episode of national overhaul that led to the creation of a new Constitution in 2008.

The objective of this research aims at defining the role played by the "Well Living" in the left turn undertaken by Ecuador and more specifically, its influence on the legitimizing process of "*Alianza País*" Government. Based on an analytical discourse, we defend the assumption that the "Well Living" has become an empty signifier of the Citizens' Revolution, by erecting itself as a safeguard to ensure Rafael Correa's Government hegemony and a support to its extractivist policies.

**Key words:** "Well Living", hegemony, discourse, disagreement, development, extractivism, oil, social movements, indigenous, *forajidos*, mobilization, ecology, nature, environment, Yasuní, Yasuní-ITT initiative

## INTRODUCTION

Depuis l'investiture de Rafael Correa en janvier 2007, les médias nationaux et internationaux se sont attardés à parler du miracle équatorien. Par exemple, le journal colombien, *Dinero*, se demandait, au début de l'année 2013, comment faisait son voisin du sud pour relancer sa compétitivité alors que la Colombie n'y parvenait pas<sup>1</sup> malgré ses efforts. Les journalistes et les observateurs internationaux s'étonnaient également de voir l'Équateur s'imposer comme une des figures démocratiques du virage à gauche en Amérique latine alors que le pays figurait, depuis son retour à la démocratie en 1979, parmi les États les plus instables de la région.

De toute évidence, la réélection de Rafael Correa et de sa coalition politique, *Alianza País*<sup>2</sup> [Alliance pays] ont incarné l'avènement d'une importante période d'accalmie politique après deux décennies de crises et de contestations. (Becker, 2011; Corten, 2012; Jameson, 2011; Jijón, 2009) Ayant mis en œuvre d'ambitieuses politiques dans les domaines de la santé, de l'éducation et des infrastructures publiques, *Alianza País* est parvenue à faire converger les attentes d'une majorité d'Équatoriens et d'Équatoriennes dans la définition d'un consensus dominant, générateur d'unité et de stabilité politique. À ce propos, le président recevait plus de 65 % d'approbation populaire en 2013 et son parti politique continuait de se maintenir majoritaire à l'Assemblée législative. (Morin, 2014) Plus encore, sous l'épithète de la notion du

---

<sup>1</sup> Dinero, (2014, 10 février), *El milagro ecuatoriano*, récupéré de <http://www.dinero.com/edicion-impresa/editorial/articulo/ecuador-gana-colombia-competitividad/185344>

<sup>2</sup> Le Mouvement *Alianza País* a été formé pour les élections présidentielles de 2006 avec à sa tête Rafael Correa. Le nom de la coalition peut être traduit comme Alliance pays. En espagnol, cependant, la coalition l'utilise comme acronyme à *Patria Altiva I Soberana*, ce qui signifie patrie fière et souveraine.



*Sumak Kawsay* [bien vivre], une nouvelle Constitution a été érigée en 2008 pour refonder les bases politiques de l'Équateur dans l'atteinte d'une société plus juste et égalitaire, censée garantir la coexistence avec la nature dans le respect de l'interculturalisme et de la reconnaissance du caractère plurinational de la société équatorienne. En plus du « miracle équatorien », le « bien vivre » a ainsi acquis une forte popularité sur la scène internationale. Identifiée comme le *leitmotiv* de la stratégie de développement de l'Équateur, cette notion, tirée des cosmovisions autochtones, a été présentée comme une alternative civilisationnelle aux problèmes des sociétés occidentales.

S'arrimant aux principes du développement humain, le « bien vivre » est vite devenu, toutefois, un lieu de mésentente à l'ordre social équatorien, montrant les limites de l'entreprise hégémonique du gouvernement de Rafael Correa pour assurer le maintien de son parti au pouvoir. En effet, cette notion qui a été fédératrice des oppositions à l'encontre du néolibéralisme oppose désormais dans sa mobilisation le gouvernement de la Révolution citoyenne aux mouvements autochtones et écologistes, particulièrement, dans la dénonciation du caractère « extractiviste<sup>3</sup> » du virage à gauche de l'Équateur.

Du côté du pouvoir, le « bien vivre » est mobilisé pour supporter la légitimité du gouvernement de Rafael Correa. (Rancière, 1998) Son institutionnalisation au sein du *Plan national de développement pour le « bien vivre » 2009-2013* défend d'ailleurs un projet de relance économique fondé sur la plus grande participation de l'État dans l'économie. Redéfinissant un nouveau mode perceptif de l'avoir part à la société où chacun est censé être considéré, le « bien vivre » est devenu le symbole d'une

---

<sup>3</sup> Selon Maristella Svampa, l'extractivisme se définit comme un modèle de développement fondé sur la surexploitation des ressources. Son fonctionnement s'appuie sur la monoproduction de ressources naturelles, en grande partie non renouvelables, destinées à l'exportation. Il mise sur le dépassement de limites productives par l'apport technologique et l'extension des frontières extractives à de nouveaux territoires. L'extractivisme comprend des ressources telles les divers minerais, mais aussi des ressources animales et végétales. L'industrie agroalimentaire, par exemple, est une industrie extractiviste du fait de son mode d'organisation. (Svampa, 2011.)



nouvelle hégémonie en Équateur, garant de la refondation nationale en opposition à un passé néolibéral que l'on souhaite laisser derrière.

La notion du « bien vivre » est également mobilisée par les mouvements sociaux pour questionner l'égalité du modèle poursuivi et montrer les limites d'un nouveau consensus n'incluant pas tous ses concitoyens et ses concitoyennes. Postulant l'égalité entre toutes et tous, le « bien vivre » questionne le discours dominant en s'imposant comme un espace polémique de dé-identification et de dé-classification, prompt à refonder de façon plus égalitaire l'ordre social. (Rancière, 2005) Le recours à la notion du « bien vivre » pour dénoncer les projets extractivistes et défendre les droits des communautés autochtones en sont les manifestations les plus évidentes. (Acosta, 2010; Jijón, 2009; León Trujillo, 2010; Svampa, 2011)

Néanmoins, quel rôle a joué la notion du « bien vivre » dans la redéfinition du politique en Équateur; et quelles sont les limites actuelles au sujet de sa compréhension?

## 1. Qu'est-ce que le « bien vivre »?

### 1.1. Collectivité

Dans la littérature latino-américaine, le « bien vivre » est abordé dans une perspective critique. Les travaux du groupe de recherches Modernité/colonialité<sup>4</sup> ainsi que ceux du Groupe de travail permanent sur les alternatives au développement<sup>5</sup> sont les principales contributions sur cet objet d'étude. Se défendant de dialoguer avec les mouvements sociaux plutôt que de porter sur eux, leurs recherches sur le « bien

---

<sup>4</sup> Il s'agit d'un groupe de recherche transdisciplinaire ayant repris de manière critique plusieurs des principales thèses de la philosophie de la libération. Le groupe est hétérogène et transdisciplinaire. Il est constitué d'intellectuels d'Amérique latine, dont certains résident dans leurs pays et d'autres aux États-Unis. Aníbal Quijano est sans doute sa figure la plus connue.

<sup>5</sup> Formé dans la région des Andes, le Groupe de travail est coordonné par la Fondation Rosa Luxembourg située à Quito. Le groupe de travail adopte une approche transdisciplinaire et concentre son analyse sur les cas de l'Équateur, la Bolivie et du Vénézuéla. (Lang, 2011, p. 12)

vivre » traitent des critiques formulées à la notion du développement, principalement par les mouvements autochtones et écologistes. (Walsh, 2009, p. 16) Par exemple, la notion de développement est souvent critiquée dans la littérature sur le « bien vivre » d'être trop souvent fondée sur la manière dont une personne, un groupe de chercheurs ou de décideurs politiques se représentent les conditions idéales d'existence. Tantôt désignant un état donné ou bien un processus, le développement s'oriente toujours sur les notions de bien-être, de progrès, de justice sociale, de croissance économique, d'épanouissement personnel et voire même d'équilibre écologique. (Rist, 2007; Gudynas, 2009; Simbaña, 2011)

Le « bien vivre » se présente ainsi comme une alternative au caractère évolutionniste du développement. Les travaux à son sujet s'attardent à montrer notamment comment le terme développement dans son sens économique n'a aucun équivalent en langues autochtones. (Prada, 2011, p. 227) À cet égard, les travaux de Xavier Albó montrent que les termes « *suma* » en aymara ou bien « *sumak* » en quechua (principale langue indigène de l'Équateur) impliquent dans leur origine étymologique un sentiment de plénitude contraire à celui de croissance et d'amélioration. Le « *suma* », incluant le plus haut degré de satisfaction, ne peut ainsi renvoyer au concept de développement en tant que tel, car l'évolution ou l'amélioration va à contresens de la notion. Associer le développement et le « bien vivre », comme cela est fait en Équateur et en Bolivie, consiste donc à formuler un oxymore.

De plus, le « bien vivre » ne peut s'interpréter d'un point de vue individuel comme cela est le cas pour le développement humain. Contrairement à ce concept visant à donner les capacités nécessaires à tout un chacun pour qu'ils prennent en mains leur propre développement, Catherine Walsh soutient que le « bien vivre » pose plutôt la coexistence intégrale de tous les êtres dans la totalité de l'espace-temps. Il ne s'agit donc pas d'un développement en étapes hiérarchisant les différentes cultures, mais d'une philosophie qui perpétue la croyance selon laquelle chaque individu est partie intégrante d'un tout sans lequel il est impossible d'atteindre le « bien vivre ». (Walsh, 2009)

Par exemple, dans la culture aymara, le terme « meilleur » ne possède aucune signification puisque les relations interpersonnelles sont conçues sur une base horizontale — où chacun se perçoit aux côtés des autres plutôt qu'en compétition avec eux. (Albó, 2009) Plus symboliquement, Walsh montre comment l'interprétation du « bien vivre » s'oppose à la linéarité de la pensée occidentale. Dans son acception politique, le « bien vivre » renvoie à l'arrivée d'un temps nouveau venu du passé. Pour certaines communautés autochtones, soutient-elle, le « bien vivre » correspond à l'avènement *ñaupá*, une énergie capable d'impulser un changement d'époque, le *pachakutik*, venue du passé afin de rénover le futur dans l'établissement d'une harmonie de coexistence. (Walsh, 2009, p. 18)

## 1.2. Une alternative pour l'environnement

Une seconde critique destinée à la notion de développement, dans la littérature du « bien vivre », est celle réagissant au réchauffement climatique. Premièrement, Gilbert Rist soutient que le caractère évolutionniste du développement va de pair avec la nécessité de croissance et l'obligation de toujours transformer et détruire de façon généralisée le milieu naturel et les rapports sociaux pour une plus grande production. (Rist, 2007, p. 37-40) De l'avis de Catherine Walsh, cet impératif d'accumulation prend racine dans la tradition occidentale de la « bonne vie<sup>6</sup> » qui se définit par la possession, la poursuite ou l'exercice des biens matériels, mais ayant pour conséquence la séparation des êtres humains de leur environnement. D'un point de vue anthropologique, Walsh fait remarquer que l'imaginaire occidental serait

---

<sup>6</sup> La notion de « bonne vie » ou de « vie bonne » est un concept fortement discuté dans la philosophie occidentale. Elle ferait référence à la vie heureuse, accomplie et réussie. Dans la pensée libérale, la bonne vie serait celle que chacun choisit pour lui-même et cela en accord avec le principe de l'ethos démocratique : le droit de chaque individu à se gouverner lui-même. Les théories contemporaines de la vie bonne portent sur des discussions éthiques. Ses théories sont ainsi normatives dans leur définition du bien humain. En d'autres mots, la notion de « vie bonne » se fonde sur une conception d'individus finis par être défini objectivement, indépendamment des désirs et des attitudes.

transcendé par une considération de supériorité sur son environnement, héritée de la sédentarisation. (Walsh, 2009, p. 223)

À la différence, les origines étymologiques et culturelles du « bien vivre », « *sumak kawsay* » en langue quechua et du « *suma quamaña* » en langue aymara, sont évocatrices de la communion des collectivités avec la nature. Albó remarque, à ce propos, que le mot « *quamaña* » fait référence à un lieu protégé ou un environnement au sein duquel « nous habitons, vivons, nous reposons, nous nous enracinons et prenons soin des uns et des autres. » [Traduction libre] (Albó, 2009, p. 28) Le mot « *quamaña* » est d'ailleurs attribué à un abri protégé du vent afin que les bergers puissent prendre soin de leur pâturage. « *Quamaña* » est aussi utilisé pour parler de la coexistence harmonieuse avec la nature, la « *Pacha Mama* » [Terre mère], ainsi que de la relation qu'entretiennent les communautés avec elle. (Albó, 2009) De cette perspective, le « bien vivre » peut être défini de manière générale comme « la communion entre la nature et les êtres humains dans leur manière de concevoir et de construire la vie à partir de la complémentarité, la mise en relation des êtres vivants et la solidarité comme éthique de coexistence ». [Traduction libre] (Walsh, 2009, p. 214)

Selon Walsh, l'imaginaire du « bien vivre » s'allie aussi à celui des afro-descendants, car il conçoit l'espace communautaire comme une possession ancestrale qui permet la reproduction sociale, culturelle et biologique, ainsi que la réalisation d'activités individuelles et collectives vers une vie digne et harmonieuse. « Nous entendons comme mandat ancestral le respect des relations harmonieuses entre l'humanité et la nature. Ce respect a été établi par nos ancêtres et sera assumé par les générations présentes comme futures en tant qu'attitude de vie. » [Traduction libre] (Walsh, 2009, p. 222)

Au-delà des origines étymologiques et mémorielles, la notion du « bien vivre » a pour originalité de se traduire par une conception juridique « biocentrique ». Comme le soutient Eduardo Gudynas, le « bien vivre » fait de la nature un sujet du droit équatorien au sein de la nouvelle Constitution équatorienne. Au même titre qu'un ou

une citoyenne, la nature dispose des mêmes droits d'être respectée intégralement. Par exemple, l'article 72 prescrit que la « *Pacha mama* » [Terre mère] a le droit à l'existence dans le maintien et la régénération de ses cycles de vie et l'article 73 va jusqu'à garantir le droit de la nature à la restauration intégrale de son environnement en considération des abus actuels et passés à son endroit. (Gudynas, 2009, p. 50) La Constitution équatorienne reconnaît également le droit des citoyens et des citoyennes à vivre dans un environnement sain. La nouvelle Constitution lie ainsi la dégradation de l'environnement à la marginalisation historique des communautés autochtones. (Gudynas, 2009, p. 40)

Pour Alberto Acosta, le « bien vivre » va de pair avec la redéfinition de la valeur. Il implique non seulement de recentrer l'importance que l'on accorde au bien-être matériel, mais surtout l'importance que l'on accorde à la technologie dans la lutte au réchauffement climatique. En effet, le « bien vivre » véhicule l'idée qu'il faut avant tout s'adapter à la nature en redéfinissant notre mode de vie tout autant que la relation qu'on entretient avec elle. Il s'agit davantage d'une question de contrôle et de régulation que d'un pari technologique. Néanmoins, le « bien vivre » ne rejette pas la technologie. Comme le mentionne Acosta, il cherche plutôt à y investir en ne perdant pas de vue qu'elle doit être déterminée en fonction des nécessités sociales et environnementales. (Acosta, 2010) « Promouvoir le développement durable signifie consolider le progrès technologique jusqu'à la croissance de l'efficacité économique comme niveau de production déterminé utilisant le moins de ressources possible. » [Traduction libre] (Asamblea Nacional del Ecuador, 2008)

L'initiative Yasuní ITT<sup>7</sup> est une des illustrations de ce à quoi consiste la poursuite du « bien vivre » au sein de la littérature. Comme nous y reviendrons, l'initiative Yasuní-ITT en tant que projet de conservation de la biodiversité fonde la nécessité de

---

<sup>7</sup> L'initiative Yasuní ITT contenant jusqu'à 20 % des réserves pétrolières du pays. L'initiative propose de protéger cette aire en échange d'une contribution de 3,5 milliards de dollars de la communauté internationale, ce qui représenterait la moitié de la valeur monétaire du pétrole toujours sous terre. L'initiative permettrait, notamment, d'éviter l'émission de 407 millions de tonnes de gaz carbonique et de laisser vivre en paix les peuples Tagaeri et Taromenan, vivant en isolement volontaire.



considérer l'économie non plus comme une entité fonctionnant en circuit fermé, entre entreprises et marché, mais comme un circuit ouvert dépendant de la nature comme une condition nécessaire. Dans cette perspective, la nature représente une valeur en soi non seulement pour les ressources qu'on y extrait, mais aussi pour les services fondamentaux qu'elle nous fournit, telles la température, la pluie, les saisons, etc. (Lander, 2011) C'est pourquoi il est urgent d'en garantir l'intégrité par une politique de conservation efficace, dont le « bien vivre » est censé être l'étendard.

### 1.3 Pour le droit à la reconnaissance

Tiré de l'imaginaire autochtone, le « bien vivre » va aussi de pair avec la volonté historique des communautés andines d'être intégrées au sein des États nationaux malgré leurs différences. Suggérant une vision intégrale du devenir ensemble, le « bien vivre » propose de trouver l'unité dans la diversité. (Albó; 2009; Simbaña, 2011; Svampa, 2009) Selon Catherine Walsh, le « bien vivre » est manifeste de la mise en œuvre d'un développement interculturel et plurinational, qui plutôt que d'exclure ce qui est différent et en contradiction avec la culture nationale tente de définir une troisième voie par la création de lieux de rencontre propices à l'échange. (Albó, 2009; Simbaña, 2011; Walsh, 2009) Le « bien vivre » est ainsi un synonyme de respect mutuel, de communication et d'apprentissage réciproque des connaissances, valeurs, traditions et rationalités distinctes des communautés nationales. (Walsh, 2009, p. 41)

En soi, l'interculturalisme tente de rompre avec l'histoire hégémonique d'une seule culture dominante reléguant les autres à être subordonnées. De cette manière, l'interculturalisme renforce les identités traditionnelles exclues pour construire, tant dans la vie quotidienne que dans les institutions sociales, une coexistence fondée sur le respect entre différents groupes de la société. [Traduction libre] (Walsh, 2009, p. 41)



En outre, l'idéal du « bien vivre » est un processus nourrissant l'échange par différents moyens de médiations sociales et politiques. Il est la construction d'espaces de rencontre, de dialogue, d'articulation et d'association entre êtres et savoir, sens et pratique, logique et rationalités. (Walsh, 2009, p.45)

Par exemple, le « bien vivre » s'inscrit dans la nouvelle Constitution de 2008 par la reconnaissance du concept de nationalité défini comme celui de vastes groupes d'appartenance ethnoculturelle précédant la création de l'État moderne équatorien. La notion de nationalité en Équateur dépasse l'appartenance civile à un État et reconnaît les 14 nationalités autochtones et peuple montubios<sup>8</sup>. La Constitution reconnaît également, le caractère plurinational de la société équatorienne. Selon Catherine Walsh, l'interculturalisme et le plurinationalisme sont des perspectives complémentaires à la réalisation du « bien vivre ». À ce sujet, Xavier Albó rappelle que l'État plurinational met en évidence le mode logocentrique et réducteur de ce qui est considéré comme national. Le plurinationalisme apporte la considération d'une loyauté multiple à l'intérieur d'un social décentralisé que le « bien vivre » tend à unifier dans sa diversité. (Albó, 2009) « Le plurinationalisme est un agenda autre que national, pensé depuis les sujets historiquement exclus de la vision d'un État unitaire, de la nation et de la société » [Traduction libre] (Walsh, 2009 : 97.) Le régime du « bien vivre » défini aussi à l'article 340 de la nouvelle Constitution soutient que le *Plan national de développement pour le bien vivre 2009-2013* doit être mis en œuvre au travers d'un système national décentralisé de planification participative guidé par les principes d'universalité, d'égalité, d'équité, de progrès, d'interculturalisme, de solidarité et de non-discrimination. (Asamblea Nacional del Ecuador, 2008. Art. 340)

---

<sup>8</sup> Le peuple montubios compte plus de 1400 communautés situées pour la majorité sur la côte pacifique équatorienne. Ces communautés se réclament être un peuple métissé avec leur propre culture. La Constitution de 2008 lui reconnaît d'ailleurs des droits collectifs ainsi que son droit à l'autodétermination.

## 2. Quel rôle pour le « bien vivre »?

Questionnant les bases sur lesquelles la notion du « bien vivre » est entendue, ce projet de recherche consiste en une analyse du discours du gouvernement de Rafael Correa et de son opposition politique depuis 2006. L'objectif général de ce travail est de mieux comprendre l'influence et les limites de la mouvance sociopolitique, qui a secoué les années 1990 jusqu'à la Rébellion des *forajidos* en avril 2005 dans le virage à gauche de l'Équateur. Notamment, le pays a donné naissance à l'un des plus importants mouvements autochtones au cours des années 1990. Centralisés autour de la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur, les mouvements autochtones ont obtenu réponse à plusieurs de leurs revendications politiques, dont la mise en place d'un système d'éducation interculturelle bilingue, d'un système de santé indigène, d'une administration de la justice autochtone et la reconnaissance du quechua comme langue officielle des échanges interculturelles. (Larrea, 2004; Walsh, 2009) Cependant, malgré la portée de sa mobilisation, les mouvements ne sont pas parvenus à imposer un nouveau consensus parmi la population équatorienne et offrir un contrediscours alternatif à celui de la partitocratie au pouvoir<sup>9</sup>. Un des legs du mouvement a toutefois été d'avoir transformé les termes du débat public en Équateur. Par exemple, une des contributions du mouvement autochtone est d'avoir politisé la notion du « bien vivre » comme alternative au néolibéralisme. Sans pour autant en avoir fait le centre de l'intérêt médiatique pendant sa mobilisation, l'importance de cette notion s'est imposée dans le ralliement lancé par le mouvement initié par Rafael Correa. En nous penchant sur la mobilisation de cette notion au sein du discours d'*Alianza País* et des mouvements autochtones et écologistes, notre objectif spécifique cherche à montrer comment l'actuel gouvernement utilise cette notion

---

<sup>9</sup> L'ancienne élite du pouvoir rassemble la partitocratie nationale, un ensemble de partis politiques issus du retour à la démocratie de l'Équateur en 1979, et alliée avec les hommes et les femmes d'affaires de Guayaquil; tous deux en faveur des politiques de libéralisation économique et des ajustements structurels. (Becker, 2011)

dans la construction d'une nouvelle hégémonie nationale. Nous intention est également de révéler comment le « bien vivre » est mobilisé, d'autre part, par les mouvements autochtones et écologistes, afin de dévoiler les limites à cette tentative d'hégémonie du « bien vivre », renouvelant la mésentente équatorienne<sup>10</sup> autour de la question de l'extractivisme. (Souza Santos, 2010) Notre recherche ne se propose donc pas de dresser un portrait complet de l'équilibre sociopolitique en Équateur, mais de cerner une nouvelle tendance de mobilisation sociale.

Un autre objectif de ce travail de recherche est aussi de combler un manque au niveau de la littérature. En effet, une remarque souvent formulée au sujet du « bien vivre » est l'absence de travaux relatant l'évolution ontologique du concept à travers le temps<sup>11</sup>. Une des seules analyses à ce sujet est le travail de Floresmilo Simbaña (2011), expliquant que le « bien vivre » a été politisé pour la première fois par le mouvement autochtone, au cours des années 1990, pour s'opposer à la libéralisation économique et revendiquer une politique de souveraineté alimentaire.

Toutefois, rien n'est dit sur l'institutionnalisation du concept et sur pourquoi ce signifiant a été vidé de son sens initial. Or, si l'origine du « bien vivre » est aussi ancestrale que le prétendent les travaux à son sujet et que cette notion a toujours occupé un rôle central dans la vie des communautés, pourquoi rien n'est-il dit à ce propos? (Mazzolini, 2012, p.107) La raison à ce manque, croyons-nous, est que le « bien vivre » s'est imposé comme signifiant vide de la Révolution citoyenne. En effet, le « bien vivre » a fait converger les attentes des Équatoriens et des Équatoriennes tout comme celles des observateurs internationaux en opposition au

---

<sup>10</sup> À ce sujet, le journal britannique *The Guardian* révéla en février 2014 que le gouvernement équatorien négociait déjà l'implantation de futurs postes pétroliers à l'intérieur du parc national avec la Chine alors qu'il sollicitait au même moment l'appui de la communauté internationale pour le soutien de l'initiative Yasuni-ITT. Voir : David Hill, (2014, 19 février), Ecuador pursued China oil deal while pledging to protect Yasuni, papers show Negotiations took place while the country sought funds to forgo oil exploitation in pristine forest under the Yasuni-ITT scheme, *The Guardian*, récupéré de <http://www.theguardian.com/environment/2014/feb/19/ecuador-oil-china-yasuni>

<sup>11</sup> Nous tenons à remercier pour cette réflexion les commentaires de Philippe Dufort et Nancy Thede lors du séminaire conjoint organisé par la Chaire Nycole Turmel et le Centre interdisciplinaire de recherche en développement et société au mois de mars 2014.

précédent Consensus de Washington. La perspective émancipatrice offerte par l'horizon du « bien vivre », soit celle d'un autre monde possible, a ainsi fait se concentrer, à notre avis, les efforts de recherches sur les alternatives d'un gouvernement s'affirmant de la nouvelle gauche. Toutefois, très peu a été dit sur les origines politiques du concept ni plus sur les motivations à cette politisation.

Notre analyse tente donc de documenter cette hypothèse en tâchant de ne pas tomber dans les correspondances littérales entre le « bien vivre » et les revendications environnementalistes, souvent articulées au travers d'un symbolisme autochtone. Comme le remarque Samuele Mazzolini, il existe une tendance parmi le camp environnementaliste – souvent étranger — à s'emparer des répertoires culturels étrangers empreints d'ésotérisme et de mysticisme pour légitimer leur critique, alors que le fondement est biaisé. (Mazzolini, 2012, p.107) Les travaux de Xavier Albó et Catherine Walsh sont ainsi considérés dans ce travail non comme des imaginaires essentiels aux cultures autochtones, mais plutôt comme des imaginaires d'autres.

### 3. Méthode et structure du travail

Le cadre théorique à partir duquel nous comptons travailler se fondera sur la réflexion d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe. Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous nous attarderons à définir les principaux concepts auxquels nous aurons recours pour soutenir la fonction hégémonique du signifiant vide. Nous y présenterons également notre méthode, l'analyse de discours, qui nous permettra de faire le pont entre notre cadre théorique et notre objet d'étude. Comme signifiant de la Révolution citoyenne, le « bien vivre » est un élément du discours et, comme le soutient Teun Van Dijk, le discours rend les idéologies ou le fonctionnement d'un champ social observable et leur permet d'être acquises, exprimées, apprises, propagées, contestées et donc d'être étudiées. (Teun Van Dijk, 2006, p.9)

Dans le cadre de ce projet, nous nous intéresserons, comme nous le disions, au discours d'*Alianza Pais* et de son opposition autochtone et écologiste de 2006 à

aujourd'hui. Nous porterons ainsi une attention particulière aux institutions de l'État qui, croyons-nous, est l'instance fondatrice des sociétés modernes. Son rôle est avant tout d'assurer l'unité du social dans sa totalité contradictoire en s'adressant à la société par un discours générateur de l'être ensemble. Peu importe donc que ce ne soit pas le président qui rédige ses allocutions ou que ses discours aient un caractère opportuniste, la prétention hégémonique du discours de l'État tend à clôturer le système de sens propre à une société donnée. En cherchant à instaurer une modalité d'hétéronomie, le discours étatique masque le caractère arbitraire et contingent du social. (Armony, dans Corten, 2006, p.122)

Notre analyse s'appuiera ainsi sur les discours présidentiels, les documents officiels d'*Alianza País*, les principaux médias de l'État équatorien, dont le périodique *El Ciudadano* [Le citoyen] et différents médias et documents des mouvements autochtones et écologistes. La pertinence de ces documents, à notre avis, pour étudier la construction de l'hégémonie équatorienne et ses limites, même à distance, relève de l'État de propagande équatorien dont parle Jorge León Trujillo. En effet, comme il le soutient, l'Équateur, depuis l'élection de Rafael Correa, a mis en place un système hyperprésidentialiste, homogénéisant l'information diffusée par les instances de l'État. Sa présence dans les médias est aussi un fait notable, mettant en danger le pluralisme politique et la culture démocratique en Équateur. (León Trujillo, 2014) La documentation à l'encontre du gouvernement montrera bien cette opposition binaire. Dans cet ordre d'idées, le deuxième chapitre abordera le virage à gauche en Équateur et l'arrivée de Rafael Correa sur la scène politique équatorienne jusqu'à son élection en 2006. Nous tenterons de montrer comment le « bien vivre » s'est inséré au sein de la campagne présidentielle de 2006 de manière à capter les différentes aspirations des Équatoriens et des Équatoriennes et plus particulièrement celles d'une population sensibilisée aux revendications autochtones dans la redéfinition du politique. Afin de bien comprendre, l'histoire récente de l'Équateur, nous discuterons de l'avènement du virage à gauche à partir de la Rébellion des *forajidos* en avril 2005 pour bien établir la relation antagonique avec l'ancien ordre néolibéral. Notre discussion



s'attardera à analyser ensuite l'importance de l'institutionnalisation du « bien vivre » dans la suture symbolique que le gouvernement d'*Alianza País* a réussi à opérer dans la mobilisation du concept.

Troisièmement, le chapitre suivant cherchera davantage à mettre en relief la mésentente que contient la notion du « bien vivre », afin de montrer les limites à la tentative de construction hégémonique d'*Alianza País*. Pour ce faire, nous nous pencherons sur le cas de l'initiative Yasuní-ITT, mise en branle dès les débuts du gouvernement de Rafael Correa et abandonnée à l'été 2013. Le mécontentement, ayant surgi de cette décision, nous servira de cas particulier pour révéler l'usage hégémonique du « bien vivre » dans la défense du projet de la Révolution citoyenne ainsi que la fonction de signifiant vide par sa mobilisation par un mouvement de contestation de l'ordre établi. Il s'agira ici de s'attarder au processus langagier ayant été mobilisé pour mettre en valeur un discours plutôt qu'un autre dans la volonté de convaincre l'opinion publique du bien-fondé de la critique ou du projet poursuivi. Nous pourrions ainsi faire ressortir les particularités de chaque discours en présence et distinguer le discours indigéniste et environnementaliste du discours populo-paupériste d'*Alianza País*.

Le concept de populo-paupérisme s'appuie sur les fondements étymologiques du *paupérisme* en tant que tendance générale de l'appauvrissement, afin de rendre compte du développement d'un système de sens se construisant autour du thème de la pauvreté. Le paupérisme, tel qu'entendu par Peñafiel, ne renvoie pas directement au paupérisme du XIX<sup>e</sup>, que l'on retrouve chez Sismondi, Rodbertus, Lassalle ou Marx mais plutôt aux discours de lutte contre la pauvreté qui se développent à partir de 1982. (Peñafiel, 2008b, p. 26) En effet, comme le remarque Peñafiel, un discours fondé sur la lutte à la pauvreté s'est implanté en Amérique latine au courant des trente dernières années. (Peñafiel, 2008a) Les pauvres ont toujours été sujets de discussion. Cependant, l'intérêt pour la pauvreté et son éventuelle éradication est un phénomène relativement récent sur les scènes politiques du monde entier, et particulièrement en Amérique latine – où le thème n'existait tout simplement pas avant les années 1980.



Il s'agira donc de voir comment le « bien vivre » s'arrime à cette nouvelle langue politique en Équateur.

## CHAPITRE I

### CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

#### DE L'USAGE DU « BIEN VIVRE » COMME OBJET DU DISCOURS

Le « bien vivre » au sein de la littérature scientifique latino-américaine a connu un foisonnement particulier à la suite de son institutionnalisation au sein de la Constitution équatorienne en 2008. Abordées comme le cadre d'une réflexion décoloniale sur le virage à gauche, les recherches à son sujet documentent les alternatives au développement. Deux des principaux aspects discutés ont été, jusqu'à présent, la nécessité de redéfinir le rapport de l'économie avec la nature et l'importance de prendre en compte les principes d'interculturalisme et de plurinationalisme dans l'entreprise de tout projet de développement. Sur le plan normatif, le « bien vivre » a été articulé à une critique radicale du gouvernement de Rafael Correa, l'accusant de renouveler le modèle de domination économique et culturel hérité de la colonisation européenne. (De Souza Santos, 2010)

En somme, la littérature sur le « bien vivre » a abordé son institutionnalisation en Équateur non pas comme un point d'arrivée de transformations politiques, mais plutôt comme un prélude à des transformations à venir. (Thede et Dufour Poirier, 2014)

C'est pourquoi très peu de travaux ont porté sur cette notion en tant qu'instrument du pouvoir. Par exemple, dans son article, « Néo-développementisme, extractivisme, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », Maristella Svampa

(2011) critique l'existence d'un nouveau consensus des *commodities*<sup>12</sup> en Amérique latine. Elle y explique que l'Équateur, tout comme un pays qualifié de néolibéral tel le Pérou, poursuit une même stratégie de développement axée sur l'extractivisme, malgré l'adoption d'une nouvelle Constitution sous l'enseigne du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est ce qui l'amène à relever la mobilisation du « bien vivre » parmi un nouveau langage de résistance chez les organisations de la société civile, afin de s'opposer au discours dominant. Quelle importance, néanmoins, a pris la notion du « bien vivre » dans l'imposition de ce nouveau consensus en Équateur? Et, quelles sont les interprétations qui s'affrontent actuellement?

Pour répondre à ce questionnement, nous souhaitons nous attarder au rôle qu'a pu jouer le « bien vivre » dans le virage à gauche en Équateur et l'importance qu'il joue actuellement dans le processus de légitimation politique. À cette fin, nous nous proposons d'aborder le « bien vivre » comme un objet imaginé et articulé politiquement par le discours. En comparaison aux autres travaux sur le sujet, notre approche ne s'appuiera pas sur les théories du développement proprement dites. Essentiellement, parce que notre regard ne porte pas son attention sur l'évaluation des politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement de Rafael Correa, ce qui a déjà été fait, mais sur l'équilibre politique équatorien et les limites du consensus dominant. Deuxièmement, parce que nous croyons que pour se différencier des travaux existants, il était nécessaire d'adopter un nouvel appareil conceptuel, afin d'adopter directement le « bien vivre » en tant qu'objet du discours.

Notre recherche se construira ainsi à partir des outils théoriques et méthodologiques de l'analyse de discours, afin de porter sur un cadre ontologique original. En continuité avec cette littérature, néanmoins, notre approche partagera une même normativité. Il s'agira de documenter l'usage de la notion du « bien vivre » dans la

---

<sup>12</sup> Le consensus des *commodities* fait référence à l'intensification de l'extractivisme en Amérique latine depuis la fin des années 1980. Il renvoie à la réponse favorable des gouvernements latino-américains de subvenir à la demande des marchés internationaux en ressources naturelles (Svampa, 2012)

légitimation du caractère exclusif de la Révolution citoyenne par son accent mis sur la justification du développement « neo-extractiviste<sup>13</sup> ». C'est la raison pour laquelle notre analyse ne dressera pas un portrait complet de l'ordre politique en Équateur, mais portera sur l'équilibre relatif à la mobilisation du « bien vivre » au sein du discours.

Dans cet ordre d'idées, ce chapitre se divisera en deux principales sections. Dans un premier temps, nous nous attarderons à présenter notre cadre théorique. Une attention sera portée au concept d'imaginaire et à la définition du politique. Nous situerons, ensuite, notre approche à la lumière des fondements de l'analyse de discours en définissant le « bien vivre » comme objet de la langue et du langage. Nous discuterons les concepts de discours et de langue politiques. Il s'agira ici de mettre en place les éléments pour entreprendre notre réflexion sur la scène d'énonciation et la présentation des indicateurs propre à l'effet de récit.

Dans une autre partie, nous discuterons des travaux d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (1989, 2001, 2008) pour mieux comprendre le virage à gauche en Équateur. Notre intérêt sera porté au concept du signifiant vide et à l'opération hégémonique du « bien vivre » dans le passage d'un régime politique à un autre. Afin de ne pas nous limiter au moment politique, nous distinguerons l'antagonisme de la mécontente en différenciant, selon Jacques Rancière, deux processus hétérogènes inhérents à l'ordre social : le processus policier et le processus politique. (1998)

Nous terminerons, dans une deuxième section, par la présentation de notre méthodologie et corpus de données. Il s'agira de présenter les éléments du modèle actantiel comme indicateurs de la représentation du politique et les outils de la pragmatique du discours pour étudier l'usage de la notion du « bien vivre » en Équateur.

---

<sup>13</sup> Le néo-extractivisme consiste en la politique extractiviste des gouvernements de gauche, apparente par la multiplication des projets d'extraction, afin, dit-on, de refinancer les services sociaux, dont bénéficie une majorité de la population. (Svampa, 2011)

### 1.1 Le « bien vivre » comme objet de représentation du politique

Une première prémisse sur laquelle s'appuie notre réflexion est l'institution imaginaire de la société équatorienne. Renvoyant à cette capacité propre à un groupe d'individus à s'autodéfinir collectivement, elle nous fait nous interroger sur le moment de remise en question de l'ordre politique équatorien. Cette prémisse nous fait d'ailleurs aborder le politique comme représentation de l'être ensemble et le « bien vivre » comme un de ses objets imaginés<sup>14</sup>.

Dans *Les frontières du politique en Amérique latine*, André Corten explique que, contrairement à son acception courante, le terme d'imaginaire ne renvoie pas à quelque chose qui n'existerait que dans l'imagination. Les imaginaires renvoient plutôt à une représentation de la réalité qui guide le comportement des individus. Les imaginaires sont ces clichés rassembleurs et ces idées préconçues qui bloquent les compréhensions de la réalité et impliquent la reproduction de la société au quotidien. (Corten, 2006)

Dans *Imaginaire de la vie ordinaire en Amérique latine*, Corten (2003, p. 12) différencie également deux types d'imaginaires : les imaginaires sociaux et les imaginaires politiques. Les imaginaires sociaux renvoient à l'ensemble des moules affectifs représentatifs des idées étant partagés par un groupe d'individus. Les imaginaires politiques définissent plus précisément les paramètres du pouvoir et les bases sur lesquelles sont conçus les motifs pour lesquels les membres d'une société acceptent d'obéir collectivement.

Par exemple, Floresmilo Simbaña explique que le « bien vivre » organisait, à l'époque des États précolombiens, la vie des sociétés autochtones autour de certains

---

<sup>14</sup> Le terme d'imaginaire a été popularisé en sciences sociales par la contribution de Benedict Anderson et de son ouvrage, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Elle bénéficia également d'un nouvel intérêt en Relations Internationales à la suite de la fin de la Guerre froide. Au plan théorique, la définition du politique devint fort problématique, car il ne s'agissait désormais de choisir entre deux camps opposés. C'est pourquoi la question de l'altérité s'imposa en parallèle avec la notion d'imaginaire. (Dardenne, 1981; Corten, 2012)

principes de partage et de réciprocité. Au même titre que les imaginaires politiques, le « bien vivre » régissait les comportements des communautés en fondant la légitimité de l'action publique. Conséquence de la colonisation, cependant, les imaginaires du « bien vivre » n'ont été conservés qu'au sein des familles et de certaines communautés de la région des Andes, mais d'une manière isolée des sociétés coloniales organisées politiquement autour des États. D'imaginaire politique, le « bien vivre » est ainsi devenu le signifiant d'imaginaires sociaux hétérogènes à la société dominante, mais demeurant dans le parler quotidien des communautés millénaires. (Simbaña, 2011, p. 220) C'est la raison pour laquelle, à notre avis, cette notion apparaît n'avoir aucune ontologie politique au-delà des années 1990, moment où les organisations du mouvement autochtone en ont politisé le sens, afin de redéfinir la stratégie de développement nationale à l'encontre du néolibéralisme, mais surtout de manière à redéfinir le politique et sa légitimité par des imaginaires sociaux discriminés par la colonisation. C'est pourquoi ce qui nous intéresse est moins le sens véritable de la notion du « bien vivre » que celui faisant sens à l'heure actuelle.

Dans *L'institution imaginaire de la société*, Cornelius Castoriadis soutient que les imaginaires sociaux ont un rôle fondamental dans la définition de l'ordre politique. Comme il le soutient, la société détient le pouvoir de se définir collectivement. Toutefois, elle ne reconnaît généralement pas dans l'imaginaire des institutions son propre produit. La société a le pouvoir de s'imaginer, mais le réflexe d'oublier ce pouvoir. C'est ce que Castoriadis nomme l'institution hétéronome de la société. (Corten, 2006, p. 10) « À cette institution hétéronome [...] correspond, au niveau de l'institution de la pensée, une position de l'être du social historique comme « déterminité » et donc une position du temps du monde, de l'histoire comme répétition d'un non-temps, d'un quelque chose que la société répète dans l'ordre du temps. » (Dardenne, 1981, p. 140) La société est, pour un moment donné, la répétition d'un même imaginaire tendant à s'enraciner dans l'histoire.

Dans son article « Le rôle politique des imaginaires sociaux », Ricardo Peñafiel (2008a) soutient que les imaginaires politiques sont consubstantiels à la



représentation du politique. Se référant aux travaux d'André Corten, il définit le politique comme la représentation de la scène des forces en présence, qui ancre ce que sont ses acteurs et ce que signifient leurs actions. (Corten, 1999) Par exemple, l'imaginaire du « bien vivre », tel qu'il est articulé par Rafael Correa, présente l'ancienne élite du pouvoir comme détractrice du projet démocratique de la Révolution citoyenne. Il valorise, à la différence, l'intervention de l'État, sous l'influence des organisations de la société civile, dans le développement de programmes sociaux. L'imaginaire du « bien vivre » fonde en ce sens la légitimité du gouvernement.

À la différence, comme le soutient Cornelius Castoriadis, la visée de tout projet révolutionnaire est précisément l'institution de la société autonome qui se sait et se fait comme auto-instituante en permanence. (Dardenne, 1981) Par exemple, la Révolution citoyenne en Équateur entretient l'idée que le peuple équatorien est en contrôle de sa destinée. Le gouvernement fait ainsi la promotion de différents mécanismes de démocratie directe, afin que les citoyens et les citoyennes s'emparent des leviers du pouvoir. C'est ce qui amène *Alianza País* à se présenter comme l'adjuvant du peuple contre une ancienne élite corrompue et un ordre international inégalitaire. Cependant, comme nous le verrons plus en détail, la cristallisation de cet imaginaire amène le gouvernement à confondre ses impératifs politiques avec la volonté populaire et ainsi passer sous silence la remise en question incessante propre aux imaginaires sociaux.

Selon Ricardo Peñafiel, les imaginaires politiques sont le lieu d'un affrontement continuuel entre renvois de signification en opposition. Comme nous tenterons de le montrer plus en détail, l'imaginaire est cette capacité de voir dans une chose autre chose que ce qu'elle est ou d'y voir ce qu'elle n'est pas encore. (Peñafiel, 2008a) C'est la raison pour laquelle les imaginaires politiques fondent la représentation du politique (le politique), mais réfèrent au moment de son institution. En d'autres mots, le politique est le moment de la décision, celui de l'instauration et de la détermination des situations exceptionnelles. Il est un lieu vide de remise en question des règles et

de l'instauration de nouvelles situations et rapports de force. Les imaginaires politiques ont ainsi un caractère antinomique en ce qu'ils instituent et questionnent l'ordre social.

En outre, mobilisé par le gouvernement de Rafael Correa, depuis sa campagne présidentielle en 2006, et érigé comme principe phare de la Constitution de 2008, le « bien vivre » semble être l'objet imaginé de l'ordre social en Équateur, constitutif, à notre avis, du politique équatorien. À ce titre, Victor Armony soutient que « Les mots magiques, les mots sacrés, les mots qui « font croire », les mots qui nomment une « plénitude communautaire absente » [le vivre ensemble] sont les mots qui se répètent. (Armony, 2006 : 124)

Comment faire néanmoins pour révéler l'usage du « bien vivre » comme objet du politique en Équateur et pour rendre compte des transformations au niveau de la pensée? Si comme l'affirme André Corten (2006, p. 12) tout langage a une dimension logique-identitaire (le code) et une dimension imaginaire (le sens), quels sont les mécanismes du langage, qui nous permettraient de saisir l'implication du « bien vivre » sur la scène politique équatorienne?

## 1.2 Le « bien vivre » comme objet de la langue

Comme l'expliquait Ferdinand de Saussure, la langue ne doit pas être vue comme un répertoire de mots offrant une définition précise pour chaque chose. Les mots et les catégories grammaticales évoluent d'une époque à l'autre. C'est pourquoi leur signification et leur valeur ne trouvent pas de traductions exactes d'une langue à l'autre. (Coquet, 1982) Par exemple, Xavier Albó montre que la traduction du *Sumak Kawsay* en espagnol rend très mal la signification de cette notion en langues quechua et aymara; au point que le développement pour le « bien vivre » fait se succéder deux termes signifiant leur parfait contraire. (Albó, 2009) C'est la raison pour laquelle Saussure proposait d'analyser les signes linguistiques.

Définissant le langage comme la faculté de relier les objets (imaginaires) au son, Saussure expliquait que chaque unité d'expression comporte deux faces complémentaires : un signifiant, qui identifie la forme et l'aspect matériel du signe, et un signifié, qui lui attribue sa signification et sa valeur imaginée. (Coquet, 1982) La notion du « bien vivre » est ainsi à la fois constituée d'un contenant (signe linguistique) et d'un contenu (imaginaire).

Afin d'identifier l'imaginaire d'un signifiant, Saussure expliquait qu'on ne pouvait isoler un signifiant du système de sens dans lequel il s'insérerait. Sinon, ce serait croire « qu'on peut commencer par les termes et construire le système en en faisant la somme, alors qu'au contraire c'est du tout solidaire qu'il faut partir pour obtenir par analyse les éléments qu'il renferme ». (Coquet, 1982, p. 9) L'importance accordée à la notion du « bien vivre », dans la littérature, pour qualifier le régime équatorien semble être le parfait exemple de cette extrapolation qu'identifiait Saussure. Peu importe que l'on ait vidé cette notion de son sens politique, le « bien vivre » apparaît comme le symbole de la Révolution équatorienne sans considération pour la langue dans laquelle il s'insère.

À ce sujet, Corten explique que la langue ne doit pas être entendue comme une chose vague et insaisissable limitée au domaine de la parole. Elle est, au contraire, une institution sociale porteuse de valeurs et d'imaginaires sociaux. Comme le soutient Jean Claude Coquet, la langue n'est pas coextensive à la culture ou au politique. Elle est construite de l'interaction des signes au plan sémantique, mais aussi de sa relation au monde et à l'histoire. (Coquet, 1982) La langue investit ainsi les divers champs sociaux et contraint les individus dans leurs pensées et leurs actions, en imposant certaines limites, obligations et certains interdits. La fixation du sens se répercute, de plus, dans des pratiques matérielles qui peuvent revêtir une fixité institutionnelle. (Laclau, 2008, p. 130) Par exemple, le « bien vivre » se limitait au jargon de certaines communautés autochtones il y a quelques années. Il est dorénavant un des principes structurants de la nouvelle Constitution équatorienne et du Plan national de développement de l'Équateur, encourageant le refinancement des services sociaux.

Dernièrement, Saussure comparait la langue à un jeu d'échecs. Il expliquait que la langue est un système de mise en relation où tout signe se définit en fonction d'une logique de différence, c'est-à-dire, en fonction de quelque chose d'autre. Cela signifie que ses éléments (pièces) ne préexistent pas au complexe relationnel (le jeu), mais se constitue à travers lui selon l'usage qu'en font ses énonciateurs (les joueurs). (Laclau, 2005, p. 86) En d'autres mots, ce que l'on dit n'a un sens que parce que deux personnes partagent une culture et une langue commune (jouent ensemble). Ainsi, un signifié (sens d'une unité linguistique ou d'une pièce) n'a une identité que parce que son signifiant (la pièce matérielle) peut être différencié des autres (Laclau, 1989). Par exemple, le cavalier, dans un jeu d'échecs, peut changer de forme d'un échiquier à l'autre. Il sera toujours possible de le reconnaître, en opposition aux autres pièces du jeu et en fonction des règles qui lui attribueront son identité différenciée. Le rapport du signifiant au signifié demeure, toutefois, complètement arbitraire et dépend de la logique de différence qui a cours entre différentes personnes (Coquet, 1982) Le sens est ainsi à la fois imposé aux interlocuteurs et construit au travers de leur discussion. La notion du « bien vivre » doit donc, pour être comprise, être étudiée dans son contexte de production et au sein des différents discours lui donnant une signification.

### 1.3 Langue et discours politiques du virage à gauche en Équateur

Dans son article, « Discours et représentation du politique », André Corten lie le fonctionnement du langage à sa définition du politique comme scène de représentations des forces politiques. Il y explique que la langue fixe le sens des énoncés en circulation et identifie les forces en présence en leur reconnaissant un statut de locuteur légitimement admis. « [La langue politique situe] l'ensemble des positions à partir desquelles on parle [...] et qui à travers la courbure des tracés définit les écarts par rapport au centre et/ou la périphérie de la scène des forces politiques... » (Corten, 1999, p.14). Par exemple, le « bien vivre » a été articulé par le gouvernement d'*Alianza País* à l'impératif d'enrayement de la pauvreté. Depuis son

institutionnalisation au sein du *Plan national de développement 2007-2010*, l'usage du « bien vivre » est contraint par cet impératif. D'une part, l'action du gouvernement se justifie sous cette priorité et relègue tout autre questionnement d'avenir à un autre futur. D'autre part, elle rejette les discours d'opposition, comme celle des militants et des militantes du mouvement antipétrolier, à la périphérie de la scène politique. La langue politique équatorienne fonde, en définitive, l'ordre social équatorien en contraignant ce qui se dit et ce qui se fait.

Toutefois, comme le soutient André Corten, la langue politique n'a d'autre forme d'existence que l'usage qu'en font ses énonciateurs. La langue ne doit donc pas être entendue comme une simple syntaxe. Elle doit aussi être considérée comme une entité générative de sens. Pour cette raison, le rôle des locuteurs doit être perçu comme primordial dans la définition d'une langue politique. En effet, comme l'explique Corten, une langue est le théâtre de différents discours en compétition les uns avec les autres. Entendu dans un sens restrictif, Christian Le Bart défend qu'un discours est une suite d'énoncées, qui articule les deux dimensions du langage dans la définition du sens commun. Les discours politiques sont, de plus, le produit de qui s'arroge le droit de parler de politique ou ceux et celles qui détiennent le privilège d'être entendus, considérés et d'être obéis. (Le Bart, 2003)

Par exemple, la notion du « bien vivre » a été politisée, au cours des années 1990, par le discours du mouvement autochtone en tant que perspective ethnocivilisatrice. Critique du néolibéralisme, le « bien vivre » a introduit de nouvelles façons d'aborder le politique en Équateur en plus de traduire un certain nombre de demandes sociales sur la scène politique. (Simbaña, 2011, p. 221) Articulée néanmoins en périphérie du pouvoir et de l'opinion publique, la portée du « bien vivre » a été limitée jusqu'à la campagne présidentielle du Mouvement PAIS en 2006. Au contraire, avec l'élection de Rafael Correa, le « bien vivre » a été articulé à un discours politique occupant la vie politique des institutions du pouvoir. En coïncidence, le « bien vivre » est désormais à la base d'un nouveau modèle de développement visant à fournir les capacités nécessaires à la population pour qu'elle se développe.



#### 1.4 L'effet de récit et la *Rébellion des forajidos*

Dans *Langue totalitaire*, Jean-Pierre Faye met en évidence comment l'histoire tend à retenir moins la vérité des faits que la version qui tient lieu de vérité. (Faye, 1971, p.7) Il montre comment l'établissement du régime nazi en Allemagne n'a pas été marqué par la date où Hitler devint chancelier, mais à partir de l'incendie du Reichstag en février 1933; incident qui impulsa un effet de récit sur la scène politique allemande. En effet, bien que trois versions des faits tendaient à expliquer l'évènement, Faye montre comment une seule version a été retenue pour imposer le discours nazi comme discours dominant<sup>15</sup>. En particulier, la version selon laquelle le responsable de l'incendie, Van der Lukke, aurait été manipulé par les communistes a permis aux nazis de réarticuler leurs énoncées sur la race en les liant aux formules de l'État total.

Selon Jean-Pierre Faye, l'effet de récit rend compte des changements de régime politiques dans l'imposition d'une version narrative instituante de la société. (Corten, 1999, p.13) Dans les termes d'André Corten, une langue politique, comme celle du régime nazi, doit aussi pour être instituée en tant que telle être impulsée par un effet de récit. D'une part, parce que la langue interrompt la circulation des énoncées faisant sens pour une société (la répétition du même) et, d'autre part, parce que l'effet de récit permet de réarticuler la représentation de la scène des forces politiques sur la base d'un sens nouveau. (Corten, 1999, p.13)

Pour mieux comprendre l'effet de récit, Corten identifie deux types différents de références spatio-temporelles : la deixis instituée et la deixis fondatrice. Premièrement, la deixis instituée souligne que le discours ne s'énonce pas en fonction d'une conjoncture historique et d'un espace référentiel donné, mais produit la scène

---

<sup>15</sup> La première version, attribuée à la troisième internationale, établissait que l'auteur de l'incendie, Van der Lukke, avait été manipulé par les nazis; « la deuxième voulait que ce même auteur ait agi de sa propre initiative; et la troisième – qui deviendra, par son effet de récit ou sa circulation, la version active qui construira l'histoire - voulait que ce même auteur ait été manipulé par les communistes. ». (Peñafiel, 2008a, p.124)

de sa propre énonciation. (Corten, 1999, p. 7) Le discours est ainsi un acte performatif, qui articule la dimension imaginaire et logique-identitaire du langage, en attribuant un sens à tel évènement et en créant les places des personnes, qui pourront participer en droit et en pratique à cet acte d'énonciation.

Par exemple, le discours de la Révolution citoyenne s'inscrit au sein d'un processus d'énonciation révolutionnaire où, peu importe l'action menée par le gouvernement, tout fait est présenté dans une perspective révolutionnaire. À titre illustratif, le 30 septembre 2010, une rébellion policière éclata en Équateur à l'encontre du gouvernement d'*Alianza País*. En réaction, Rafael Correa refusa de reconnaître la légitimité des manifestants et des manifestantes, qualifiant leur action de tentative de coup d'État. Loin de faire l'unanimité, certains membres de l'opposition équatorienne et plusieurs spécialistes politiques ont réagi en affirmant qu'il s'agissait plutôt d'un soulèvement hors de contrôle alimenté par le Président. Mis de côté par les instances du pouvoir, ces versions divergentes ont été disqualifiées alors que le 30 septembre 2010 est devenu le jour où « triompha la démocratie » en Équateur. La tentative de coup d'État apparaît ainsi comme un acte performatif du gouvernement dans le renforcement de sa propre position. À ce titre, l'acronyme de l'évènement, 30S, a été enregistré auprès de l'office de la propriété intellectuelle par le gouvernement équatorien. (Reuters, 2010) L'importance du « bien vivre » en Équateur doit ainsi être considéré à partir de la version narrative dans laquelle elle s'insère.

Deuxièmement, la deixis fondatrice réfère à la situation d'énonciation antérieure sur laquelle s'est initié l'effet de récit et dont la deixis actuelle se donne pour la répétition. (Corten, 1999, p. 7) Comme dans l'exemple du régime nazi, l'effet de récit prend appui sur un premier évènement, qui permet par son interprétation l'articulation de différents énoncés transformateurs. Par son opposition radicale à l'ordre établi, l'effet de récit fonde la légitimité de la nouvelle langue politique en devenir. La deixis fondatrice se distingue ainsi de la deixis instituée, car elle crée ses conditions d'énonciation pour les évènements à venir.

En Équateur, par exemple, la Rébellion des *forajidos* [Hors-la-loi] en avril 2005 a été un moment fort de la scène politique équatorienne. Comme nous l'expliquerons plus en détail dans le prochain chapitre, elle a offert une tribune inespérée à Rafael Correa pour s'identifier à la masse citoyenne par un discours fédérateur de l'opposition politique. La Rébellion des *forajidos* s'est ainsi imposée comme une deixis fondatrice à l'avènement du virage à gauche équatorien, car elle a permis d'impulser un effet de récit autour de la personne de Rafael Correa sur une trame révolutionnaire persistant encore aujourd'hui. C'est pourquoi, comme nous chercherons à le montrer plus en détail, tant l'Assemblée constituante de Montecristi que l'élection de Rafael Correa ou le 30 septembre 2010 tirent une partie de leur légitimité de ce moment fondateur, qui accorde préséance au récit du pouvoir et avantage ses locuteurs sur la scène politique équatorienne.

### 1.5 Opération hégémonique, signifiant vide et « bien vivre »

Dans *Hegemony and Socialist Strategy*, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe montrent comment le concept d'hégémonie a longtemps été mobilisé par les théoriciens et les théoriciennes marxistes pour répondre aux problèmes d'unité du mouvement socialiste à une époque de forte complexification sociale. Renvoyant à une vision homogène des classes dominées à la direction de la société par la classe dominante capitaliste, l'hégémonie était définie comme le contrôle des subjectivités. Leur contribution dans cet ouvrage critique la réflexion marxiste de se limiter à « une pensée dualiste subordonnant le domaine plus ou moins large de l'indétermination politique des sujets et du sens de leur action à la nécessité ontologique de la lutte des classes et du rôle historique de la classe ouvrière. » (Peñafiel, 2008a, p. 115) Ils proposèrent plutôt de considérer l'hégémonie comme base de l'unité sociale, qu'ils définissent non pas sur une base conceptuelle prédéfinie, mais sur la base d'un discours dominant.

L'originalité de leur analyse tient à leur conceptualisation des pratiques articulatoires de l'effet de discours, afin de comprendre le passage d'une forme d'organisation sociale à une autre. L'effet de discours, expliquent-ils, s'opère en trois principales étapes : 1) par la formation d'une frontière intérieure antagonique séparant le peuple du pouvoir en deux camps opposés; 2) par la mise en équivalence de demandes populaires hétérogènes dans leur opposition commune au système; et 3) par l'unification de ces différentes demandes en un système stable de signification, nécessaire à la construction d'une identité collective ou populaire (hégémonie). (Laclau, 2008, p. 93-96)

#### 1.5.1 Dislocation

Comme l'expliquent ces deux auteurs, l'ordre politique repose sur la représentation de l'être ensemble. Pour qu'un régime politique s'impose, il est impératif qu'un système de signification soit disloqué. Cette situation survient, particulièrement, lorsqu'un ensemble de demandes sociales restent insatisfaites. Par exemple, quand une situation de pénurie s'étend à une partie de plus en plus grande de la population, une brèche s'impose dans la continuité harmonieuse de la société, car la plénitude imaginée de la communauté est l'envers d'une situation vécue comme déficiente. Ainsi, le discours dominant sera contesté. De plus, comme toute demande est adressée à quelqu'un, ceux et celles qui sont responsables de cette situation d'inégalité seront jugés comme ne représentant pas légitimement la communauté. C'est ce qui entrainera à plus ou moins long terme une polarisation entre les demandes populaires et les impératifs du pouvoir. (Laclau, 2008)

Par exemple, les années 1990 ont été caractérisées en Équateur par l'incapacité de l'élite politique et de son projet néolibéral à répondre aux demandes populaires. Cette situation s'est traduite par une série de crises et de contestations, ayant fait se succéder à la tête de l'État plus de dix présidents en moins de dix ans en Équateur. (Jameson, 2011) Comme le montre Pablo Andrade, le retour à la démocratie en

Équateur s'est construit sur la base d'un imaginaire développementiste. Dans le discours de refondation originaire, un rôle prédominant était accordé à l'État, qui était censé garantir une répartition des bénéfices du développement à toutes et tous. Cependant, dans le discours de gouvernance qui s'est imposé une fois les premiers gouvernements élus, l'État s'est plutôt articulé à une menace à la démocratie, favorisant son désengagement au profit du secteur privé. (Andrade, 1999) Cette imposition d'un discours de la gouvernance à la place du discours démocratique a disloqué l'ordre social du retour à la démocratie, suscitant l'instabilité politique.

#### 1.5.2 Mise en équivalence et force antagonique

Une seconde étape au passage d'un régime politique à un autre est la formation d'une force antagonique. Selon Laclau et Mouffe, il est nécessaire pour qu'un discours dominant soit remplacé par un autre que l'une des demandes sociales parvienne à capter l'ensemble des aspirations populaires insatisfaites et les oppose diamétralement à l'ordre établi. Comme l'expliquent Laclau et Mouffe, « l'objectif concret de la lutte n'est pas seulement l'objectif dans sa singularité, il implique également l'opposition au système. ». (Laclau, 1989, p. 100) Cela signifie que la mobilisation sociale revête toujours un caractère différentiel en ce qu'elle mobilise une pluralité d'acteurs et d'actrices, qui peuvent être différenciés par leurs revendications. Par exemple, les mouvements ouvriers luttent contre le capitalisme; les mouvements féministes contre le patriarcat; les mouvements autochtones contre le colonialisme, etc.

Néanmoins, pour qu'un régime soit renversé, il est impératif que ces différentes luttes soient mises en équivalence contre l'ordre établi pour se constituer en tant que force antagonique. Cette situation se forme généralement en réaction au caractère de plus en plus répressif de l'État, qui mène chacune de ces différences à être réprimé sans aucune distinction. Cela a pour conséquence que chaque position différentielle est équivalente dans leur mise à l'écart par le pouvoir et se reconnaît dans la défense



d'une même position antagonique : le renversement de l'ordre établi. (Laclau et Mouffe, 1989, p. 105) Toutefois, comme nous verrons dans la prochaine section, la constitution d'une force antagonique est une situation exceptionnelle renversant la logique de différence qui prévaut normalement dans le maintien de l'ordre social. En effet, une mésentente constitutive à l'ordre social persiste tant et aussi longtemps que le gouvernement parvient à répondre aux demandes populaires et maintenir un équilibre entre les différentes oppositions.

Par exemple, Laclau et Mouffe mettent en évidence dans leur ouvrage les difficultés du discours socialiste à s'imposer face à la complexification des sociétés occidentales. En marge du pouvoir, ils défendent que, là où la lutte ouvrière est parvenue à s'imposer, le discours marxiste a réussi à faire de la lutte des classes le signifiant de la libération en devenant la surface sur laquelle toutes les autres luttes se sont inscrites. Cela signifie que l'objet du discours marxiste contenu dans le signifiant de la lutte des classes a été vidé de son contenu, afin de définir une opposition commune à l'ordre établi. (Laclau et Mouffe, 1989, p. 105) En d'autres mots, là où la lutte des classes est parvenue à s'imposer comme un signifiant vide, la logique de différence qui régit la signification du langage a été subvertie de manière à former une chaîne d'équivalences à l'encontre de l'ordre établi et ainsi transformer le régime politique.

En Équateur, la notion du « bien vivre » est devenue, croyons-nous, un des signifiants vides du virage à gauche. D'une part, parce que cette notion a été opposée diamétralement au néolibéralisme et à l'ancienne élite au pouvoir et, d'autre part, parce qu'elle a été mobilisée de manière à exprimer la volonté du gouvernement à réaliser l'ensemble des aspirations populaires, qui se sont manifestés à l'encontre du précédent régime politique. De plus, comme nous le montrerons plus en détail, le « bien vivre », en devenant le véhicule politique d'*Alianza País*, a rompu ses liens avec le mouvement autochtone malgré que ses organisations aient été les promoteurs et les bénéficiaires de cet objet de lutte particulier durant les années 1990.

### 1.5.3 Signifiant vide et relation hégémonique

Selon Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, le signifiant vide joue un rôle primordial dans le passage d'un régime politique à un autre. Une troisième étape à ce moment politique est la construction d'une identité collective, entendue comme un système stable de signification. (Laclau et Mouffe, 1989, p. 94) Pour qu'une telle étape soit franchie, nous disent Laclau et Mouffe, le signifiant vide doit parvenir à établir une relation hégémonique en proposant un ordre social symbolique de l'ensemble de la société. Dans le cas équatorien, par exemple, la « société du bien vivre » ne peut être définie en ce qu'elle n'existe pas. Le « bien vivre » est défini en tant qu'idéal de société, fixant l'horizon du possible entre le précédent Consensus de Washington, qui a disloqué l'ordre social équatorien, et le « Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », qui n'existe pas d'ores et déjà. Or, le « bien vivre », en contenant les différentes aspirations populaires, symbolise dans les mots de Rafael Correa le *todito*<sup>16</sup> [tout total] ou l'ensemble de la société équatorienne de manière à suturer l'ordre social par une nouvelle hégémonie.

Néanmoins, nous disent Laclau et Mouffe, le problème de tout système de sens est la signification des limites de cette identité collective. Premièrement, parce que, comme nous le disions plus tôt, la langue est un produit arbitraire, qui ne dépend que de l'usage qu'en font ses interlocuteurs. Deuxièmement, parce qu'il n'existe aucune autre façon de signifier quelque chose qu'en trouvant son contraire. Ainsi, comment faire pour signifier le système sans renvoyer à ce qui ne peut pas être signifié?

La réponse à ce questionnement est le signifiant vide. En effet, le signifiant vide est un signe linguistique, qui ne contient aucun signifié. Il est vide de sens et impossible à définir dans la structure de sens dans laquelle il s'insère (langue politique). (Laclau

---

<sup>16</sup> « *Todito* » correspond au mot « *todo* » [tout] se terminant avec le suffixe « *ito* ». En espagnol, le suffixe « *ito* » est employé en tant que diminutif dans la langue courante. Il renforce le sens du mot en lui attribuant un sens de petitesse. Il exprime également un sentiment de sympathie vis-à-vis de l'objet en question. Dans le cas qui nous intéresse, le « *todito* » évoque l'ensemble de la société jusqu'aux plus marginalisés.

et Mouffe, 1989) Son contenu n'est pas équivoque ou ambigu, mais simplement inexistant. Par exemple, pour reprendre un des exemples de Laclau, la langue politique de la Révolution citoyenne peut être comparée à la série numérique. Comme l'explique aussi Peñafiel, pour trouver sa signification, la langue numérique doit s'appuyer sur tout ce qui signifie son contraire : le zéro en tant que signifiant vide. En effet, le zéro ne trouve aucune signification à l'aide de la série numérique. Contrairement au chiffre deux, par exemple, qui en opposition au chiffre 1 peut être signifié ( $1 + 1$  font deux), le zéro ne peut renvoyer qu'à la série numérique dans son ensemble pour trouver son sens. (Laclau, 2012) Au même titre que le zéro, la notion du « bien vivre » en Équateur contient l'irreprésentable et fonde ainsi le système de sens équatorien en ce qu'il délimite ce qu'on souhaite être de ce qu'on souhaite laisser derrière.

Ricardo Peñafiel identifie deux fonctions spécifiques du signifiant vide. La première est la fonction métonymique. Elle correspond à cette capacité d'une des positions différentielles, la lutte ouvrière par exemple, à prendre la valeur du tout à l'encontre d'un ancien système de sens. Une deuxième fonction est la catachrèse selon laquelle un terme impropre à représenter la totalité des aspirations est utilisé afin de donner un sens à l'ensemble des signifiants. (Peñafiel, 2008a) Cette dernière fonction assume l'opération hégémonique en re-totalisant la société disloquée. Autrement dit, les fonctions métonymique et catachrétique du signifiant vide permettent à une majorité de lier leur représentation de l'être ensemble de manière à refonder le politique. À ce sujet, Corten explique que la représentation du politique présente une fiction entre ce que l'État est et ce qu'on souhaite qu'il soit<sup>17</sup>. Loin d'être anodine, cette fiction oriente rationnellement l'action des acteurs politiques. « Cette fiction est le politique

---

<sup>17</sup> Cette métaphore entre le prince possible et le prince réel se rapporte aux travaux de Machiavel, qui, comme le montre Corten, soutient que, « bien que la conservation du pouvoir dépende principalement de la capacité militaire, cette capacité militaire dépend, elle, de la capacité à « garder la foi de ses sujets et ne pas s'en faire haïr c'est-à-dire de la façon dont auront été racontés les gestes et exploits du prince. ». (Corten, 1999, p. 12; Peñafiel, 2008a, p. 154)

ou la représentation du politique. Elle se veut être un récit cohérent des actions [de l'État]. Elle est pourtant toujours distincte de ce dernier. » (Corten, 1999, p. 2)

#### 1.6 Méthodologie : Modèle actantiel et scénographie du Virage à gauche

La méthode que nous utilisons pour notre travail de recherche sera l'analyse de discours. Aussi connue comme l'approche de l'École française, l'analyse de discours a émergé, au milieu des années 1960, afin de réfléchir la relation existante entre l'idéologie et la langue. Inspirée par la relecture de l'ouvrage de Marx par Louis Althusser et par la psychanalyse de Jacques Lacan, l'analyse de discours s'est étendue aujourd'hui dans un sens large désignant un ensemble de recherches, qui portent sur l'usage de la langue et les modalités d'inscription de la subjectivité dans le discours. (Maingueneau, 2009)

Cette méthode nous permettra de faire le pont entre notre cadre théorique et l'objet étudié. Il s'agira de façon générale de mettre en relation la notion du « bien vivre » avec ses champs discursifs identifiés à partir des traces d'intertextualité, c'est-à-dire, en mettant en opposition différents discours qui mobilisent la notion du « bien vivre » tout en relevant les rapports dialogiques ou polémico-consensuels qui s'entretiennent entre eux. À cette fin, une première attention sera portée au modèle actantiel s'intéressant au processus de génération des récits. Nous pourrions ainsi situer l'importance du « bien vivre » sur la scène politique équatorienne.

Afin de ne pas nous limiter à une analyse structuraliste sous-estimant le rôle des acteurs dans la production du sens, nous nous référerons au domaine de la pragmatique de l'analyse du discours. En opposition à l'étude du système linguistique, qui ne concerne que la sémantique et les relations des signes entre eux, la pragmatique traite des relations des signes avec leurs utilisateurs, à leur emploi et à leurs effets politiques. Cette approche nous permettra de saisir la tension à l'intérieur des imaginaires de la Révolution citoyenne par leur mise en discours. Elle nous permettra également d'aller au-delà d'une conception abstraite du politique pour nous

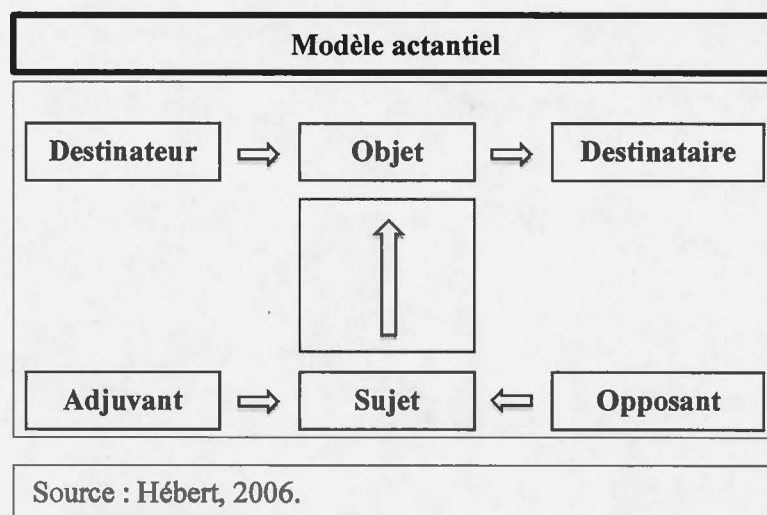
intéresser à ses rapports de forces entre discours opposés, afin de définir le sens de ces imaginaires. Une seconde attention sera donc portée à la scène d'énonciation et à la problématique de l'influence, situant les personnes dans le temps et dans l'espace et leur implication dans la production du sens.

#### 1.6.1 Modèle actantiel de la Révolution citoyenne

Dans sa thèse doctorale, *L'évènement paupériste; Lutte contre la pauvreté et redéfinition du politique en Amérique latine*, Peñafiel opérationnalise la représentation du politique à l'aide du modèle actantiel développé par A. J. Greimas. (Peñafiel, 2008a) Portant sur le processus de génération des récits, le modèle actantiel rassemble l'ensemble des rôles et des relations qui ont pour fonction la narration d'un récit. Comparable à un programme narratif, le modèle actantiel identifie six rôles (actants) constitutifs de la structure de tout récit : le sujet, l'objet, le destinataire, le destinataire, l'adjuvant et l'opposant. Ils doivent être compris comme les positions au sein d'une structure narrative se définissant par les relations qu'ils entretiennent entre eux. Les actants ne doivent pas être confondus avec les acteurs d'une histoire. Premièrement, parce qu'ils peuvent être incarnés par un personnage, un objet ou un événement et, deuxièmement, parce que les acteurs peuvent se déplacer d'une position à l'autre dans le cadre d'une même histoire. (Peñafiel, 2008a; Hébert, 2006)

Le modèle actantiel permet d'identifier 3 axes de description d'un récit. La première est l'axe du vouloir. Elle établit une relation entre le sujet et l'objet. Comme le remarque Peñafiel, un récit n'existe pas tant qu'un sujet n'entreprend pas une quête quelconque, car, sans cette jonction entre le sujet et l'objet, les acteurs ne peuvent pas trouver leur identité ni leur raison d'agir.





En Équateur, le « bien vivre » a été érigé comme nouvel idéal de la société en opposition à la quête de profit de l'élite économique (anti-objet). Ainsi, depuis sa mise en récit par *Alianza País*, lors des élections de 2006, les organisations de la société civile ont repris cette notion pour exprimer leurs aspirations. Le mouvement féministe, par exemple, l'articule à sa volonté d'en arriver à une société plus égalitaire entre les hommes et les femmes tandis que le mouvement écologiste le mobilise pour défendre un autre rapport à l'environnement. En outre, en tant qu'objet de désir collectif, le « bien vivre » interpelle le peuple à agir dans son intérêt en lui offrant une représentation de lui-même. La représentation la plus importante est sans doute celle s'arrimant à la volonté des peuples autochtones d'être partie intégrante de la société équatorienne, car, comme l'explique Pablo Andrade, la langue politique du retour à la démocratie reposait sur l'énoncé originaire de la nation unique équatorienne sans distinction pour les différentes nationalités autochtones. Or, en posant le « bien vivre » comme nouvel objet de désir, le peuple équatorien s'offre une vision plus inclusive de lui-même sur les bases de l'interculturalisme et du plurinationalisme.

Deuxièmement, le modèle actantiel permet d'identifier l'axe du pouvoir entre l'adjuvant et l'opposant. L'adjuvant est le personnage, l'évènement ou l'objet qui

aide à la réalisation de la quête vers l'objet de désir. Au contraire, l'opposant est ce qui nuit à cette jonction. Par exemple, en Équateur, Rafael Correa et les membres d'*Alianza País* se sont présentés comme les adjuvants de la Révolution citoyenne, assumant la tâche d'un gouvernement responsable dans l'intérêt du peuple équatorien. Comme nous l'avons présenté précédemment, Correa s'est imposé comme le porte-parole d'une masse critique lors du soulèvement des *forajidos* en 2005. L'ancienne élite du pouvoir a plutôt été présentée, à ce moment, comme celle poursuivant son seul intérêt au détriment de la grande majorité.

Enfin, le modèle actantiel identifie l'axe du savoir entre le destinataire et le destinataire. Le destinataire est l'actant qui demande que soit réalisée une jonction entre le sujet et l'objet de désir. Il est ce qui incite à l'action en jouant sur le vouloir-faire ou le devoir-faire du sujet. Louis Hébert prend pour exemple le roi, qui mandate le prince ou un chevalier de libérer la princesse des griffes d'un dragon. Le destinataire est le roi puisqu'il motive l'action tandis que le destinataire est le bénéficiaire de l'action du sujet, celui ou ceux à qui profitera la réalisation de la jonction entre le sujet et l'objet, dans ce cas-ci la princesse, le roi et le prince. (Hébert, 2006) En Équateur, le soulèvement de 2005 s'est imposé dans le discours d'*Alianza País* comme le moment de prise en main du peuple pour lui-même en réaction à une élite ne le représentant plus.

En outre, le modèle actantiel cherche à montrer comment les actants se mettent en action dans la formation d'un récit. Cet outil, inspiré de la formalisation des contes russes entreprise par Vladimir Propp, nous apparaît particulièrement pertinent pour rendre compte de la représentation de la scène des forces politiques en Équateur. Premièrement, le modèle nous offre des indicateurs identifiables d'un récit à l'autre. Il permet de montrer la représentation du politique tel qu'articulé par Rafael Correa, par exemple, ou la critique par les mouvements de contestation. Deuxièmement, le modèle actantiel permet d'identifier le « bien vivre » comme objet de représentation du politique à savoir quel rôle d'actant il a pu jouer dans la redéfinition du politique

en Équateur et dans le renouvellement de la logique développementiste en établissant une relation linéaire entre un sujet et un objet de désir.

#### 1.6.2 Scène d'énonciation de la Révolution citoyenne

En parlant de scène d'énonciation ou de scénographie, nous cherchons à mettre l'accent sur le fait que l'énonciation du « bien vivre » advient dans un espace institué par le discours et ses interlocuteurs. Au même titre que l'effet de récit, la scénographie est cette capacité du discours à attribuer des valeurs modales et des relations de pouvoir entre ses locuteurs et interlocuteurs. Elle porte ainsi sur l'effet performatif du discours. Qui a le droit de parler du « bien vivre » et d'être entendu? Que signifie cette notion dans tel contexte et dans tel autre? En référant à une scénographie plutôt qu'à la subjectivité énonciative, nous voulons mettre l'accent sur le fait que ces positions de sujet sont prescrites par le discours qui met en scène, attribuant des « rôles » à ses « personnages » et construisant des « scénarios » au sein desquels ils doivent se mouvoir. (Peñañiel, 2008, p. 171)

Suite à la décision de Rafael Correa de mettre fin à l'initiative Yasuní-ITT, le gouvernement commença à parler du « bien vivre » amazonien en opposition à une vision davantage écologiste. L'exploitation pétrolière était alors présentée comme adjuvant à l'atteinte du « bien vivre » tandis que les groupes, revendiquant une consultation populaire, furent qualifiés comme les opposants au développement national.

En d'autres mots, il s'agit de montrer comment se mettent en récit les deixis institués mobilisant la notion du « bien vivre » et montrer comment s'actualise le modèle actantiel. À cette fin, nous tâcherons d'identifier les actes de langage dans les différents discours étant destinés à modifier la situation des locuteurs. Comme l'explique Maingueneau, un acte de langage se comprend par trois actions simultanées :

Un acte locutoire, qui est le produit d'une séquence de sons ayant une organisation syntaxique et référant à quelque chose.

Un acte illocutoire, qui modifie les relations entre les interlocuteurs au niveau conventionnel.

Un acte perlocutoire, qui par son expression a un effet psychologique chez le locuteur au point de l'amener ou non à réagir par son action.

L'acte perlocutoire n'est identifiable que dans son contexte de production. (Maingueneau, 2009, p. 15)

En ce sens, notre attention portera sur la problématique de l'influence, car, comme l'explique Patrick Charaudeau, la stratégie de tout discours est de persuader l'autre d'adhérer à une prise de position particulière à l'aide de différents mécanismes à la fois identificatoires et impositifs. (Charaudeau, 2008) Les discours politiques « doivent par leur effet perlocutoire, faire bouger des objets (l'opinion publique, les électeurs, etc.). Mais ils ne peuvent éviter de prendre comme référent la scène de représentation bien qu'ils ne soient pas le seul à la façonner. ». (Corten, 1999, p. 17)

Considérant la réalité comme l'ensemble d'interactions composites, fragmentées, faites de divers domaines d'activités, Charaudeau soutient que le discours doit être moins abordé sur le mode du vrai que sur celui du faire croire et qu'il est impératif en ce sens de s'intéresser à la force d'adhésion des idées plutôt qu'à la force logique ou à la vérité absolue des discours. (Charaudeau, 2008) « [La] valeur renvoie à un sémantisme à la fois référentiel et axiologique qui se trouve inscrit dans les mots de par leur usage social [...]. La validité concerne l'effet sémantique qui est produit en cohérence avec la situation dans laquelle sont employés les mots, et dont les partenaires de l'acte de langage sont comptables. ». (Charaudeau, 2008, p. 5)

Abordant le « bien vivre » en tant que signifiant vide et instrument de domination politique, la problématique de l'influence proposée par Charaudeau nous paraît plus qu'intéressante. C'est pourquoi nous porterons une attention particulière aux situations de communication qui fournissent des instructions de production et d'interprétation aux partenaires de l'échange et qui coconstruisent le sens en leur attribuant toute leur validité ou force d'influence.

### 1.6.3 Corpus de données

Notre corpus de données mobilisera particulièrement les discours présidentiels de Rafael Correa, qui sont l'expression la plus clairement observable du discours étatique à notre avis. En effet, l'État est l'instance fondatrice des sociétés modernes. Son rôle est avant tout d'assurer l'unité du social dans sa totalité contradictoire en s'adressant à la société par un discours générateur de l'être ensemble. Peu importe ainsi que ce ne soit pas le président qui rédige ses allocutions ou que ses discours aient un caractère opportuniste, la prétention hégémonique du discours de l'État tend à clôturer le système de sens propre à une société donnée. En cherchant à instaurer une modalité d'hétéronomie, le discours étatique masque le caractère arbitraire et contingent du social. (Armony, dans Corten, 2006, p. 122)

Nos données proviendront également des débats de l'Assemblée constituante de Montecristi, qui se sont tenus du 30 novembre 2007 au 25 juillet 2008, et qui ont mené à l'adoption de la nouvelle Constitution de la République équatorienne. L'analyse de ces débats nous permettra de nous pencher sur la fonction métonymique et catachrétique du signifiant vide de manière à comprendre comment le « bien vivre » a réussi à rallier les représentations de la population sur un même idéal.

Nous nous référerons également au *El Ciudadano* [Le citoyen], qui est le journal officiel du gouvernement de la Révolution citoyenne. Lancé en avril 2008, à la suite de l'investiture de Rafael Correa, le journal est à la charge du Sous-secrétariat des communications. Accessible par internet, le périodique est aussi tiré en version papier à 100 000 exemplaires sur une base bimensuelle. Sa distribution est gratuite et il se retrouve essentiellement dans les ministères, les secrétariats nationaux et les institutions gouvernementales. Son objectif est de rejoindre directement la population, afin de rendre compte des décisions prises et des actions effectuées par le gouvernement. C'est pourquoi on y retrouve principalement de l'information au sujet des activités accomplies par le président et son gouvernement ainsi que, dans une moindre mesure, des actions entreprises par les autres instances du pouvoir. *El*



*Ciudadano* n'est pas un des principaux journaux équatoriens. Il est relativement peu connu de la population. Néanmoins, il est la voix médiatique du gouvernement. Relatant les faits et gestes du président, ce média est une source d'information pour les autres médias nationaux et traduit très bien le discours du gouvernement.

Enfin, nous aurons également recours à un important corpus de littérature grise produit par différentes instances du pouvoir et d'opposition sous un format papier ou numérique, mais n'étant pas contrôlé par l'édition commerciale. Nous nous référerons notamment aux documents produits par *Alianza País*, tel le Plan de gouvernement du mouvement PAIS 2007-2010, ou encore les travaux du Secrétariat national de planification et de développement de l'Équateur (SENPLADES), ainsi que les déclarations de la CONAIE et de ses organisations membres, dont la *Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana* (CONFENIAE) [Confédération des nations indigènes de l'Amazonie équatorienne], disponibles sur leur site internet.

À l'aide de ces différentes sources, nous tenterons de montrer l'usage de la notion du « bien vivre ». D'une part, de pair avec les discours présidentiels, la littérature grise produite par les instances du pouvoir, nous informera sur l'évolution de sens dans la mobilisation de la notion du « bien vivre ». À quoi le « bien vivre » renvoie-t-il? Comment a-t-il été mobilisé par les représentants de l'État? Cette première partie présentera le discours de refondation néopopuliste de la Révolution citoyenne, mobilisant le « bien vivre » en tant que nouvel objet de désir. Nous nous attarderons ainsi à présenter la trame révolutionnaire dans laquelle s'inscrit notre signifiant à compter des premiers moments politiques de Rafael Correa, soit dès sa première apparition publique en 2005 lors du soulèvement des *forajidos* [hors la loi].

D'autre part, la littérature grise produite par le mouvement autochtone nous servira de base afin de révéler la mésentente entourant la notion du « bien vivre ». Par l'analyse du discours de l'État et des déclarations des organisations du mouvement autochtone et écologique, dans une problématique de l'influence, nous chercherons à identifier la problématique à laquelle mène la mobilisation du « bien vivre ». En ce sens, nous

porterons notre attention aux référents sociaux auxquelles la mobilisation du « bien vivre » renvoie de manière à soutenir son point non par sa validité, mais par sa valeur sociale. Les occurrences et cooccurrences seront ici particulièrement utiles.

Enfin, puisque le discours doit prouver par une justification pour le moins cohérente établissant des rapports de causalité ou se référant à des arguments déjà chargés d'une valeur sociale, nous porterons une attention particulière au contexte d'énonciation en tâchant de le lier au discours en tant que condition d'énonciation. (Charaudeau, 2008) Afin de limiter notre recherche dans le dévoilement de la mésentente équatorienne, ou dans le dévoilement partiel de la dislocation de la Révolution citoyenne, nous nous attarderons sur un cas particulier, l'initiative Yasuní-ITT dont l'interruption à l'été 2013 a été l'objet de contestation. Nous choisissons cet événement d'une part, pour l'importance qu'il a prise sur la scène politique équatorienne et, d'autre part, parce que les discours à son sujet ont particulièrement mobilisé la notion du « bien vivre ».

Cet événement nous permettra de cerner la tension existante entre différents discours, mais surtout entre celui de l'État et ceux des mouvements autochtone et écologiste dans leur aversion de la politique extractiviste du gouvernement. Il nous permettra de montrer l'utilisation stratégique du « bien vivre » par le pouvoir au sein d'un discours paupériste ne faisant pas l'unanimité.

## 1.7 Conclusion

Cherchant à révéler l'importance du « bien vivre » dans la transformation politique en Équateur, nous traitons, dans le cadre de ce travail, de la Révolution citoyenne comme événement discursif ou plutôt comme produit d'un effet de récit dans le passage du régime politique de la partitocratie nationale équatorienne à celui instigué par Rafael Correa et *Alianza País*. (Corten, 1999, p. 13) Lorsque nous parlons d'un événement discursif, nous qualifions d'événement l'apparition d'un « discours » particulier à la place d'un autre. Sa conceptualisation définit aussi le rapport que nous

entretenons avec notre objet. Comme le disait Foucault, « il ne faut pas renvoyer le discours à la lointaine présence de l'origine; il faut le traiter dans le jeu de son instance. ». (Foucault, 1969, p.36-37) « Ce que le concept d'événement discursif cherche à indiquer, c'est la fragilité et la contingence de phénomènes qui apparaissent pourtant avec une profonde stabilité et nécessité. » (Peñafiel, 2008a, p. 104)

À cette fin, nous aborderons le « bien vivre » comme objet imaginé articulé politiquement par le discours au cours des dernières années. Comme objet de la langue et du langage, nous abordons cette notion en tant que signifiant vide, afin de montrer son importance dans l'imposition de nouvelles règles énonciatives en Équateur. Nous postulons, à ce sujet, que son rôle a été de faire converger les différentes luttes sociales en un seul antagonisme. Intrinsèque à notre définition du politique, nous aborderons enfin le « bien vivre » comme lieu d'une lutte entre discours opposés, afin de discuter de son rôle policier et politique au sein de l'ordre social équatorien.

Les deux prochains chapitres traiteront donc du moment politique en Équateur en mettant l'accent sur le soulèvement des *forajidos* et la campagne électorale de 2006 jusqu'à l'adoption de la constitution en 2008. Le dernier chapitre portera sur le cas Yasuní-ITT et sur l'opposition de discours opposés mobilisant la notion du « bien vivre ».

## CHAPITRE II

### LA RÉVOLUTION CITOYENNE POUR LE « BIEN VIVRE »

#### RÉCIT D'UN VIRAGE À GAUCHE

Le virage à gauche en Amérique latine est souvent compris comme l'arrivée de gouvernements progressistes au tournant des années 2000. À commencer par le Venezuela de Hugo Chávez en 1998, plusieurs partis politiques, porteurs d'un discours critique du néolibéralisme, ont été élus à la tête des États nationaux après une décennie de crises et d'importantes mobilisations sociales. Comme le réitérait Florence Brisset, « le succès électoral de la gauche serait incompréhensible si on ne le rapportait pas aux puissantes vagues de mobilisation sociale « par en bas » qui ont marqué ces pays au cours des années ou des décennies précédentes ». (Brisset-Foucault, 2006, p. 9) Que ce soit au Venezuela ou au Paraguay, l'influence des mouvements sociaux semble avoir été inhérente à l'avènement de ces nouveaux gouvernements de gauche en Amérique latine.

En Équateur, les mobilisations du mouvement autochtone entre 1990 et 2001 sont un des meilleurs exemples du legs des mouvements sociaux dans le virage à gauche équatorien. Notamment, l'image d'autochtones prenant d'assaut le Congrès national est l'imaginaire d'une réalité à laquelle on ne veut pas revenir en Équateur. C'est ce qui amène André Corten à avancer que l'Équateur aurait été le lieu d'un double virage à gauche. Essentiellement, parce que les réformes progressistes en Équateur ne se limitent pas au refinancement des services sociaux suite à l'élection de Rafael

Correa, mais également par des politiques de reconnaissance des identités autochtones au cours des années 1990. (Corten, 2012) Peu importe pour nous que le virage à gauche se soit fait en une ou deux étapes, car, l'élection de Rafael Correa n'a pu être remportée sans parler de diversité culturelle, de territoires ancestraux et de droits collectifs.

À cet égard, une des notions, ayant le plus animé le débat public ces dernières années, est celle du « bien vivre ». Érigée au sein de la Constitution de 2008 comme nouvel idéal équatorien, cette notion est devenue le principal concept d'orientation des processus de transformations politiques et sociales en Équateur. (Mazzolini, 2012; Simbaña, 2011) La référence au concept est d'ailleurs explicite et constante tout au long de la *Magna Carta* de 2008 avec plus de 20 mentions. De même, le plan quadriennal du Secrétariat de planification nationale du développement, auquel est subordonnée toute la fonction publique équatorienne, a été renommé *Plan national de développement pour le « bien vivre »* dès l'édition 2009-2013. En tant que signifiant de la Révolution citoyenne, le « bien vivre » a aussi fait converger les imaginaires sociaux de plusieurs groupes de la population, dont l'imaginaire développementiste du gouvernement, précisant les paramètres du pouvoir et les bases sur lesquelles sont conçus les motifs pour lesquels les membres d'une société acceptent d'obéir collectivement.

Toutefois, comme nous le mentionnions, l'institutionnalisation du « bien vivre » n'a pas été le fait du discours autochtone alors que les organisations du mouvement ont été les premières à politiser cette notion. L'institutionnalisation du « bien vivre » a plutôt été le produit du discours de Rafael Correa et *Alianza País* à partir de 2006. Fait étonnant également, la mobilisation du « bien vivre » s'est faite en rupture avec le sens que les organisations du mouvement autochtone lui attribuaient initialement. C'est ce qui nous amène à nous demander quel rôle a bien pu jouer le « bien vivre » dans le virage à gauche équatorien.

L'objectif de ce chapitre sera de montrer comment s'est redéfini le politique en Équateur comme scène de représentation collective. Il sera plus précisément de



comprendre comment s'y est articulée la notion du « bien vivre » par la reconstitution du modèle actantiel de la Révolution citoyenne. Cela nous permettra de montrer quels acteurs ont acquis la faculté d'agir et quels objets se sont imposés dans le déroulement de l'action politique pour constituer la version narrative du virage à gauche en Équateur. Nous présenterons, dans un premier temps, les implications de la Rébellion des *forajidos* en avril 2005 dans la dislocation imaginaire qu'elle a imposé entre le peuple équatorien et ses représentants et représentantes politiques. Une fois cette scène d'énonciation définie, nous nous attarderons à discuter de l'effet de récit sur lequel Rafael Correa et *Alianza País* ont misé pour se faire élire et transformer le régime politique équatorien. Cela nous permettra ultimement de situer l'avènement du « bien vivre » et saisir toute l'importance de cet objet imaginé en tant que signifiant vide.

## 2.1 Frontière et rupture de la Rébellion des *forajidos*

La Rébellion des *forajidos* a été un moment fort de l'histoire politique récente de l'Équateur. D'abord laissée de côté par les médias traditionnels, elle est vite devenue le centre d'intérêt des grandes chaînes d'information et des décideurs politiques. Déclenché, le 16 avril 2005, par un concert de casseroles [*cacerolazo*], le soulèvement populaire s'est composé, durant une dizaine de jours, de quelque 50 000 manifestants et manifestantes. (Corten, 2012) S'étant inscrite dans un contexte marqué par le corporatisme et la corruption, la Rébellion des *forajidos* a marqué une profonde rupture dans l'imaginaire démocratique d'une partie de la population<sup>18</sup>.

Tout d'abord, un des principaux impacts du soulèvement est d'avoir disloqué l'ordre social équatorien en divisant le peuple de ses représentants politiques. Premièrement,

---

<sup>18</sup> Selon Francisco Hidalgo (2005), l'élément déclencheur de ce soulèvement a été le retour de l'ex-président Abdalá Bucaram au début du mois d'avril 2005. En raison des accusations de fraude dont il faisait l'objet, ce retour marquait dans l'imaginaire de milliers de personnes la corruption immanente du système politique équatorien d'autant plus que son retour n'aurait pas été possible sans la résolution du président de la Cour suprême de déclarer nulles toutes les accusations à son encontre.

la rébellion s'est caractérisée par le rejet de toute représentation politique. En continuité avec les manifestations de février 2005, elle revendiquait la démission de Lucio Gutiérrez pour son soudain changement de discours en faveur des élites nationales. Dépeint comme la figure symbolique de la corruption et de l'impérialisme américain, Lucio Gutiérrez s'était présenté, en 2002, comme le leader des nombreux oubliés. Considéré comme le Hugo Chavez de l'Équateur, il avait reçu la faveur populaire. Loin de respecter ses engagements en matière de réformes socio-économiques, par contre, il renoua ses bonnes relations avec Washington et l'élite économique-politique du pays après avoir été investi de ses pouvoirs. En plus d'approfondir certaines mesures néo-libérales mises en œuvre par les précédents gouvernements, il renforça également la collaboration de l'Équateur au déploiement du plan Colombie par la présence militaire étasunienne en Équateur. C'est pourquoi on pouvait entendre dans les rues de Quito lors de la rébellion : « ¡Fuera Lucio! » [Dehors Lucio!] et « *No queremos y no nos da la gana / de ser una colonia norteamericana* » [Nous ne voulons pas et n'avons aucune envie d'être une colonie nord-américaine]. (Hidalgo Flor, 2005)

La Rébellion des *forajidos* ne s'est pas limitée au rejet du chef de l'Exécutif. Elle s'est aussi manifestée par le rejet de toute représentation politique. Comme le rapporte, le journaliste du quotidien *El país* de Montevideo, Diego Muñoz, la mobilisation ne s'est pas terminée suite à la destitution de Lucio Gutiérrez par l'Assemblée nationale, mais par une manifestation qui revendiquait l'expulsion de cinq représentants et représentantes de l'Équateur, envoyés à Lima pour une négociation commerciale et qui ont été pris par des journalistes dans un scandale sexuel<sup>19</sup>. À ce moment, plus de 1 000 personnes se sont réunies face au Congrès répétant : « ¡fuera todos! » [Dehors tous!]; « *Ahí están, esos son, los que roban la nación* » [Ici sont ceux qui volent à la nation]; ou « *eso, eso, eso, eso es el Congreso* :

---

<sup>19</sup> Diego Muñoz, (2005, 28 mai), La radio que derrocó un presidente. Al presidente de Ecuador lo derrocó una radio y un puñado de canciones, *El País*, récupéré de <http://historico.elpais.com.uy/Suple/QuePasa/05/05/28/quepasa154858.asp>

*hijos de puta, ladrones y sabuesos* » [Ceci, ceci est le Congrès : des fils de pute, des voleurs, des chiens]. (Hidalgo Flor, 2005)

Tout au long du soulèvement, les manifestants et les manifestantes ont également posé une frontière entre eux et la scène politique instituée. On pouvait ainsi entendre sur les ondes radio des militants et des militantes dire « Aucun de ceux qui viennent ne doit appartenir à un parti politique, car cela pervertit toujours tout<sup>20</sup> ». De plus, au même titre que les grandes manifestations de masse, qui ont marqué le devenir du continent latino-américain, il était possible d'entendre: « ¡Ya basta! » [Ça suffit!]; « ¡Que se vayan todos / primero el dictador! » [Qu'ils s'en aillent tous, en premier le dictateur]. (Hidalgo Flor, 2005)

Un second impact important de la Rébellion des *forajidos* a été d'avoir fait apparaître « un nous, une communauté inconsistante ou imaginaire, qui n'est pas relative à une demande, à une classe, à une identité sociale, ethnique ou groupale, mais à une subjectivation politique, surgie dans et par l'action, comme expression du conflit. ». (Peñañiel dans Corten et al. 2012, p.22) En effet, en réaction au caractère répressif de l'État, qui a fait plus d'une centaine de blessés et entraîné la mort du journaliste chilien Julio García, une mise en équivalence des diverses revendications s'est formée dans l'opposition au système politique. « La violence ne vient pas de nous! Elle vient du gouvernement ». (Hidalgo Flor, 2005)

Le sobriquet de *forajidos* est sans doute le meilleur exemple que nous pouvons offrir pour montrer la fonction métonymique d'un signifiant vide. Attribuée par Lucio Gutiérrez pour exprimer son mépris à l'endroit des manifestants et des manifestantes, cette étiquette est devenue la surface d'inscription sur laquelle chaque différence a été identifiée dans un rapport antagonique à l'État de droit. Tel un signifiant vide, qui fait converger les aspirations populaires, le terme de « *forajidos* » a pris la valeur d'un tout dans le rejet du système établi. En effet, comme le rapporte Francisco Hidalgo,

---

<sup>20</sup> Francisco Hidalgo Flor, (2005, 30 mai), Équateur : potentialités et limites de la « rébellion des hors-la-loi », *Rebellión*, récupéré de <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1386>

« le discrédit à l'égard de [Gutiérrez] était déjà si grand, que ce qualificatif, en étant diffusé par la presse [généra] une identité commune de l'opposition civique non partisane qui commença alors à dire : « *Todos somos forajidos* » [Nous sommes tous des hors-la-loi]. (Hidalgo Flor, 2005) Loin d'être anodine, cette identification collective est venue dévoiler la violence inhérente aux fondements du droit, car, en s'interpellant comme tels, les *forajidos* se sont affirmés comme une force souveraine en opposition à la scène politique instituée, afin d'exprimer « votre justice est injuste ». (Peñafiel dans Corten *et al.*, 2012, p.17)

La chanson d'Ataulfo Tobar, *Yo soy forajido* [Je suis hors-la-loi] est révélatrice de l'imaginaire des *forajidos* et de la fonction métonymique de ce qualificatif dans la définition d'un rapport antagonique vis-à-vis de leur représentation politique. Écrite durant le soulèvement et diffusée sur les ondes de *Radio La Luna*<sup>21</sup>, cette chanson a été reprise de part et d'autre pour exprimer une identité collective<sup>22</sup> étendue à l'ensemble des Équatoriens et des Équatoriennes, même si plusieurs d'entre eux et elles n'avaient pas participé au soulèvement populaire, dont les membres de la diaspora équatorienne. (Hidalgo Flor, 2005)

---

<sup>21</sup> *Radio La Luna* a été la principale chaîne radio durant le soulèvement des *forajidos*. Elle a été ouverte au milieu des années 1990 par Paco Velasco et Ataulfo Tobar grâce à l'organisation non-gouvernementale (ONG) Centre d'Éducation populaire. L'idée était d'ouvrir une radio alternative permettant à la population de Quito de discuter librement et de façon critique. La *Radio La Luna* a été une plateforme importante de réflexion lors du renversement d'Abdalá Bucaram en 1997 et de Jamil Mahauad en 2000. Selon Benjamin Leiter, la Rébellion des *forajidos* n'aurait jamais eu lieu sans *Radio La Luna*, car en plus d'avoir servi de tribune pour les citoyens afin d'exprimer leur frustration, elle est devenue un forum d'organisations, une plateforme modératrice pour le dialogue citoyen. C'est d'ailleurs sur les ondes de *Radio La Luna* que l'invitation au *Cacerolazo* fut lancée par une femme le 16 avril 2005. (Leiter, 2006)

<sup>22</sup> La constitution d'une identité collective antagonique à l'ordre établi s'est également manifestée par les différentes actions directes empruntées par les manifestants et les manifestantes. L'exemple le plus probant est peut-être celui du *cacerolazo* [concert de casseroles], qui a lancé le soulèvement le 16 avril 2005 en soirée. Comme l'expliquent Roxana Telechea (2006) et Frédéric Tho (2012) le *cacerolazo* véhicule un imaginaire révolutionnaire largement balisée par l'historiographie marxiste et la Révolution cubaine dans sa tentative de rompre définitivement avec l'emprise impérialiste. Le recours à cette action directe, lors de la Rébellion de 2005, est venu requalifier symboliquement, à notre avis, le régime politique de Lucio Gutiérrez comme celle d'une dictature influencée par l'impérialisme étasunien et l'impérialisme des institutions financières internationales. « ¡No a la dictadura! » [Non à la dictature]. (Hidalgo Flor, 2005)

### Je suis un hors-la-loi (Ataulfo Tobar)<sup>23</sup>

Choeur:

Parce qu'à la une et à la deux et à la trois et à la quatre, je suis un hors-la-loi

Parce qu'à la une et à la deux et à la trois et à la quatre, je suis un hors-la-loi

De mon peuple consentent, je suis un hors-la-loi

De mon peuple le plus cher, je suis un hors-la-loi

Treize millions d'Équatoriens hors la loi<sup>24</sup>

Un dictateur fripon<sup>25</sup> m'a lancé un compliment

Un dictateur fripon m'a lancé un compliment

Un dictateur fripon croit que je suis offensé

Le dictateur fripon croit que je suis offensé.

Si je suis offensé. Le peuple est celui qui a le plus souffert.

Si je suis offensé. Le peuple est celui qui a le plus souffert.

Il faut réaliser qu'il est de retour, le bandit est de retour

Il faut réaliser que le territoire, le territoire a été vendu

La célèbre démocratie, il l'a fait disparaître

La célèbre démocratie il l'a déjà fait disparaître.

Mais, le peuple s'est éveillé, parce que je suis hors la loi.

Mais, le peuple s'est éveillé, parce que je suis hors-la-loi... Enfin!

Et trois millions de plus à Murcia, Chicago, Madrid... Hors-la-loi...

Les hors-la-loi s'en vont!

---

<sup>23</sup> Annexe 1

<sup>24</sup> L'Équateur comptait en 2005 une population d'un peu plus de 13 millions d'habitants en plus d'avoir une diaspora de quelque 3 millions de personnes à travers le monde dont, notamment, aux États-Unis et en Espagne.

<sup>25</sup> Fripon est la traduction des mots *mejillón* et *cachetón* en espagnol, deux mots étant synonymes. Au sens littéral, ils qualifient une personne joufflue. Au sens figuré, elle renvoie à quelqu'un qui présente les faits à son avantage tel un enfant. C'est pourquoi *mejillón* et *cachetón* véhiculent un sens puéril au même titre que fripon.



Parce qu'à la une et à la deux et à la trois et à la quatre, je suis un hors-la-loi<sup>26</sup> [Traduction libre]

En outre, la Rébellion des *forajidos* a disloqué l'ordre social équatorien en divisant la scène politique entre les représentants politiques, d'un côté, et le peuple *forajido* de l'autre. Comme nous chercherons à le montrer dans les prochains paragraphes, la rébellion s'est imposée comme une dexis fondatrice à l'avènement d'un effet de récit. Notamment, en posant les bases d'une nouvelle version narrative instituante de la société équatorienne, le soulèvement a marqué une profonde rupture dans l'imaginaire collectif de milliers de personnes, mais aussi offert un signifiant d'identification collective dans la formation d'une force antagonique à l'ordre établi, et ce, tout juste avant l'arrivée du « bien vivre » sur la scène politique équatorienne et, plus particulièrement, avant l'élection de Rafael Correa.

## 2.2 Correa, ministre d'un peuple latent

La Rébellion des *forajidos* a marqué une profonde rupture dans l'imaginaire collectif des Équatoriens et des Équatoriennes. Loin de se résumer par la destitution du président Gutiérrez, le soulèvement populaire a aussi offert une opportunité unique à Rafael Correa, jeune économiste peu connu de la scène publique à ce moment. En effet, le soulèvement a permis à Correa de se faire connaître du public et ultimement à s'imposer comme une figure légitime de l'opposition politique en Équateur. Professeur d'économie à l'Université de San Francisco de Quito, lors des altercations de 2005, l'intensification du débat public lui a permis de faire connaître ses prises de position critique à l'endroit des défenseurs du Consensus de Washington, responsables, à son avis, des conditions socioéconomiques désastreuses du pays.

---

<sup>26</sup> Ataulfo Tobar, Yo soy forajido, récupéré en ligne le 18 février 2014 de <http://www.youtube.com/watch?v=U6fB4KMD3Ag>

(Corten, 2012) Par exemple, comme il écrivait dans la publication, *Asedios a lo posible, Propuestas económicas en construcción* :

Depuis plusieurs années en Équateur, il s'est appliqué une politique économique essentiellement en fonction du capital financier. [...] Les résultats de ces politiques sont, après 15 ans, désastreux. Sans parler du gouvernement corrompu et incapable du Colonel Lucio Gutiérrez, l'Équateur n'a pratiquement pas connu de croissance économique dans les trois dernières décennies, l'inégalité a augmenté et le chômage s'est multiplié en comparaison au début des années 1990 en plus de l'émigration massive de compatriotes à l'étranger au cours des dernières années.

Ces politiques ont réussi à se maintenir grâce au mensonge et à une attitude antidémocratique des bénéficiaires de ces politiques [partitocratie], avec l'appui des organisations multilatérales, converties en représentants des détenteurs de la dette du pays... C'est ce qui a occasionné la déroute économique nationale en plus d'affecter la souveraineté et la représentativité du système démocratique. [Traduction libre] (Correa, 2005, p.70)

De même, la reconnaissance du discours de Rafael Correa lui valut d'être nommé à la tête du ministère des Finances suite à la destitution de Lucio Gutiérrez. Avec le mandat d'assurer le refinancement des services publics, Correa s'est imposé à partir de ce moment comme une figure antagonique à l'ingérence des institutions internationales dans l'économie équatorienne. En effet, une de ses principales missions, en tant que ministre, visait à renationaliser la rente pétrolière imputée au service de la dette par la Banque mondiale en s'attaquant au Fonds de stabilisation, investissement social et productif et réduction de l'endettement public (Feirep). Son objectif était d'inverser à la faveur populaire la répartition de l'argent du pétrole de manière à ce que 80 % des fonds publics soient dédiés à l'investissement social plutôt qu'au service de la dette et que le 20 % restant serve à son remboursement. (Harnecker, 2011)

La défense pour l'inversion du rôle du Feirep a également permis à Rafael Correa d'articuler à son discours populo-paupériste à la demande des *forajidos* pour une

refondation nationale. En faisant apparaître l'intérêt du plus grand nombre en opposition à celui de l'élite du pouvoir, Rafael Correa s'est imposé comme un actant de la scène politique équatorienne. Par exemple, l'épithète de *forajido* s'est étendue à certains membres du gouvernement, organisés autour de Rafael Correa dans la défense du Feirep. Comme l'a révélé le journal *La Nación*, un front de *forajidos* s'est constitué à l'intérieur du Congrès, lors du mandat de Correa, pour appuyer l'inversion du rôle du Feirep<sup>27</sup>. À ce titre, Correa s'est déclaré lui-même *forajido* sur les ondes publiques en faisant la promotion de son projet de loi. Il affirma, « *aquí hay un forajido* » [ici, il y a un hors-la-loi] en se référant à sa place de ministre. Se préservant de dire, cependant, qu'il était le premier des *forajidos*, comme son collègue Mauricio Gándara<sup>28</sup>, Correa a réaffirmé son appartenance à la masse citoyenne en donnant publiquement son numéro d'identité, « 090881351-2 », de la même façon que l'avaient fait des centaines de personnes à l'émission *Radio La Luna* lors du soulèvement d'avril 2005<sup>29</sup>. Cette manifestation laissait entendre que Correa ne cherchait pas à favoriser sa position au sein du gouvernement, mais cherchait à servir la population comme un honnête citoyen.

Cette interpellation du mouvement des *forajidos* a aussi été encensée par les médias du pays. Par exemple, les animateurs de *Radio La Luna* convoquèrent de nouveau les manifestants et les manifestantes du soulèvement à l'extérieur du Congrès national, afin d'appuyer le projet de Rafael Correa comme s'il était un des leurs.<sup>30</sup> Comme l'exprimait plus récemment, Ricardo Patiño, ministre des Affaires extérieures, un grand pourcentage des gens qui manifestèrent pour demander la démission de Lucio

---

<sup>27</sup> Nación, (2005, 24 avril), *Ministros de Ecuador se declaran "forajidos" y piden reformas*, récupéré de <http://www.nacion.com/lnee/2005/abril/24/ueconomia-la4.html>

<sup>28</sup> Mauricio Gándara est un politicien équatorien. Lors du passage de Rafael Correa au Ministère des Finances, il occupait la fonction de ministre de la Police et du Gouvernement (Intérieur). En entrevue avec ses collègues du gouvernement, il affirma qu'il était le premier des *forajidos*, afin d'exprimer sa volonté à travailler pour une nécessaire restructuration de l'État équatorien grâce à une consultation populaire. Voir : Nación, *op. cit.*

<sup>29</sup> *Idem.*

<sup>30</sup> El Universo, (2005, 4 juin), *Forajidos' se citan para dar apoyo al Min. Correa*, récupéré de <http://www.eluniverso.com/2005/06/04/0001/8/B563AF6310554ABCB38A4EBAE77D210B.html>

Gutiérrez sont ceux qui sortirent pour appuyer la proposition de Rafael Correa. « Les gens sont arrivés avec les drapeaux de l'Équateur. Ils commencèrent à crier : « ¡Dale Correa, que a Palacio hay que darle con correa<sup>31</sup>! » [Allez Correa, Palacio, il faut le gronder à coups de ceinture]; et quelques autres crièrent : « ¡Correa presidente! » [Correa Président!] ». (Harnecker, 2011, p. 32)

Enfin, la démission de Rafael Correa, comme ministre des Finances le 18 août 2005, a concrétisé sa figure antagonique de *forajido*. En effet, à titre de ministre, il refusa de céder aux menaces de la Banque mondiale de limiter l'accès de l'Équateur au marché de l'emprunt dans le cas d'un renversement du Feirep. Comme le révéla le député Luis Villacís du Mouvement populaire démocratique, un compromis existait entre les principaux partis politiques (Parti social-chrétien, le Parti socialiste et le Parti de rénovation institutionnelle et d'action nationale) pour assurer la défense des détenteurs de la dette extérieure à l'encontre de la réforme du Feirep<sup>32</sup>. Or, le refus de Rafael Correa devant les pressions d'Alfredo Palacio réaffirma l'opposition en deux camps opposés de la Rébellion des *forajidos* dans le rejet de la scène politique instituée. Le soulèvement de 2005 offrit ainsi aux Équatoriens et aux Équatoriennes une figure antagonique dans la personne de Rafael Correa, permettant de faire converger leurs aspirations pour un changement de régime politique.

En d'autres mots, la fonction métonymique de l'épithète de *forajido* a été amenée sur la scène politique équatorienne par Rafael Correa, en s'imposant comme signifiant d'une Révolution citoyenne à venir. Sans avoir été mobilisé explicitement dans le discours de Correa, le « bien vivre » a été précédé par l'épithète de *forajido* et Rafael Correa lui-même. Cette évolution chronologique montre comment le virage à gauche s'est articulé à l'échelle de la langue politique en différentes étapes. Nous avons vu jusqu'à présent comment le peuple hors-la-loi, à titre de destinataire, a interpellé sa

---

<sup>31</sup> Ce cri de manifestation est un habile jeu de mots. Premièrement, parce que Correa veut aussi dire ceinture en espagnol et, deuxièmement, parce que « *Que darle con correa* » renvoie à la manière dont grondait les enfants.

<sup>32</sup> El Universo, *op. cit.*

propre action d'actant sujet et a permis à Rafael Correa de s'immiscer comme actant facilitateur de ce virage à gauche. Pour terminer, comme nous nous apprêtons à le voir, l'apparition du « bien vivre » comme objet de désir collectif (actant) ne s'est fait véritablement qu'une fois Rafael Correa et *Alianza País* admis comme acteurs légitimes de la scène des forces politiques.

### 2.3 La Révolution citoyenne mise en acte

La Rébellion des *forajidos* a fait surgir la figure d'un peuple uni contre l'élite du pouvoir. Elle a offert à Rafael Correa de s'imposer comme une figure antagonique de l'opposition politique. Néanmoins, ce n'est véritablement que lors de la campagne présidentielle de 2006 que les militants et les militantes d'*Alianza País* ont réussi à faire converger les aspirations populaires dans leur direction. Misant sur un discours de refondation national-populiste, Rafael Correa a cherché à répondre à la rupture qui séparait le peuple de ses représentants et représentantes. Comme l'explique Laclau, le peuple est une forme de construction du politique. Il divise la société d'une manière dichotomique : le peuple d'un côté et le pouvoir politique de l'autre. Le peuple permet aussi de symboliser de manière catachrétique l'ensemble des demandes populaires bien que le peuple en tant qu'entité homogène n'existe pas. (Mazzolini, 2012)

Par exemple, les publicités électorales de Rafael Correa, lors de la campagne de 2006, sont illustratives de cette caractéristique des fonctions métonymique et catachrétique de la notion de peuple, soit de rejet de l'ordre établi et de représentation de l'ensemble des aspirations populaires.

Ça suffit!

Les citoyens sont les véritables maîtres de la démocratie.

Les maîtres de NOTRE pays.

Mettons un terme à la dictature de cette mafia... qui se fait appeler des partis politiques.



Finissons-en avec les abus et ce Congrès de pacotilles.  
 Allons tous ensemble à la victoire le 15 octobre 2006.  
 Allons tous ensemble à l'Assemblée nationale constituante.  
 [Traduction libre]<sup>33</sup>

Comme nous pouvons le constater, ce message identifie l'élite partitocratique à une mafia et le peuple comme seul véritable sujet de l'histoire politique de l'Équateur. Le peuple est ainsi opposé à l'ancienne élite de manière métonymique en offrant une identité collective d'opposition au même titre que le « peuple *forajido* » dont parlait Ataulfo Tobar. D'autre part, la volonté de changement affirmée par Correa fait de sa promesse de tenir une Assemblée constituante une voie catachrétique à la réalisation des différentes aspirations populaires.

D'autre part, la particularité du discours national-populiste d'*Alianza País* est d'avoir présenté la candidature de Rafael Correa comme celle de l'adjuvant du peuple dans sa quête politique d'émancipation. Par exemple, le reportage sur la personne de Rafael Correa, préparé par *Alianza País* pour la campagne électorale de 2006, s'attardait à décrire les qualités du futur président comme celle d'un homme épris de justice sociale. Associant les initiales de Correa et celle de la Révolution citoyenne, « RC : Révolution citoyenne; RC : Rafael Correa », le documentaire rangeait sa candidature derrière la figure légitimante du peuple.

Ce que peuvent espérer les Équatoriens : un homme simple comme la majorité des jeunes.

100 % de son temps en fonction de son peuple... avec toute son énergie servant à la patrie.

Ce que ne doivent pas espérer les Équatoriens est un messie. Un homme avec toutes les réponses...

---

<sup>33</sup> ¡Ya basta! Los ciudadanos son los dueños de la democracia. Los dueños de NUESTRO país. Acabemos con la dictadura de estas mafias... que se hacen llamar partidos políticos. Terminemos con los abusos y un congreso de cadena. Vamos juntos a la victoria en octubre 15 de 2006. Vamos juntos a la Asamblea nacional constituyente. Voir : Secretaría Nacional de Comunicación, Radiografía de la Revolución Ciudadana, Récupéré le 19 février 2014 de <http://www.embassyecuador.eu/site/index.php/en/noticias-2/249-documental-radiografia-de-la-revolucion-ciudadana>

Cela n'existe pas... mes chers amis.  
 Ainsi, sortons tous ensemble  
 Ce n'est pas un homme qui va sauver l'Équateur! C'est tout un peuple.  
 Si je peux être un facilitateur. J'y serai.  
 Mais, tout le peuple va sortir... [Traduction libre]<sup>34</sup>

Une autre stratégie de persuasion du discours d'*Alianza País* a été la manière par laquelle Rafael Correa a été l'auteur de sa propre scène d'énonciation. En effet, en soutenant jusqu'à la dernière minute ne jamais avoir eu l'intention d'accéder à la présidence du pays, Correa a fait de sa candidature le produit d'une demande populaire, ce qui a pour avantage d'être d'autant plus convaincant. Ricardo Patiño expliquait à ce sujet :

Déjà, il se vivait une ambiance préélectorale. Le pays avait un évident manque de leadership. Dans ce contexte, il est apparu la figure de rupture de ce jeune économiste [Rafael Correa]. Les gens disaient : pourquoi pas Correa? Il a une exposition médiatique très importante et, de plus, il est un économiste qui a une haute formation professionnelle en plus d'une solide capacité de communication. C'est comme cela que les gens commencèrent à penser à Correa comme candidat à la présidence de la République, mais Rafael ne montrait aucun intérêt.

Il eut un fait historique qui l'a fait commencer à penser à cela. Cela fut quand il retourna à son travail académique à l'Université San Francisco de Quito – où il avait travaillé 13 années. L'administration lui dit « Monsieur, vous êtes suspendu. — Mais, comment cela est-il? Oui, Monsieur, nous ne voulons pas de politiciens et vous êtes un politicien ». Ils le renvoyèrent pour avoir tenu une position patriotique durant sa fonction de ministre.

Ainsi, il surgit l'idée de fonder une entreprise de consultation pour entreprendre des projets de développement économique et social. Nous

---

<sup>34</sup> Yo soy un hombre que está al servicio de su pueblo. Lo que pueden esperar los ecuatorianos : un hombre sencillo como la mayoría de los jóvenes. 100% de su tiempo en función de su pueblo... con todas sus energías sirviendo a la patria. Lo que no deben esperar es un mesías. Un hombre con todas las respuestas... Eso no existe... mis queridos amigos. ¡De esta, salimos todos juntos! No es un hombre que va a rescatar al Ecuador. Es todo un pueblo. Si yo puedo ser el facilitador para ese cambio. Allí estaré. Pero, todo un pueblo va a sacar... Voir : *Alianza País* 35, *La vida de Rafael Correa antes de ser presidente*, récupéré le 12 janvier 2014 de <http://www.youtube.com/watch?v=uN3CBD3Lv0>

avons discuté que cela était une activité à laquelle nous pouvions nous dédier. Nous avons donc loué un bureau à Quito...

Le bureau qui était originalement là pour établir un office de consultation s'est converti en bureau pour recevoir les appels de la population qui souhaitait que Rafael poursuive la reddition de compte qu'il entreprit lorsqu'il était ministre. Cela est devenu la raison de visiter l'ensemble du pays.

En définitive, la Rébellion des *forajidos* s'est révélée être un moment fondateur du récit de Rafael Correa. Les membres de sa formation politique ont, de plus, très bien su se mettre en valeur dans la redéfinition de la scène de représentation du politique. Par exemple, Correa affirmait en entrevue avec une journaliste espagnole en 2012 : « Pourquoi pensez-vous que nous sommes au gouvernement? Parce que, avec plusieurs années d'anticipation sur le mouvement des indignés, les *forajidos* sont sortis dans les rues contre un gouvernement traître et corrompu<sup>35</sup>. » L'importance de l'association de Rafael Correa aux *forajidos*, par la reprise du thème de la « Révolution citoyenne » par exemple, est d'avoir fondé le caractère populiste de discours de refondation national, faisant du peuple le sujet de sa propre histoire, la partitocratie l'opposant à son émancipation et lui-même l'adjuvant nécessaire.

Catherine Conaghan soutient, à cet égard, qu'une des caractéristiques du gouvernement de Rafael Correa est son type de présidence plébiscitaire. (Conaghan, 2008) À plusieurs reprises, explique-t-elle, Correa s'est mis à la portée des électeurs pour adopter des mesures qu'il avait promises en campagne électorale. Par exemple, la décision de mettre sur pieds une Assemblée constituante répondait à la demande des manifestants et des manifestantes de 2005. Cette décision, néanmoins, a eu pour conséquence de réanimer l'opposition avec l'ancienne élite du pouvoir. Ainsi, face à un Congrès farouchement opposé à son projet de Constituante, Correa a décidé de l'outrepasser par un décret exécutif, mandatant une consultation populaire sur la

---

<sup>35</sup> Sara Ríos, (2012, 18 novembre), Rafael Correa: "Nosotros nos anticipamos al 15-M con el movimiento de los forajidos", 20 minutos, récupéré de <http://www.20minutos.es/noticia/1651306/0/rafael-correa/desahucios-crisis/rajoy/#xtor=AD-15&xts=467263#xtor=AD-15&xts=467263>

convocation d'une Assemblée constituante. Il mit, par ailleurs, son siège à la portée du vote, tout comme lors des référendums de convocation et de ratification constitutionnelle, jugeant qu'il aurait perdu l'appui de la population en cas d'un vote défavorable. (Conaghan, 2008, p.51)

#### 2.4 Trame historique révolutionnaire

Une particularité du discours de Rafael Correa est de s'être fait sous la figure légitimante du peuple. Participant à la redéfinition du politique en Équateur, cette mise en discours a fait de Correa un des personnages centraux du virage à gauche en Équateur. Cette scénographie révolutionnaire s'est aussi manifestée par la défense du Feirep instituant les bases d'une nouvelle version narrative de la société équatorienne. De surcroît, une autre manière du gouvernement d'*Alianza País* d'ancrer le bien-fondé de son projet politique a été d'inscrire la Révolution citoyenne au sein d'une trame historique révolutionnaire<sup>36</sup>. Comme nous le disions, l'histoire tend à retenir moins la vérité des faits que la version qui tient lieu de vérité. Ainsi, le *Plan de gouvernement 2007-2010* proposait de « revaloriser notre histoire à tous les plans. Nous avons besoin de sauver et valoriser nos identités, comme les idéaux de nos leaders de l'Indépendance, de luttes prolongées de résistance, des multiples rébellions populaires et citoyennes ». (*Alianza País*, 2006, p.5)

Dans cette veine, le plan situait l'avènement de la Révolution citoyenne dans le cadre du bicentenaire de l'indépendance, qui célébrait la souveraineté équatorienne face à l'envahisseur espagnol. Le plan faisait aussi écho au Forum social des Amériques, tenu à Quito en 2004. Le sous-titre du document était « ¡Porqué otro país es posible! » [Parce qu'un autre pays est possible!], sous-entendant que le processus

---

<sup>36</sup> Dans une étude comparative des discours présidentiels de Fidel Castro, Hugo Chávez, Luiz Inácio Lula, Evo Morales, Fernando Lugo et Rafael Correa, Irina Bajini remarque une similitude dans la (r)évolution des discours politiques en Amérique latine, qui correspond à l'utilisation de faits et de personnages historiques pour légitimer les événements actuels et signifier que la capacité de lutte et d'affirmation politique va en s'améliorant. (Bajini, 2010, p.140)

de transformation politique en Équateur était celui des mouvements sociaux et des organisations de la société civile. (*Alianza País*, 2006) À ce titre, le virage à gauche équatorien n'est pas différent de celui de ses voisins. La référence au Forum social des Amériques ou même au slogan du Forum social mondial, lancé à Porto Alegre en 2001, est emblématique d'un mouvement dont l'influence a pris tout son sens en Équateur à la veille de l'élection de Rafael Correa.

De pair avec cette scénographie, le discours d'*Alianza País* entretient aussi une intime relation entre la Révolution citoyenne et la Révolution alfariste du XIX<sup>e</sup> siècle. Soutenant que le mouvement mené par Rafael Correa s'inscrit dans le legs laissé par le Général Eloy Alfaro, le discours présidentiel soutient que son gouvernement comme celui de la révolution libérale, ayant eu lieu de 1895 à 1912, s'oppose à une élite conservatrice, dont les intérêts sont en contradiction avec ceux du peuple. « 100 ans après Bolívar, il y a eu Alfaro; 100 ans après Alfaro, la Révolution citoyenne<sup>37</sup>. » De même, la Révolution citoyenne cherche à séculariser l'économie équatorienne du dogme néolibéral plutôt que de laïciser l'État du catholicisme comme l'a fait la révolution libérale.

Le lien entre Alfaro, leader de la révolution libérale, et Rafael Correa est aussi patent. En plus d'identifier Alfaro comme un de ses ancêtres maternels, le reportage d'*Alianza País*, présenté lors des élections, rapporte que Rafael Correa possède les mêmes qualités que l'ancien leader, soit sa dévotion pour sa patrie. Ainsi le reportage répète le message selon lequel Correa est inspiré des plus nobles motivations. En parallèle, on présente Alfaro comme un patriote qui « consacra toute sa vie à lutter pour les libertés; lutter pour le bien commun, à chercher un pays digne, souverain, respecté, respectable et moderne<sup>38</sup>. »

Cette association est aussi entretenue plus actuellement par le gouvernement d'*Alianza País*. Par exemple, le Ministère des Affaires extérieures et de la mobilité

---

<sup>37</sup> Secretaría Nacional de Comunicación, *op. cit.*

<sup>38</sup> *Idem.*



humaine a produit un cahier populaire en l'honneur d'Alfaro dans lequel l'ancien président y a été dépeint comme un homme au courage surhumain ayant tout donné pour la nation équatorienne. Ce cahier se termine, toutefois, sans explication, par une image de Rafael Correa le poing levé, signifiant que la révolution alfariste continue sous le leadership d'un nouvel homme de confiance. (Ministerio de Relaciones Exteriores, 2012) Une des décisions marquantes pour ancrer cette filiation a également été celle de tenir l'Assemblée constituante de 2007-2008 à Montecristi, lieu de naissance de l'ancien président Alfaro.

## 2.5 Rafael Correa et le mouvement autochtone

La campagne électorale de 2006 a été un moment opportun pour Rafael Correa de s'imposer comme un acteur légitime de la scène politique équatorienne. Déjà connu comme un des *forajidos*, Correa s'est adressé spécialement, lors de la présidentielle de 2006, à un grand absent de la rébellion : le mouvement autochtone. En effet, comme le rapporte Francisco Hidalgo Flor (2005), le soulèvement était composé particulièrement des couches de la classe moyenne, qui dénonçait au nom de la citoyenneté la détérioration du système politique et la corruption des élites. Certaines communautés autochtones de l'Amazonie n'ont, toutefois, pas entendu parler de ce soulèvement populaire à la base de la particularité métonymique de la figure de Rafael Correa. (Corten, 2012) En conséquence, voulant se présenter comme le mouvement d'une Révolution citoyenne, *Alianza País* a cherché à faire converger les aspirations autochtones en les intégrant au sein de son discours de refondation nationale.

Une première tentative de persuasion a été d'affilier la personnalité de Rafael Correa à celle des organisations autochtones. Par exemple, comme le rapporte Ricardo Patiño, Rafael Correa disait avant les élections : « C'était clair... qu'il était avec les exclus et leurs représentants politiques et plus évidemment avec le Pachakutik ». (Hackener, 2011, p.116) C'est la raison pour laquelle il a cherché à se rallier aux

membres de la CONAIE, afin d'offrir « une candidature nationale de gauche, révolutionnaire et transformatrice, recoupant les revendications du mouvement autochtone ». (Hackener, 2011, p.116)

Toutefois, malgré plusieurs tentatives de rapprochement, aucune entente n'a réussi à être signée. Effectivement, chaque parti a terminé par présenter son propre candidat. D'un côté, les membres du Pachakutik, qui ne connaissait pas très bien Rafael Correa, ont proposé Luis Macas comme président et Correa comme vice-président. (León Trujillo, 2010, p.17) D'un autre côté, *Alianza País* ne voyait pas la possibilité de remporter les élections avec un candidat provenant du mouvement autochtone. En plus du discrédit qui planait autour des organisations du mouvement et le manque de ressources de leur parti, les intentions de vote étaient nettement à l'avantage de Correa. (Hackener, 2011)

En conséquence, une seconde tentative de persuasion a été de se présenter comme un candidat sensible aux revendications autochtones. Comme le rapporte Ricardo Patiño, « Correa a [...] l'antécédent d'avoir vécu une expérience très importante, soit d'avoir travaillé comme volontaire dans la communauté autochtone de Zumbahua ». (Hackener, 2011, p.106)

Une communauté autochtone où il a appris le quechua. Là-bas, il apprit à connaître la cosmovision autochtone. On ne peut pas dire qu'en un an on puisse tout savoir d'elle, mais cette expérience lui a été très utile pour connaître davantage l'économie solidaire en lien avec un ensemble de choses... (Hackener, 2011, p.106)

Le sentiment d'appartenance qu'il chercha à susciter s'est également exprimé par l'usage du quechua dans ses discours publics ainsi que par le style vestimentaire adopté lors de la campagne électorale de 2006. (León Trujillo, 2010) Au même titre qu'Evo Morales en Bolivie et « Pepe » Mujica en Uruguay, Correa décida de délaisser le traditionnel complet veston-cravate, pour se vêtir plutôt d'une chemise brodée de motifs précolombiens. Comme l'expliquait Alicia Cisneros, *designer* du

président, le style vestimentaire de Correa est en soi un message pour la récupération de l'identité nationale<sup>39</sup>. Depuis le début de son mandat en 2007, le président insiste pour porter des vêtements inspirés de la diversité des cultures équatoriennes. Dans sa conversation avec le président, Cisneros rapporte que Correa disait pouvoir acheter des vêtements de marques telles Armani, Boss ou d'autres, mais qu'il préférerait quelque chose fait en Équateur par une microentreprise de chez lui<sup>40</sup>. Il a d'ailleurs été le premier dans l'histoire du pays à recevoir le pouvoir sans porter une cravate. « Sa règle d'or est d'être sans cravate, car la cravate le fatigue beaucoup. Ainsi, nous lui avons confectionné quelques chemises qu'il pourra porter afin de représenter la variété des cultures que nous avons<sup>41</sup>. »

Au-delà de la symbolisation de la diversité culturelle nationale, l'habit de Correa renvoie à l'opposition vis-à-vis de la partitocratie et l'ingérence étrangère. Pepe Mujica, lors d'un passage remarqué au sommet de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (Celac), affirmaient : « Nous appartenons à une culture invasive et agressive. Nous avons à nous vêtir comme des gentlemen anglais parce que cela est l'habit de l'industrialisation imposé au monde entier. Nous avons à nous déguiser tous comme des singes à cravate<sup>42</sup>. » Dans un contexte plus multiculturel tel celui de l'Équateur, Evo Morales affirmait : « On m'a dit que la cravate divise « la pensée des sentiments » par le cou, c'est pour cela que je ne porte pas de cravate », souligna-t-il dans une action avec des autochtones de la région andine de Potosi<sup>43</sup>.

---

<sup>39</sup> Luis Carlos Vélez, (2013, 26 mai), Las camisas y la banda presidencial de Rafael Correa, *El Espectador* récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/elmundo/camisas-y-banda-presidencial-de-rafael-correa-articulo-424294>

<sup>40</sup> *Idem.*

<sup>41</sup> La TV. *Como fue confeccionada la camisa del presidente Rafael Correa*. Récupéré le 15 février 2014 de <http://www.tvecuador.com/index.php?option=comreportajes&view=showcanal&id=402>

<sup>42</sup> *Pertenecemos a una cultura invasora, agresiva. Nos tenemos que vestir como gentlemen ingleses porque ése es el traje que la industrialización impuso en el mundo. Nos tuvimos que disfrazar todos de mono con corbata*. Voir : Diario Popular, (2014, 31 janvier), Mujica vs el traje: Nos disfrazamos todos de mono con corbata, récupéré de <http://www.diariopopular.com.ar/notas/182410-mujica-vs-el-traje-nos-disfrazamos-todos-mono-corbata>

<sup>43</sup> *El Colombiano*, (2013, 7 novembre), Evo Morales dice que no usa corbata porque "divide el pensamiento del sentimiento," récupéré de

## 2.6 La Révolution citoyenne pour le « bien vivre »

Lors de la campagne présidentielle de 2006, *Alianza País* a fait reposer les bases programmatiques de son *Plan de gouvernement 2007-2010* sur la notion du « bien vivre ». (*Alianza País*, 2006) Politisée durant les années 1990 en tant que perspective ethnocivilisatrice par le mouvement autochtone, cette notion s'est posée dans l'espace public comme le socle d'une réflexion alternative au modèle de développement néolibéral. Particulièrement, les propositions à son entour concernaient les questions économiques telles la souveraineté alimentaire et la nécessité d'une réforme agraire « comme condition indispensable pour assurer un modèle économique contraire à celui proposé par le capitalisme ». (Simbaña, 2011, p. 221)

Toutefois, son articulation au sein du discours d'*Alianza País* s'est affirmée comme signifiant vide. D'une part, parce qu'articulé par Rafael Correa le « bien vivre » présentait l'avantage de revêtir une fonction métonymique des oppositions de gauche dans la constitution d'une force antagonique ralliant les sympathisants du mouvement autochtones. D'autre part, parce que le « bien vivre » présentait l'intérêt de servir de catachrèse pour les différentes aspirations populaires. C'est pourquoi il a cessé d'être associé à toutes revendications particulières, comme la souveraineté alimentaire, pour devenir le nouvel horizon des possibles des peuples autochtones, mais aussi de tous les Équatoriens et les Équatoriennes. On pouvait ainsi lire dans le *Plan de gouvernement 2007-2010*:

Il est crucial d'exercer le principe de la diversité culturelle considérant la continuité historique des peuples originaires, acteurs fondamentaux de la vie nationale, s'étant constitués, durant les deux dernières décennies, en un mouvement autochtone défenseur de la démocratie à l'encontre de la prédation du néolibéralisme.  
[...]

Jusqu'à maintenant, les souhaits des peuples de l'Équateur se sont vus tronqués par les mauvais gouvernements s'étant succédés, par la partitocratie, par l'oligarchie et la recherche démesurée de rentes sous l'imposition étrangère. Tout cela nous a amenés à toucher le fond et à nous soumettre aux pires conditions de pauvreté, d'inégalité, de décomposition sociale et de détérioration de l'environnement.

[...]

Les moyens et les instruments que nous cherchons à nous donner doivent nous amener à une fin partagée collectivement : un « bien vivre » en harmonie avec la nature. Se voulant une proposition inclusive, il s'agit de penser les secteurs populaires, les dépossédés et les marginalisés non seulement comme des sujets passifs de l'histoire, mais comme protagonistes de ce processus de changement, afin qu'ils puissent s'emparer de leur présent et de leur futur. [Traduction libre] (*Alianza País*, 2006, p. 5-11)

Par ailleurs, l'usage indéfini du « bien vivre » est caractéristique de la fonction catachrétique du « bien vivre » en tant que signifiant vide. En effet, le « bien vivre » renvoie à ce qui n'existe pas encore (la nation refondée) et à la manière dont un ensemble de personnes se représentent les conditions idéales de l'existence. Tel un mot fétiche, le « bien vivre » est mobilisé pour faire croire et rallier les opinions dissidentes. (Mazzolini, 2012) Par exemple, Rafael Correa affirmait, durant la campagne de 2006 : « Nous sommes la nouvelle génération... qui est en train de construire l'histoire de notre pays, celle du bien vivre. Non, ce n'est plus le pays du désespoir. Désormais, nous avons une Patrie. Nous allons atteindre tous ensemble la véritable liberté<sup>44</sup>. ».

La notion du « bien vivre » joue ainsi un rôle clé dans le processus de légitimation politique en Équateur. Premièrement, parce qu'elle permet de garantir la légitimité de la Révolution citoyenne comme quête du peuple équatorien dans sa totalité symbolique. Comme nous le disions, la Rébellion des *forajidos* a permis à Correa de s'imposer comme la figure de l'opposition politique. Cependant, elle n'a pas été le fait de toute la population équatorienne. Par conséquent, l'épithète de *forajido* ne

---

<sup>44</sup> Secretaría Nacional de Comunicación, *op. cit.*



recouvrait pas l'ensemble des demandes populaires, dont celles du mouvement autochtone, qui a été un des grands absents de la Rébellion de 2005. Il était ainsi nécessaire pour *Alianza País* d'asseoir leur légitimité sur un objet politique plus large, intégrant la représentation autochtone.

Comme le rapporte Simbaña, le « bien vivre » a acquis toute son importance lors des travaux de l'Assemblée constituante de Montecristi. Adopté comme thème transversal des discussions à la table de travail numéro 7 sur le développement, le « bien vivre » a surgi des réflexions pour répondre à la question: « Quel pays voulons-nous? ». (Acte VI; 3 janvier 2008) C'est en tant que tel qu'il a été repris parmi la population pour adresser leurs différentes demandes. La meilleure illustration de cette fonction catachrétique du « bien vivre » est la récupération du concept par les organisations de la société civile qui déposèrent nombre de mémoires à l'Assemblée constituante. Associations de travailleurs, professeurs d'Université, scientifiques, groupes féministes, autochtones, environnementalistes, etc.; tous récupèrent le « bien vivre » pour adresser leurs demandes particulières.

Par exemple, la Fédération équatorienne des infirmiers et des infirmières proposait que « la sécurité sociale soit un devoir primordial de l'État et un droit irrévocable et imprescriptible de tous ses habitants sans exception [...] pour procurer le bien commun et le bien vivre. (Fédération équatorienne d'infirmiers et infirmière, 2007) Le Réseau d'écologistes populaires affirmait, pour leur part, qu'il soit impératif que des pratiques productives où se reproduisent la vie et la culture en harmonie avec les écosystèmes soient mises en œuvre de pair à la conceptualisation du bien vivre des peuples quichuas. (Réseau d'écologistes populaires, 2007)

En somme, comme le mentionne Samuele Mazzolini, le « bien vivre » contient un ensemble de demandes populaires hétérogènes et un ensemble d'imaginaires sociaux, qui sans un travail politique d'articulation n'aurait pas tendu nécessairement vers une même finalité : la transformation du régime politique équatorien. (Mazzolini, 2012) Cette articulation est le fondement de la langue politique en Équateur. Elle a apporté la création d'un nouveau répertoire symbolique allant au-delà de la requête d'une

simple demande populaire et a construit une nouvelle logique d'équivalence sur la base du rejet du néolibéralisme. « Cela signifie que les demandes populaires sont entrées dans une logique commune au travers d'un processus hégémonique de représentation, les ayant associées dans une chaîne d'équivalence, qui divise la société en deux camps opposés. » (Mazzolini, 2012, p.109)

La Constitution de 2008 associe ainsi le « bien vivre » à un certain nombre de droits fondamentaux, dont le droit à l'eau et à l'alimentation, le droit de vivre dans un environnement sain, le droit de communiquer librement et d'obtenir tout aussi facilement de l'information et le droit de s'épanouir dans sa propre culture en maintenant son identité. (Asamblea Nacional del Ecuador, 2008) Toutefois, ces différents droits ne peuvent être compris sans référence au projet révolutionnaire dans lequel ils s'inscrivent, *Dejar el pasado atrás* [Laisser le passé derrière]. (Asamblea Nacional del Ecuador, 2008)

## 2.7 De l'importance du « bien vivre »

L'importance du « bien vivre » dans le virage à gauche en Équateur doit être comprise, comme nous venons de le voir, en fonction de l'équivalence qu'elle réussit à établir entre les différentes demandes populaires en opposition à l'ancien ordre politique. Néanmoins, son rôle dans l'unification de ces différentes demandes en un système stable de signification doit être pris en compte à partir de son articulation par le discours national-populaire d'*Alianza País*.

Afin de rendre compte de cette troisième étape du passage d'un régime politique à un autre, il est nécessaire de comprendre pourquoi le « bien vivre » est parvenu à s'imposer comme le signifiant vide de la Révolution citoyenne dans la mise en équivalence des différentes demandes sociales, et ce, à partir de son contexte d'énonciation. Pour cela, il nous faut revenir sur l'ordre précédent, hérité du retour à la démocratie en 1978.

### 2.7.1 L'imaginaire démocratique en Équateur

Comme l'explique Pablo Andrade, la démocratie est une innovation récente en Équateur. Ayant succédé à deux précédents régimes politiques aristocratiques, elle a été définie au même titre que la notion du « bien vivre » en opposition au caractère despotique du précédent régime politique<sup>45</sup>. (Andrade, 1999, p.389) En effet, revêtant un caractère révolutionnaire, l'ancien président, Osvaldo Hurtado, décrivait le projet démocratique comme la longue marche du peuple équatorien vers la modernité. La démocratie, disait-il, est la culmination d'un ensemble de processus devant conduire à l'établissement d'un système politique stable et représentatif. (Hurtado, 1976) Au contraire, « Quelle que soit l'étiquette employée pour désigner l'ancien ordre, le sentiment derrière restait le même : une société politique basée sur l'exclusion de la majorité, la prééminence du privilège sur le droit et la hiérarchie sur l'égalité. ». (Andrade, 1999, p. 388)<sup>46</sup>

Le discours démocratique « originaire » s'est ainsi construit sur l'idée de l'égalité des citoyens et de citoyennes devant la loi et devant leur droit à bénéficier équitablement des fruits du développement. Articulée de pair avec les symboles du développement, la démocratie a été représentée par une forte association entre le rôle proactif de l'État, comme agent du développement, et la défense du destin de la nation. De même que la Révolution citoyenne, la démocratie reposait sur l'énoncé selon lequel le rôle de l'État devait être celui d'un agent du changement social, impliqué dans le fonctionnement de l'économie et comme instrument pour atteindre la consolidation des institutions démocratiques et l'intégration de l'Équateur au sein de l'économie

<sup>45</sup> Il s'agit de la république originale de 1825 à 1895 et de l'oligarchie de 1895 à 1963. (Andrade, 1999, p.389)

<sup>46</sup> Comme le rapporte Juan Paz et Miño Cepeda, l'Équateur se caractérisait jusqu'aux années 1960 par une structure sociale profondément divisée. L'élite commerciale, financière et manufacturière concentrait à la fois les richesses et le pouvoir. Sous leur domination, se situaient, par conséquent, les couches de la classe moyenne et les secteurs populaires, spécialement la population autochtone, qui vivait dans des conditions de vie difficiles et parfois pires qu'à l'époque coloniale. (Juan J. Paz et Miño Cepeda, 2006) L'exclusion sociale de la majorité était, en d'autres mots, caractéristique de la vie républicaine à cette époque. (Juan J. Paz y Miño Cepeda, 2006, p.89)

internationale de manière relativement autonome. Cette position était d'autant plus radicale qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les principes de l'économie agro-exportatrice laissaient peu de place à l'État comme instrument de promotion économique, laissant le critère de la rentabilité et l'initiative privée mener les priorités nationales<sup>47</sup>.

La confrontation du discours démocratique avec l'idéologie néolibérale et les discours autochtones, durant les années 1980 et 1990, a disloqué cependant la suture imaginaire qui avait pu être faite entre le peuple et l'État équatorien. Premièrement, dès 1984, les gouvernements néolibéraux s'en sont pris au modèle d'économie planifiée développé durant les années 1960 et 1970. Afin de relancer la croissance économique, le discours néolibéral a déconstruit l'idée que l'État était le principal agent du changement social. « L'État cessa ainsi d'être le représentant naturel de la nation pour se transformer en son ennemi. » (Andrade, 1999, p.393) Le marché, estimait-on parmi les décideurs politiques équatoriens, était le meilleur instrument à la redistribution de la richesse. (Ricard, 2006) L'implication de l'État dans l'économie était plutôt considérée comme une forme d'ingérence freinant l'initiative privée.

Deuxièmement, le discours de la gouvernance, qui se mit en place à cette même époque, est venu amplifier cette distanciation entre l'État et le peuple souverain. En effet, le discours de la gouvernance imaginait la société comme divisée en deux sphères particulières : la société civile d'un côté et l'État de l'autre. La société civile était considérée comme le domaine des modes informels de représentation et le lieu où l'autogestion de la société apparaissait au travers de groupes d'intérêts tels les syndicats et les organisations des mouvements sociaux. L'État était conçu, pour sa part, comme le domaine des institutions formelles. Dans ce cadre, le système politique recevait sa légitimité via l'agrégation de volontés collectives émanant de manière dispersée depuis la société civile. « La démocratie, soutenait-on, était fondée

---

<sup>47</sup> Ce n'est que durant les années 1960 que le rôle de l'État s'est affirmé en Équateur de pair avec une politique nationaliste récupérant la rente pétrolière du pays afin de permettre de financer des infrastructures et les premiers programmes sociaux du pays. (Juan J. Paz y Miño Cepeda, 2006, p.89)

sur le consensus ou pour le moins sur des mécanismes pour atteindre un accord consensuel... (Andrade, 1999, p.397) Elle n'était donc pas le produit d'une volonté contractuelle d'une masse de citoyens et de citoyennes rationnelle.

Troisièmement, l'imaginaire démocratique tel qu'il avait été articulé initialement fut confronté à la mobilisation du mouvement autochtone au cours des années 1990. Les discours « ethniques », comme les appelle Andrade, sont venus également disloquer l'ordre symbolique du retour à la démocratie. Mobilisés pour la reconnaissance des droits collectifs autochtones, les discours indigènes se sont attaqués à la conception de l'État-nation selon laquelle chaque État est la représentation d'une nation homogène. Cette opposition s'est d'ailleurs manifestée vis-à-vis du discours de la gouvernance, qui, bien que dénonçant la crise de la représentation, tentait de rallier les différences par l'établissement de mécanismes institutionnels de conciliation. *A contrario*, les revendications autochtones ne défendaient pas le rôle de l'État de médiateur des conflits entre les communautés. Il s'appuyait plutôt sur la demande de décentralisation du pouvoir de manière à donner forme à un État plurinational, disloquant par ce fait l'union de l'État à la figure du peuple unitaire. (Andrade, 1999)

### 2.7.2 L'imaginaire du « bien vivre » en Équateur

L'ordre du retour à la démocratie n'est jamais parvenu à s'établir en tant que langue politique en Équateur. Il n'est pas étonnant ainsi que la démocratie ait toujours été décrite par les journalistes, les politiciens et les intellectuelles comme en crise. À ce titre, le seul président à être parvenu à se faire réélire pour un deuxième mandat a été Rafael Correa en 2009. La question qui se pose ainsi est : comment le discours de la Révolution citoyenne est-il parvenu à suturer l'ordre du retour à la démocratie?

Une réponse à cette question est que l'imaginaire du « bien vivre », articulé par le discours national-populiste de Rafael Correa, est venu réanimer les énoncées originaires propres à l'imaginaire démocratique équatorien : d'une part, en se substituant à la démocratie comme objet de désir collectif et, d'autre part, en



proposant une image du peuple réconcilié dans la figure de l'État. En effet, si deux cooccurrences à la notion du « bien vivre » peuvent être identifiées dans les discours de Rafael Correa et *Alianza País*, ce sont celles de la souveraineté et de la participation. (Mazzolini, 2012, p.103-104) Le *Plan national de développement 2007-2010, Pour une Révolution citoyenne*, suggérait, par exemple, en 2007 de

[récupérer] une vision de développement qui privilégie la réalisation du bien vivre, qui présuppose la poursuite des libertés réelles, des opportunités, du potentiel des êtres humains et la reconnaissance de tout un chacun dans l'atteinte d'un devenir ensemble partagé. Cela implique nécessairement un changement dans le modèle de l'État, afin qu'il récupère ses capacités de gestion, de planification, de régulation et de redistribution en plus d'approfondir ses processus de déconcentration, de décentralisation et de participation citoyenne. (SENPLADES, 2008)

Définie en aversion à l'ingérence étrangère, la souveraineté du pays s'affirma pour le gouvernement par l'impératif de récupérer l'État équatorien et favoriser son implication dans l'économie avec de mieux redistribuer la richesse nationale. (SENPLADES, 2012, p. 5) Elle s'est aussi traduite à l'article 3 de la Constitution par la définition des devoirs de l'État dont :

1. Garantir sans discrimination quelconque la jouissance effective des droits établis dans la Constitution et au sein des instruments internationaux, en particulier ceux relatifs à l'éducation, la santé, l'alimentation, la sécurité sociale et l'eau pour les habitants.
2. Garantir et défendre la souveraineté nationale.
3. Renforcer l'unité nationale dans la diversité.
4. Garantir l'éthique laïque dans la gestion des affaires publiques et le maintien de l'ordre juridique.
5. Planifier le développement national, éradiquer la pauvreté, promouvoir le développement soutenable et la redistribution équitable des ressources et la richesse, pour atteindre le « bien vivre »
6. Promouvoir le développement équitable et solidaire de tout le territoire, moyennant le renforcement du processus d'autonomies et de décentralisation.
7. Protéger le patrimoine naturel et culturel du pays.

8. Garantir aux habitants le droit à une culture de paix, à la sécurité intégrale et à vivre dans une société démocratique et sans corruption.  
[Traduction libre] (Asamblea Nacional del Ecuador, 2008)

Un certain nombre d'actions emblématiques ont également marqué les consciences. Premièrement, pour s'opposer à l'ingérence des organisations financières internationales par l'imposition d'ajustements structurels, le gouvernement Correa a décidé de poursuivre avec l'initiative d'une Commission pour la vérification intégrale de l'endettement public (CAIC) afin d'étudier la composition et l'historique de la dette étrangère du pays. La CAIC arriva à la conclusion que la totalité de la dette commerciale de l'Équateur avait été contractée de manière illégale et/ou illégitime. C'est ce qui mena Correa à déclarer l'Équateur en défaut de paiement volontaire, refusant de payer 70 % des bons d'emprunt du pays. Au final, la somme dédiée au service de la dette extérieure passa de 24 % de son PIB en 2006 à environ 7 % en 2011. Deuxièmement, pour s'opposer à l'ingérence étasunienne plus particulièrement, Correa refusa de renouveler la location par les États-Unis de la base de Manta, qui s'inscrivait dans le renforcement du plan Colombie. Il affirma « que le jour où l'Équateur pourrait avoir une base militaire à Miami, il serait d'accord pour renouveler ce contrat. » (CAIC, 2013)

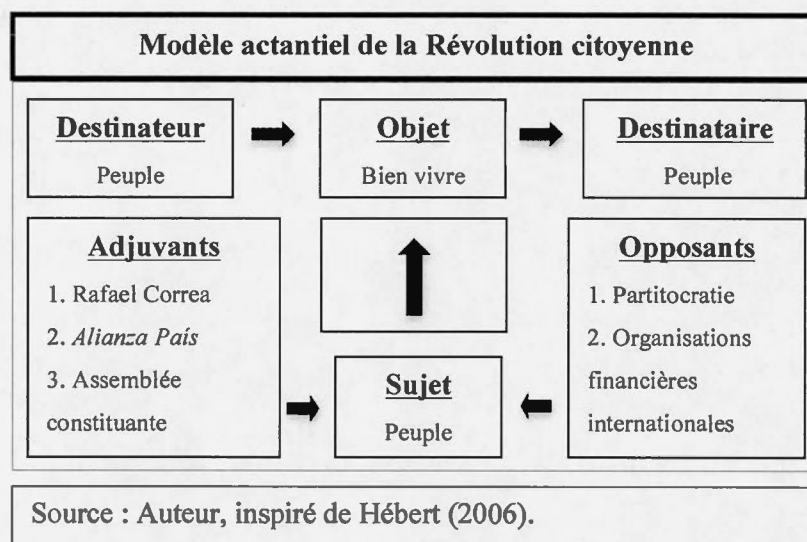
Le thème de la participation s'est affirmé, pour sa part, au sein du Plan national de développement pour le « bien vivre » 2009-2013 par la promotion du SENPLADES de la conception du développement humain. Issu des réflexions d'Amartya Sen, le développement humain s'interprète sur la prémisse selon laquelle le développement ne doit chercher à optimiser que la croissance économique, mais doit prendre en compte des indices ciblant davantage la réalité des populations. (Sen, 1999; SENPLADES, 2008) Soutenant que le développement ne dépend pas de l'État et des structures organisationnelles, mais des individus que ces institutions cherchent à appuyer, l'objectif du développement humain est d'assurer l'essor des capacités des individus afin que chacun puisse poursuivre son développement. La société s'en retrouvera nécessairement gagnante, car, comme le soutient Sen, le dynamisme d'un

tel modèle renvoie à la complémentarité des libertés. Par exemple, la liberté de lire et d'écrire renforce la liberté d'expression, qui à son tour renforce les libertés civiles de toute la population. (Sen, 1999; SENPLADES, 2008)

Critique de l'importance donnée à la croissance comme finalité économique, Sen soutient que la croissance est un moyen parmi d'autres de lutter contre les composantes de la pauvreté ne se réduisant pas à un manque de revenu, mais plutôt à un manque de capacités, manque qui se traduit par la malnutrition, l'analphabétisme et l'exclusion sociale. (SENPLADES, 2008) Le « bien vivre » constitue donc, comme le soutient Ramirez, un ensemble de garanties individuelles afin de propulser le développement de la société entière. (SENPLADES, 2008) C'est pourquoi d'importantes politiques sociales dans les domaines de la santé et de l'éducation ont ainsi été entreprises sous l'enseigne du « bien vivre », afin d'enrayer la pauvreté. Les dépenses sociales sont passées, par exemple, d'environ 5 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2006 à plus de 14 % en 2012. (SENPLADES, 2012, p. 26) Ces mesures ont permis conséquemment de réduire substantiellement la pauvreté en plus de répartir plus équitablement la richesse parmi la population. À titre d'exemple, l'indice de développement humain (IDH) de l'Équateur a augmenté de 0.672 en 2006 à 0.694 en 2012 tandis que le coefficient de Gini (mesure de l'inégalité de la distribution de revenus au sein d'une population) a baissé de 0,83 en 2006 à 0,79 en 2010. (SENPLADES, 2012)

## 2.8 Conclusion

Le virage à gauche en Équateur ne s'est pas fait en un seul moment transformateur, mais en plusieurs étapes ayant abouti à l'adoption de la Constitution de 2008. L'objectif de ce chapitre était de placer une à une les pièces sur l'échiquier, afin de montrer comment s'est construite la nouvelle scène de représentation du politique en Équateur ayant à son cœur la notion du « bien vivre ».



Nous avons ainsi montré que le moment fondateur du virage à gauche a été la Rébellion des *forajidos* en avril 2005, qui est venu diviser en deux camps opposés le peuple de ses représentants. La mise en acte du virage à gauche ne s'est fait cependant qu'avec l'élection de Rafael Correa au Ministère des Finances et par la suite de manière plus affirmée lors de la course présidentielle de 2006. Plaçant le peuple au centre de son discours de refondation nationale, Correa s'est fait l'adjuvant du peuple dans la défense de ses intérêts.

Deuxièmement, comme nous avons pu le constater, le « bien vivre » a été mobilisé comme symbolisation d'une chaîne d'équivalence définie en opposition à l'ancien ordre du pouvoir, c'est-à-dire, comme une synthèse intellectuelle et politique d'une vaste gamme de demandes populaires, ayant trouvé leur expression dans le populisme de Rafael Correa. (Mazzolini, 2012, p. 94) Nous avons ainsi montré comment le « bien vivre » s'est immiscé dans le discours national populaire pour devenir le signifiant commun de l'opposition politique. Nous nous sommes attardés, d'autre part, à expliquer pourquoi le « bien vivre » était parvenu à s'imposer comme suture à l'ordre disloqué du retour à la démocratie.

Une première conclusion que nous pouvons tirer de cette analyse est que Rafael Correa et *Alianza País* ont agi en véritables embrayeurs de ce nouveau récit du pouvoir. Sans leur concours, jamais le « bien vivre » n'aurait été institutionnalisé sur la scène politique équatorienne. Cela se comprend, non seulement, par la chaîne d'équivalence au sein de laquelle Correa et le « bien vivre » se sont inscrits dans le déplacement de la frontière de l'acceptable en Équateur, mais dans la capacité d'*Alianza País* à faire de l'État l'incarnation de la volonté du peuple équatorien et d'entretenir cette identification par la poursuite de leur projet de développement national.

Pablo Andrade, expliquait cependant, que la représentation de la nation en des termes contractuels avait conduit historiquement l'Équateur à confronter trois types de problèmes : la déstabilisation de la conception de la nation dans le temps et dans l'espace; le besoin compulsif de renouveler continuellement sa loyauté à la communauté politique; et la politisation générale de la société au point de rendre la société incontrôlable. Qu'en est-il du « bien vivre » aujourd'hui? Au centre de quelles tensions est-il?

L'initiative Yasuní-ITT est sans doute le meilleur exemple que nous pouvons offrir à ce sujet. D'une part, parce que cette initiative a marqué l'attention par son caractère innovant et sa promotion critique de l'ordre international et, d'autre part, parce que la notion du « bien vivre » se trouve au centre des discours de protection du parc national, que l'initiative recouvre, et la décision d'y mettre un terme par le gouvernement équatorien et ses partisans.



## CHAPITRE III

### LE « BIEN VIVRE » AU CŒUR DE LA MÉSENTENTE

#### LE CAS EMBLÉMATIQUE DE L'INITIATIVE YASUNÍ-ITT

Le parc national Yasuní est la plus importante réserve biologique de l'Équateur. Créé en 1979 et désigné réserve de la biosphère par l'UNESCO en 1989, le Yasuní s'étend sur 9,820 km<sup>2</sup> en plein cœur de la forêt amazonienne. Reconnu comme étant un des territoires les plus biodiversifiés de la planète<sup>48</sup>, le parc abrite une partie de la réserve ethnoculturelle Waorani ainsi que les peuples Tagaeri et Taromenane qui y vivent en isolement volontaire<sup>49</sup>. (Labarthe, 2013, p.92)

Demeuré le haut lieu de l'extraction pétrolière depuis sa fondation, le parc national a vu se succéder les mobilisations sociales dans son enceinte<sup>50</sup>. En 2001, suite à la découverte d'importants gisements pétroliers dans le pôle Ishpingo-Tambococha-Tiputini (ITT), un mouvement, composé d'organisations écologistes et autochtones, a

---

<sup>48</sup> Le parc Yasuní abrite quelque 2,274 espèces d'arbres et d'arbustes ainsi que la plus grande densité d'amphibiens, de mammifères, d'oiseaux et d'insectes de toute la région amazonienne. (Larrea et Warnars, 2009, p. 220)

<sup>49</sup> Les peuples en isolement volontaire comptent environ 600 individus dans l'enceinte du parc. (Labarthe, 2013)

<sup>50</sup> Les relations entre les communautés locales, en majorité autochtones, et l'État ont d'ailleurs été quasi inexistantes, dans la région amazonienne, jusqu'à la fin des années 1960. Les communautés y vivant étaient laissées à elles-mêmes. La transformation du modèle corporatiste au modèle néolibéral, néanmoins, renversa ce désengagement. D'une part, la réforme agraire des années 1970 incita plusieurs paysans à émigrer vers l'Amazonie où l'État accordait de grandes concessions de terre. (Yashar, 2005, p.113-114) D'autre part, l'intérêt grandissant pour les ressources naturelles a incité les explorations et les grands projets pétroliers. Dès sa création en 1979, deux voies carrossables (Auca et Yuca) furent inaugurées au sein du parc. Les limites du parc ne furent d'ailleurs définies qu'en 1992.

lancé une proposition innovante de protection du territoire : l'initiative Yasuní-ITT. Au nom d'une « coresponsabilité » commune vis-à-vis des périls du réchauffement climatique, le gouvernement proposait de garder sous terre 20 % des réserves pétrolières du pays. En échange, la Communauté internationale devait accepter de verser une contribution de 3,5 milliards de dollars étasuniens à l'Équateur<sup>51</sup>, afin de préserver de toute exploitation pétrolière la zone de l'ITT. L'Équateur, pour sa part, devait faire fi de l'autre 3,5 milliards de dollars qu'elle aurait pu obtenir de l'exploitation pétrolière<sup>52</sup>.

Rejetée de prime abord par le gouvernement de Lucio Gutiérrez, l'initiative trouva une oreille attentive au sein du mouvement d'*Alianza País* lors de la campagne présidentielle de 2006. Adoptée comme initiative citoyenne par le gouvernement de Rafael Correa, la proposition Yasuní-ITT s'est inscrite sous le giron du « bien vivre » équatorien. (Labarthe, 2012; Mazzolini, 2012) En effet, sous l'influence de plusieurs militants et militantes du mouvement écologiste et autochtone, s'étant joints au mouvement de Rafael Correa, le *Plan de gouvernement 2007-2010 du Mouvement PAIS* associait la notion du « bien vivre » à la nécessité de définir un vivre ensemble en « harmonie avec la nature ». (SENPLADES, 2008) En opposition à la période néolibérale de déprédation environnementale, l'initiative Yasuní-ITT s'affirmait comme « l'emblème de la résistance de toutes les luttes environnementalistes [...] l'utopie à un autre style de vie<sup>53</sup>. »

À l'échelle internationale, l'audace de la proposition a renforcé l'importance du « bien vivre » comme objet politique en Équateur. Poussant la réflexion sur la mise

---

<sup>51</sup> « Les revenus que l'État aurait reçus si le pétrole avait été exploité auraient représenté 6,979 milliards de dollars américains, selon un prix moyen de 61,21 dollars américains par barils, tel qu'affiché le 25 mai 2009. » (Larrea et Warnars, 2009, p. 221)

<sup>52</sup> Selon les calculs du Secrétariat national de planification et de développement de l'Équateur (SENPLADES), la réalisation de l'initiative aurait permis d'éviter l'émission de 407 millions de tonnes de gaz carbonique. Les fonds, qui auraient été gardés dans un fidéicomis au PNUD, auraient permis également de financer le développement de nouvelles énergies renouvelables et le développement des communautés locales en respect de la volonté des peuples Tagaeri et Taromenane d'y vivre en isolement volontaire. (Larrea et Warnars, 2009)

<sup>53</sup> Yasunido, *There are alternatives*, récupéré le 12 juin 2024 de <http://sitio.yasunidos.org/en/>

en œuvre d'un marché du carbone, le « bien vivre » offrait des pistes de réflexion sur ce que seraient les bases d'une économie post-pétrolière dans un monde où les principaux pays pollueurs sont aussi les pays les plus riches. Notamment, l'initiative Yasuní-ITT reconnaissait le concept de dette écologique des pays développés et proposait sur cette base « d'articuler la justice sociale et l'urgence écologique avec un modèle d'accumulation et de génération de la richesse basé sur le respect des droits de la nature [...], l'égalité sociale et l'utilisation de manière soutenable des ressources<sup>54</sup>.» Inscrite au sein du *Plan national de développement pour le « bien vivre » 2009-2013*, l'initiative Yasuní-ITT a permis de faire converger les demandes des communautés autochtones de la région amazonienne pour le respect du territoire et de leur droit à l'auto-détermination. (Le Quang, 2010; SENPLADES, 2008)

Malgré le caractère inédit de la proposition, cependant, le projet de protection du territoire a rencontré plusieurs difficultés dès son adoption en 2007. De prime abord, le gouvernement de Rafael Correa a préféré investir ses efforts dans la promotion de la taxe Daly-Correa<sup>55</sup> dans le cadre de l'OPEP, visant à taxer l'exportation du pétrole, afin de financer les économies émergentes pour faire face aux défis du réchauffement climatique. (Damian, 2013, p.430) En dépit également de la promotion du projet sur la scène internationale, le gouvernement équatorien n'est pas parvenu à convaincre les grandes puissances de s'engager dans une quelconque forme de compensation économique<sup>56</sup>. (Damian, 2010, p.431; Martínez, 2012, p.4) L'initiative Yasuní-ITT

---

<sup>54</sup> Matthieu Le Quang, (2010, 12 août), Une alternative post-Copenhague : l'Initiative Yasuní-ITT en Equateur, *Le Monde*, récupéré de [http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/08/12/une-alternative-post-copenhague-l-initiative-yasuni-itt-en-equateur\\_1397991\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/08/12/une-alternative-post-copenhague-l-initiative-yasuni-itt-en-equateur_1397991_3232.html)

<sup>55</sup> La taxe Daly-Correa a été élaborée par Hernan Daly, professeur émérite à l'Université du Maryland et figure marquante du courant Économie écologique. Elle est le produit d'une argumentation pour un développement soutenable, ayant pour objectif de sortir de ce que Daly appelle la croissance non économique, soit la croissance économique au détriment des ressources naturelles. Avec le support de Correa la taxe Daly-Correa a été apportée à l'OPEP par l'Équateur, qui n'a pas réussi à l'intégrer au sein de l'ordre du jour. Le projet reste à être entendu. (Damian, 2013, p. 429)

<sup>56</sup> L'initiative a été présentée au sein des discours du président lors de ses passages dans différents forums internationaux tel le sommet des présidents à Caracas, l'UNASUR, l'OPEP, le Forum social mondial et le sommet de Rio +20. (Damian, 2010)

n'a donc récolté qu'à peine 0,37 % de ses objectifs financiers de 2007 à 2013. C'est pourquoi Rafael Correa décida de mettre un terme au projet le 15 août 2013<sup>57</sup>.

En réaction, une importante vague d'opposition se souleva sur la scène nationale. Accusant le gouvernement de ne pas respecter l'esprit du « bien vivre » tel qu'il était entendu au sein de la Constitution de 2008 en matière de respect de l'environnement et de respect de la diversité culturelle, les organisations du mouvement écologiste tout comme les organisations du mouvement autochtone organisèrent une manifestation nationale dans les rues de Quito le 27 août 2013. Plus concrètement, le collectif *Yasunidos [Unis pour le Yasuní]* se forma quelques jours après le décret présidentiel, afin de revendiquer la tenue d'une consultation populaire sur l'exploitation des gisements ITT, soutenant que le « bien vivre » allait de pair avec le respect de l'environnement et non avec la politique extractiviste du gouvernement. (Labarthe, 2013) Du côté du pouvoir, le gouvernement d'*Alianza País* rejeta la critique formulée à son encontre. Les membres du gouvernement continuent également, comme nous le verrons, à mobiliser le « bien vivre » dans la défense de sa décision, ayant mis fin à l'initiative Yasuní-ITT, et dans la défense de sa politique extractiviste pour le « socialisme du bien vivre ». (Damian, 2010)

Face à tel constat, la question que nous nous posons est comment expliquer cette mobilisation du « bien vivre » dans les discours entourant la fin de l'initiative Yasuní-ITT?

Comme nous l'avons présenté au précédent chapitre, la notion du « bien vivre » s'est imposée comme un signifiant vide de la Révolution citoyenne. Rejoignant une multitude d'aspirations populaires au-delà de celles du mouvement autochtone, elle a permis de mettre en équivalence une série de demandes sociales dans leur opposition commune à l'ordre néolibéral. Elle a permis, en d'autres mots, de construire un nouveau consensus dominant en Équateur à la base de l'actuelle stabilité sociale et politique du pays. Dans le cadre de ce chapitre, nous souhaitons montrer, à l'inverse,

---

<sup>57</sup> David Hill, *op. cit.*

les limites de l'hégémonie équatorienne en nous attardant aux fonctionnements et dysfonctionnements de l'hégémonie du « bien vivre » dans le cas de l'initiative Yasuní-ITT. Il s'agira de montrer, premièrement, comment cette notion tend à donner sens au discours populo-paupériste d'*Alianza País* et tend à fonder, deuxièmement, le discours anti-extractiviste du mouvement autochtone et écologiste dans le dévoilement de la mécontente sociale en Équateur.

### 3.1 Ordre et hégémonie

#### 3.1.1 Un compromis difficile pour le « bien vivre » amazonien

Le décret présidentiel, ayant mis un terme à l'initiative Yasuní-ITT, a été présenté par Rafael Correa comme une des décisions les plus difficiles de tout son mandat présidentiel.

Récupérant le « bien vivre » pour légitimer sa décision et adresser la critique à son encontre, le discours présidentiel a réitéré le processus d'énonciation révolutionnaire au sein duquel la notion du « bien vivre » a été mobilisée. En effet, afin de réitérer la force antagonique que son gouvernement cherchait à incarner aux yeux de la population, la notion du « bien vivre » est venue réaffirmer l'opposition commune des Équatoriens et des Équatoriennes vis-à-vis de l'ancien ordre social néolibéral. Ainsi, lors de son allocution publique, Rafael Correa reconnaissait l'importance de l'initiative Yasuní-ITT pour l'avoir introduite dans le *Plan national de développement pour le « bien vivre » 2009-2013*. Il rejetait, toutefois, l'odieux de sa décision, sur l'injustice de l'ordre international, ne prenant pour blâme que l'audace de sa proposition.

Lamentablement, nous avons à dire que le monde nous a fait défaut. Jusqu'à aujourd'hui, il existe seulement 13,3 millions de fonds



disponibles dans les fidéicomis Yasuní-ITT. Cela est à peine 0,37 % de ce qui était espéré. [...] Pourquoi cet échec? Certainement, nous avons commis des erreurs pour le caractère innovateur de la proposition. Mais, je vous assure que ces erreurs n'ont été d'aucune manière décisives. [...] La raison fondamentale est que le monde est une grande hypocrisie et que la logique qui prévaut n'est pas celle de la justice, mais la logique du pouvoir. [...] Les pays contamineurs sont aussi les plus riches et les plus forts. Et, si les biens environnementaux, générés par les autres, sont libres d'accès; pourquoi y aurait-il à payer quelque chose? Imaginez-vous un instant si la situation serait inversée, si les pays pauvres seraient les contamineurs et que les pays riches seraient ceux qui auraient la forêt amazonienne, productrice d'air pur. Il est certain qu'ils nous obligeraient à payer.

Cela est la grande lutte chère jeunesse : un monde où règne la justice et non seulement la convenance du plus fort. [Traduction libre]<sup>58</sup>

D'autre part, en réponse à l'opposition s'étant manifestée à l'échelle nationale, Correa affirmait que le « bien vivre amazonien était un compromis<sup>59</sup> » plutôt que le lemme de la préservation de l'environnement à tout prix. Rejetant de même la critique à son encontre, le discours du gouvernement disqualifia ses opposants d'être, contrairement aux citoyens, irrationnels et n'ayant nul autre but que de créer le chaos. Dans cet ordre d'idées, la décision de mettre fin à l'initiative Yasuní-ITT s'est imposée en tant qu'impératif moral. Présentant la situation des gens vivant dans l'Amazonie comme celle d'un manque vécu par des milliers de personnes « sans aucun service de base, sans éducation et sans service de santé<sup>60</sup> », Rafael Correa problématisait la situation devant laquelle il se trouvait à titre de décideur politique comme d'une évidence même.

Le choix est 100 % du Yasuní et aucune ressource pour combattre la misère... ou 99 % du Yasuní, au moins 99 % d'un Yasuní intact et près

---

<sup>58</sup> Presidencia de la República del Ecuador, *Cadena Nacional sobre Iniciativa Yasuní ITT*, récupéré le 11 mai 2014 de <http://www.youtube.com/watch?v=IFcItopfPqM>

<sup>59</sup> Presidencia de la República del Ecuador, *op. cit.*

<sup>60</sup> El Ciudadano, (2013, 20 septembre), Amzaonía será la region más próspera : Presidente Correa, no. 141, p. 14.

de 18 000 millions de dollars pour combattre la misère... pour donner à notre population les services qu'elle mérite et qui lui ont été niés durant tant de temps. Je crois que le choix est suffisamment clair<sup>61</sup>. [Traduction libre]

Par ailleurs, Correa accusait ses détracteurs d'agir au détriment de la grande majorité, les qualifiant d'être des « menteurs », des « charlatans », des « antitout » et des « fondamentalistes » dont l'action avait pour conséquence de marginaliser une partie de la population en les gardant dans la pauvreté. Par exemple, dans son allocution publique, il s'adressa directement aux organisations autochtones ainsi qu'à la convergence des mouvements des gauches plus radicales, alliée électoralement par le Mouvement populaire démocratique (MPD)<sup>62</sup> :

Nos peuples ancestraux et minorités ethniques vivent dans la pauvreté. Et, certains prétendent les maintenir dans cette situation au nom de la préservation de leur culture. Comme quoi la misère, la plus grande insulte à la dignité humaine, est partie du folklore.

[...]

Certes, nous pouvons former un comité citoyen<sup>63</sup>, mais de gens honnêtes et non de fondamentalistes avec leur ridicule agenda antitout, qui réussirent à obtenir à peine 3 % d'appui populaire aux dernières élections. C'est une grossièreté et un irresponsable mensonge; ce qu'ont

<sup>61</sup> Presidencia de la República del Ecuador, *op. cit.*

<sup>62</sup> Le Mouvement populaire démocratique est un parti politique équatorien. Il est membre de la Coordination plurinationale des gauches, une coalition politique créée, en 2011, en opposition au gouvernement de Rafael Correa. Le MPD avait à sa tête l'ancien Ministre des mines et ancien président de l'Assemblée constituante, Alberto Acosta. Aux élections de 2013, le parti n'a récolté que 3% des intentions de votes. Voir : Mouvement populaire démocratique, *Quién somos*, récupéré le 13 juin 2014 de [http://www.mpd15.org.ec/index.php?option=com\\_content&view=article&id=63&Itemid=140](http://www.mpd15.org.ec/index.php?option=com_content&view=article&id=63&Itemid=140)

<sup>63</sup> La traduction de comité citoyen n'est pas une traduction exacte. Elle réfère à la *veeduría ciudadana*, soit le mécanisme démocratique de représentation, qui permet aux citoyens ou à différentes organisations communautaires d'exercer une vigilance sur la gestion publique en respect des autorités administratives, politiques, judiciaires, électorales, législatives et les organes de contrôle ainsi que les entités publiques et privées... Voir : Eduardo Padilla Hernández, *Veeduría ciudadana*, récupéré le 22 juillet 2014 de [http://www.asorednacionaldeveedurias.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=61&Itemid=66](http://www.asorednacionaldeveedurias.org/index.php?option=com_content&view=article&id=61&Itemid=66)

proposé les groupes de toujours, le Yasuní ou le pétrole. [...] Ils nous ont menti avec un faux dilemme : tout ou rien<sup>64</sup>. [Traduction libre]

Le rejet de l'opposition s'est traduit également par l'invisibilisation de leur critique au sein du discours officiel. Par exemple, suite à la manifestation, du 27 août 2013, la voix médiatique du gouvernement, *El Ciudadano*, rapportait uniquement, à la différence des autres médias nationaux, que les méfaits des manifestants et des manifestantes sans rien dire sur les critiques formulées et sur les déclarations des leaders d'opinion. L'information rapportée se limitait à discréditer les contestataires comme n'ayant eu d'autre intention que de susciter le chaos et de déstabiliser le gouvernement. Cet acte de langage montre comment le discours d'*Alianza País* a cherché à modifier les relations entre les interlocuteurs au niveau conventionnel et donc à avoir un effet psychologique chez ses locuteurs de façon à se garantir leur approbation.

NON AUX MANIFESTATIONS VIOLENTES : Les groupes de toujours ont fait de la manifestation une scène de chaos. Mardi, 27 août, les militants du MPD, du Pachakutik, de la CONAIE et d'autres mouvements ont tenté d'entrer à la Plaza Grande, où étaient des sympathisants d'*Alianza País*. Quelle était leur intention? Évidemment, provoquer plus de violence.

SANS ARME. Les policiers n'ont pas utilisé de gaz lacrymogènes ni d'armes. Ils firent un cercle pour tenter d'assurer l'ordre. Ils furent agressés et frappés. [Traduction libre]<sup>65</sup>

### 3.1.2 L'exploitation de l'ITT pour le « bien vivre »

L'exploitation du pétrole à l'intérieur du pôle Yasuní-ITT a été un thème particulier sur lequel la mobilisation du « bien vivre » a été des plus utiles pour légitimer le

<sup>64</sup> Presidencia de la República del Ecuador, *op. cit.*

<sup>65</sup> *El Ciudadano*, (10 septembre 2013), Política, no. 140, p.3.

discours hégémonique du gouvernement en faveur de l'extractivisme. Comme nous le soutenions au chapitre précédent, l'imaginaire du « bien vivre » tel qu'il a été articulé par le discours d'*Alianza País* est parvenu à suturer l'ordre symbolique équatorien en proposant une image du peuple réconcilié dans la figure de l'État. L'importance de la notion du « bien vivre » correspondait à ces fonctions métonymique et catachrétique du signifiant vide de mobiliser l'ensemble des aspirations populaires à l'encontre de l'ordre néolibéral et dans la définition d'un autre horizon des possibles. Par exemple, la promesse de tenir une Assemblée constituante à Montecristi était une démonstration de l'intention du gouvernement de donner une avenue à l'ensemble des demandes populaires. (Peñañiel, 2008a) Dans le cas de l'exploitation de l'ITT, cette particularité propre au « bien vivre » s'est affirmée en mettant l'extraction du pétrole à la charge de l'État, seul acteur à pouvoir assurer légitimement la volonté du peuple en « travaillant pour le bien vivre des communautés amazoniennes<sup>66</sup>».

### 3.1.2.1 Respect de l'environnement

Premièrement, la notion du « bien vivre » a été mobilisée par *Alianza País* pour rappeler l'importance accordée au respect de l'environnement dans tout projet de développement. En partenariat avec le SENPLADES sous la feuille de route du *Plan national de développement pour le « bien vivre »*, Rafael Correa affirmait que

Les travaux seront à la charge de l'entreprise d'État, Petroamazonas. À titre d'exemple, le site de Panacocha est exploité totalement par notre gouvernement. Ce site a été reconnu, au niveau international, pour le respect et le dépassement des paramètres environnementaux en plus d'avoir sorti de la misère les communautés amazoniennes de Playa Cuyabeno et de Panacocha...<sup>67</sup> [Traduction libre]

---

<sup>66</sup> Instituto para el Ecodesarrollo regional amazónico, *Secretario*, récupéré le 12 juin 2014 de <http://www.desarrolloamazonico.gob.ec/secretario/>

<sup>67</sup> Presidencia de la República del Ecuador, *op. cit.*

Rappelant ainsi que l'exploitation de l'État se ferait avec les nouvelles technologies pour garantir la protection de l'environnement, Correa affirmait qu'il n'accepterait pas de voir le Yasuní disparaître. C'est pourquoi son décret stipulait à l'article 5 : « Dans le cas où l'Assemblée nationale autorise l'activité extractive, cela ne pourra pas se faire dans une aire supérieure au 1 % de la superficie du Parc national Yasuní<sup>68</sup> ». [Traduction libre] Cette promesse a d'ailleurs été réduite à 0,1 % du parc national. Elle correspond toutefois, selon Guillaume Fontaine, à la schizophrénie de l'État, prétendant pouvoir conserver les espaces en surface tout en intensifiant l'exploitation du sous-sol pour le pétrole, ce qui est à la lumière de toutes études scientifiques une perte de contact avec la réalité de l'exploitation pétrolière, car aucun processus d'extraction ne se fait sans impact sur son milieu. (Labarthe, p. 95) Néanmoins, la fiction entre ce qu'est l'État actuel en Équateur est et ce qu'on souhaiterait qu'il soit chez les partisans et les partisans d'*Alianza País* correspond exactement à l'importance du « bien vivre » en tant que signifiant vide. Il permet de rattacher un imaginaire de développement durable et de préservation de l'environnement à une même activité polluante.

Le recours au « bien vivre » a aussi été mobilisé pour mettre en opposition l'action de l'État avec celles des transnationales étrangères laissées sans encadrement durant la phase néolibérale en matière de respect de l'environnement. Par exemple, le discours du « bien vivre » dans le cas Yasuní-ITT s'est construit explicitement en opposition à la pétrolière Chevron-Texaco, compagnie qui a profondément marqué l'imaginaire équatorien au cours des dernières décennies. Rachetée en 2001 par la transnationale Chevron, Texaco a été la plus importante pétrolière en Équateur de 1972 à 1992. Ayant extrait près de 1,5 milliard de barils de pétrole brut, foré quelque 340 puits et construit 18 centrales de production, ses opérations se sont soldées par le pire désastre socio-environnemental de l'histoire humaine. Comme le rapporte Judith Kimberling,

---

<sup>68</sup> *Idem.*



Parmi d'autres sources de pollution, Texaco étendait régulièrement du pétrole brut pour l'entretien des routes et le contrôle des poussières. L'entreprise a également déversé de façon délibérée des tonnes de déchets de forage et d'entretien toxiques dans l'environnement [...] contaminant d'innombrables rivières et ruisseaux qui ont servi de lieu de pêche aux communautés avoisinantes et sources d'eau pour les collectivités locales. [Traduction libre] (Kimberling, 2006, p.450)

Pire encore, Texaco aurait déversé plus 19,23 millions de gallons de pétrole brut dans l'environnement. En comparaison, le déversement de l'Exxon Valdez est estimé à 10,8 millions de gallons. Cette catastrophe naturelle en plus d'avoir ravagé l'Amazonie équatorienne, a également affecté les communautés autochtones vivant dans la région, augmentant de manière significative les problèmes de santé tels les maux de tête, la malnutrition, les problèmes de peau, les pertes de mémoire, etc. (Kimberling, 2006, p. 466) Dans une étude récente, le docteur San Sebastián arrive à la conclusion que les femmes vivant à proximité des puits et des postes d'exploitation dans l'Amazonie présentent un risque 2,5 fois plus élevé d'avoir des fausses couches. Les risques de mourir du cancer du foie ou de la peau, par exemple, sont également nettement supérieurs à la moyenne nationale. (San Sebastián et Hurtig, 2004)

En opposition à ce constat désastreux, le « bien vivre » a été mobilisé pour légitimer l'action du gouvernement contre les abus et l'injustice ainsi que pour valoriser une exploitation responsable des ressources. Par exemple, la présidente de l'Assemblée nationale et représentante d'*Alianza País*, Gabriela Rivadeneira, annonçait que l'Équateur exposerait le cas Chevron Texaco de l'Assemblée du Parlement latino-américain, qui se réunirait au Panama du 18 au 20 octobre 2013, puisqu'il était fondamental d'exiger un dédommagement de la part d'une transnationale ayant causé tant de dommage en Équateur. Elle opposait, de plus, le rôle de l'État équatorien à de telles pratiques dans la poursuite du « bien vivre », expliquant

...que des choses que cherchait le socialisme du « bien vivre » est d'assurer la justice sociale, construire des mécanismes efficaces et efficients de redistribution de la richesse et déterminer de quelle manière

le changement de matrice productive, de la main du changement de la matrice culturel, peut améliorer la condition de vie et le « bien vivre » que tous les Équatoriens ont besoin<sup>69</sup>.

L'importance de la notion du « bien vivre » ici est l'usage de la fonction métonymique du signifiant vide, ralliant les oppositions à l'encontre d'un ancien système de sens, symbolisé par une élite corrompue sous l'influence des transnationales étrangères.

### 3.1.2.2 Enrayement de la pauvreté

Un deuxième emploi important de la notion du « bien vivre » a été de rappeler l'intérêt de l'exploitation pétrolière à l'intérieur du parc national Yasuní. À ce propos, Rafael Correa insistait sur le fait que la rente pétrolière était la solution pour garantir le « bien vivre » des populations et, particulièrement, pour celles de l'Amazonie, dont la pauvreté matérielle freinait leur ascension vers une vie meilleure. Le titre du nouveau *Plan national de développement pour le « bien vivre »* est manifeste de cette particularité paupérite. « Tout le monde mieux ». [Traduction libre] (SENPLADES, 2012) En effet, il met l'accent sur l'enrayement de la pauvreté, défini dans une conception occidental-centrée du bien-être, fondé sur les possessions matérielles.

En ce sens, le discours du gouvernement renforçait le sérieux de son propos, dans le cas de l'initiative Yasuní, par une insistance techniciste sur la pauvreté et sur les retombées de l'exploitation. L'efficacité de ce processus langagier résidait dans l'acte illocutoire et perlocutoire d'une telle mobilisation du langage numérique, permettant de renvoyer à la précision mathématique confortant le gouvernement comme acteur

---

<sup>69</sup> Ecuador inmediato, (2013, 15 octobre), Asamblea llevará caso Chevron Texaco a debate en Parlamento Latinoamericano, récupéré de [http://ecuadorinmediato.com/index.php?module=Noticias&func=news\\_user\\_view&id=2818749189&umt=asamblea\\_lleva\\_caso\\_chevron\\_texaco\\_a\\_debate\\_en\\_parlamento\\_latinoamericano](http://ecuadorinmediato.com/index.php?module=Noticias&func=news_user_view&id=2818749189&umt=asamblea_lleva_caso_chevron_texaco_a_debate_en_parlamento_latinoamericano)

responsable et détenteur d'une science exacte. Par exemple, Rafeal Correa affirmait lors sa déclaration publique, le 15 août 2013 :

[Des ressources que nous obtiendrons], les gouvernements autonomes décentralisés d'Amazonie, par la loi 010, recevront près de 258 millions de dollars et par la répartition du 12 % d'excédent pétrolier autour 1,882 million de dollars.

Avec cela, l'Amazonie pourra avec fierté sortir de son retard historique. Tout cela en plus de près 1,565 million que recevront les gouvernements décentralisés du pays pour leur participation par la loi à la rente pétrolière<sup>70</sup>. [Traduction libre]

De la même façon, *El Ciudadano* opposait l'action de l'État à celle de l'ancienne élite du pouvoir. Ainsi, suite à la décision de Rafael Correa, *El Ciudadano* rappelait en première de couverture le rôle d'opposant de l'élite économique de Guayaquil militant contrairement au gouvernement pour ses seuls intérêts<sup>71</sup>. [Traduction libre] S'agissant de doter la métropole d'un port en eau profonde, une opposition dénonçait la décision du gouvernement Correa de construire le port dans la ville de Posorja à 95 km de Guayaquil en raison des couts élevés qu'auraient engagé l'approfondissement du port actuel. Laissant entendre que l'élite guayaquilénienne n'en avait que pour son seul intérêt, le journal rapportait les propos de Correa, afin de soutenir que le gouvernement en poste travaillait dans l'intérêt de toutes et tous dans l'atteinte du « bien vivre ».

Cette association s'est faite notamment par l'identification de Rafael Correa à la culture autochtone du pays. « Entendez-moi bien, riches nantis de Guayaquil, la fête est terminée pour vous. Ici, il y a un président avec du sang huancavilca<sup>72</sup>, qui sait que Guayaquil est pour la Patrie<sup>73</sup>. » [Traduction libre] En plus de réanimer un sentiment d'unité nationale vis-à-vis d'une élite mafieuse, le message du

<sup>70</sup> Presidencia de la República del Ecuador, *op. cit.*

<sup>71</sup> *El Ciudadano*, (21 août 2013), *El Yasuní seguirá viviendo*, no. 139, p.1-4.

<sup>72</sup> Huancavilca est le nom d'un peuple autochtone de l'époque précolombienne, dont les communautés vivaient dans la région du littoral équatorien aux alentours de la ville de Guayaquil.

<sup>73</sup> *El Ciudadano*, (21 août 2013), *Guayaquil tendrá su puerto de aguas profundas*, no. 139, p.5.

gouvernement soutenait que l'action de l'État se faisait dans l'intérêt de la majorité. C'est pourquoi le Plan national de développement pour le « bien vivre » fut mis de l'avant en opposition à l'avarice de l'élite partitocratique. La référence à la culture autochtone Huancavilca est aussi manifeste de l'imaginaire du « bien vivre » mobilisé par le gouvernement, afin d'associer son action à la volonté des peuples autochtones de l'Amazonie. En effet, en mobilisant le « bien vivre », dans sa défense de l'intérêt national, Rafael Correa affirmait que les autochtones faisaient partie du peuple équatorien et que son action représentait leur volonté.

À ce titre, la mise en discours du « bien vivre » a présenté l'exploitation des blocs ITT comme le résultat de la volonté populaire. C'est la raison pour laquelle Correa disait avoir agi dans le meilleur intérêt de la patrie. Par ailleurs, pour renforcer ce discours populiste, le peuple s'est trouvé mobilisé dans des espaces de participation définis en fonction de catégories du besoin implicite au « bien vivre » des populations. Par exemple, suite à la décision de Correa, *Alianza País* a organisé une marche et une « rencontre fraternelle et sincère » entre le Président et les peuples Waoranis habitant dans le parc national. Lors de la rencontre, Correa affirmait : « Nous aimons tous la nature, mais nous aimons tous aussi la vie pleine, la vie sans misère, la vie humaine. Pour cela nous profitons responsablement de nos ressources<sup>74</sup>. ». [Traduction libre]

Le meilleur exemple de cette mise en discours est la mobilisation du « bien vivre amazonien ». Montrant la construction de Communautés du millénaire comme monnaie d'échange à l'exploitation pétrolière, le « bien vivre » s'illustre dans les médias nationaux par la construction de complexes d'habitations avec les services de base payés grâce à la redistribution de la rente pétrolière aux habitants avoisinant les projets d'extraction. Ainsi, dans la localité de Panacocha, aux portes du parc Yasuní, le gouvernement montrait la construction de quelque 64 habitations chacune évaluée

---

<sup>74</sup> El Ciudadano, (20 septembre 2013), Amazonía será la región más próspera : Presidente Correa, no. 141, p. 14.

à environ 60 000 dollars étasuniens sous le titre du « bien vivre ». Cet investissement estimé à 14 millions de dollars est financé avec le 12 % des redevances que Petroamazonia redonne au gouvernement local en vertu de la Loi sur les Hydrocarbures<sup>75</sup>.

En réponse à ce besoin, *El Ciudadano* rapportait les commentaires des représentants locaux de l'Amazonie, montrant l'appui de la population envers l'action du gouvernement et leur représentation dans la décision du premier mandataire.

Nous aussi nous voulons vivre dans des maisons dignes, avoir accès à l'éducation et aux services de santé. Nous sommes heureux que le gouvernement assume ses engagements et nous donne ces habitations. Il y a des gens qui veulent nous obliger à vivre dans la misère. À Putumayo, 85 % de la population est analphabète. Avec ce projet, nous souhaitons que nos enfants soient des professionnels et aient un futur pour maintenir la communauté. — Verselino Noteno, Chef communal de Cuyabeno<sup>76</sup>.

Nous n'allons pas perdre nos coutumes ni notre identité parce que nous avons de nouvelles demeures. Notre culture nous la portons dans notre corps dans notre âme et nous la pratiquons chaque jour dans nos maisons... Des constructions comme Playas de Cuyabeno n'affectent pas la nature. C'est bien que le gouvernement nous appuie pour avoir une meilleure vie, comme ils l'ont fait avec des villes comme Cuenca. — Sixto Grefa, jeune chef communal.

Avant nous vivions dans des maisons de roseaux et de bois... sans services de base ni éducation. Nous vivions dans la misère, sans source de travail, sans revenu pour améliorer la situation. Seulement durant les dernières années, nous avons vu l'appui du gouvernement pour changer notre vie. L'identité des Amazoniens ne veut pas dire que nous vivions dans la pauvreté. Nous voulons que plus d'Amazoniens vivent comme nous. — Edwin Noteno, Professeur à Cuyabeno<sup>77</sup>. [Traduction libre]

---

<sup>75</sup> El telégrafo, (2013, 5 septembre), Ciudad del Milenio emerge de la selva, récupéré de <http://www.telegrafo.com.ec/economia/item/ciudad-del-milenio-emerge-de-la-selva.html>

<sup>76</sup> Cuyabeno est une parc national situé au Nord du Parc Yasuní. Il fait aussi partie de l'Amazonie équatorienne.

<sup>77</sup> El Ciudadano, (2013, 21 août), El Buen Vivir amazónico es un compromiso, no. 140, p.7-8.



Comme le rapporte Luisa Elvira Belaunde, pour la majorité des fonctionnaires du gouvernement et pour la population des villes en général, la quête pour le « bien vivre » se définit de pair avec la volonté de Rafael Correa d'améliorer la qualité de vie des populations, qui a été déconsidérée par les différents plans d'ajustements structuraux au cours des années 1990. Le « bien vivre » signifie, du point de vue majoritaire, l'avènement d'une vie aisée avec un haut niveau de revenu, l'accès aux services de base et à la consommation de masse. (Belaunde, 2013)

En résumé, cette situation paradoxale montre comment le « bien vivre » est mobilisé pour subordonner l'impératif de respect de l'environnement à la particularité populopauériste de la Révolution citoyenne. Comme le disait Rafael Correa, « La pauvreté aussi atteint à la Pachamama avec la surexploitation des sols, la déforestation des forêts et la contamination de nos fleuves par le manque de services adéquats<sup>78</sup>. » Il n'est pas étonnant ainsi que l'initiative Yasuní-ITT ait toujours été accompagnée du thème de l'éradication de la pauvreté. En effet, dès le premier bulletin officiel du Ministère des Énergies et des mines d'avril 2007, le gouvernement se préparait déjà à l'éventualité d'un Plan B dans le cas où la communauté internationale n'adhérerait pas à l'initiative Yasuní-ITT. Le principe du plan B était d'exploiter seulement les puits de Tiputini et Tambococha le plus proprement possible pour financer la transition énergétique du pays tout en épargnant les puits d'Ishpingo, afin de minimiser l'impact environnemental de l'exploitation<sup>79</sup>. (Labarthe, 2013, p.103) Cette décision sous-entend, comme le suggérait Guillaume Fontaine, que l'initiative Yasuní-ITT a toujours été soumise à l'exploitation pétrolière et qu'en pratique la protection de l'environnement est le pendant extractiviste de la Révolution citoyenne et non le contraire. (Fontaine, 2008) À ce sujet, il faut rappeler que la proposition de protection de l'environnement du gouvernement équatorien a toujours été

---

<sup>78</sup> Presidencia de la República del Ecuador, *op. cit.*

<sup>79</sup> Selon le rapport d'experts sur la situation socio-environnemental Yasuní/ITT, le plan B priorise les gisements Tiputini et Tambococha puisque l'entreprise d'État détient des données sismiques à leur sujet qu'elle a obtenu grâce à des travaux antérieurs, ce qui n'est pas le cas du gisement Ishpingo. (Martínez, 2012, p. 4)

conditionnelle à la participation financière de la Communauté internationale, afin de financer la transformation de la matrice énergétique de l'Équateur et divers projets de développement dans la région de l'Amazonie.

### 3.1.3 La main souillée de Chevron : un autre projet populiste pour l'Amazonie

Les titres d'actant de Rafael Correa et du gouvernement d'*Alianza País* comme adjuvants de la Révolution citoyenne ont été remis en question à la suite de sa décision de mettre un terme à l'initiative Yasuní-ITT. L'opposition de la société civile a questionné la conception d'*Alianza País* du « bien vivre » entre respect de la nature et éradication de la pauvreté. La demande pour la tenue d'une consultation populaire, sous l'initiative du collectif Yasunidos, a interrogé son rôle de promoteur de la démocratie et de défenseur de la volonté populaire. C'est pourquoi, Rafael Correa et le gouvernement d'*Alianza País* ont lancé la campagne *La mano sucia de Chevron* [La main souillée de Chevron] pour détourner l'attention des médias en rattachant la poursuite du « bien vivre » à une action remplaçant l'initiative Yasuní-ITT.

L'intérêt du gouvernement pour le cas Texaco et, particulièrement, pour la Campagne internationale Chevron Tóxico a d'ailleurs tout d'une récupération politique. En effet, la campagne *La main souillée de Chevron* a été lancée un mois après la formation du collectif *Yasunidos* suite au décret présidentiel mettant un terme à l'initiative Yasuní-ITT. Pourtant, le verdict rendant coupable la multinationale d'abus envers les communautés avoisinant les sites d'extractions et le non-respect de l'environnement a été rendu plus d'un an auparavant sans parler de la mobilisation sociale, qui était déjà en cours lors de l'élection de Rafael Correa en 2006.

Comme le soutient Mauro Cerbino, « du point de vue esthétique et communicationnel, cette campagne de sensibilisation a très bien fonctionné, car son

impact a rendu explicite la situation des communautés affectée<sup>80</sup>. » Bien qu'il soit difficile de pouvoir mesurer l'efficacité de cette campagne à l'échelle internationale, selon Cerbino, l'objectif, affirme-t-il, était d'offrir une image positive au gouvernement en utilisant des personnes ayant une certaine reconnaissance, légitimité et visibilité pour encenser la campagne du gouvernement<sup>81</sup>. Dénonçant publiquement le refus de Chevron-Texaco de se soumettre au verdict des tribunaux équatoriens quant à la contamination de l'Amazonie, la campagne appelait la communauté internationale à boycotter les produits de la multinationale. Rafael Correa s'est ainsi rendu à une des nombreuses piscines de décantation laissées à l'abandon par l'entreprise, invitant les communautés scientifiques, politiques et artistiques à se joindre à lui. Pour renforcer l'image de la campagne, il trempa sa main dans l'eau contaminée afin de montrer au monde « la mano sucia de Chevron » [la main souillée de Chevron]. (Burch, 2013)

À l'échelle nationale, l'efficacité de la campagne est beaucoup plus évidente. Mise en concurrence avec l'opposition à l'exploitation de l'ITT et au collectif *Yasunidos*, elle permit au gouvernement d'invisibiliser l'action du collectif derrière sa campagne anti-Chevron à tel point que le collectif a cru bon d'indiquer sur son site officiel : « Nous avons appuyé inconditionnellement la mobilisation des affectés de Texaco depuis le début de leur lutte<sup>82</sup>. ». [Traduction libre] L'analyse d'*El Ciudadano* montre également que le cas Texaco a été opposé systématiquement à l'exploitation des blocs ITT dès le décret présidentiel du 15 août 2013 et qu'il a été placé sous le leitmotiv de la Révolution citoyenne pour le « bien vivre ». Par exemple, l'édition du 10 août 2013 titrait en première de couverture : « La vérité vs la grande billetterie de

---

<sup>80</sup> El mundo, (2014, 7 février), Ecuador recurre a famosos, políticos y expertos en su batalla contra Chevron, récupéré de <http://elmundo.com.sv/ecuador-recurre-a-famosos-politicos-y-expertos-en-su-batalla-contra-chevron>

<sup>81</sup> *Idem.*

<sup>82</sup> Yasunido, *op.cit.*

Chevron<sup>83</sup>». L'édition du 21 août 2013, suivant le décret présidentiel rapportait pour sa part : « Chevron évite de payer 19 milliards de dollars<sup>84</sup>». [Traduction libre]

Deuxièmement, la campagne « La Main souillée de Chevron » a été mise en scène de manière à réaffirmer le rôle d'adjuvant du gouvernement de Rafael Correa au service du peuple dans la poursuite du « bien vivre ». En effet, l'action judiciaire contre Chevron Texaco a été entreprise dès 1993 par le Front de défense de l'Amazonie rassemblant quelque 30 000 citoyens et citoyennes des communautés de la province de Sucumbíos, en majorité autochtone. Cet appui allait de pair avec le verdict de la cour, qui stipulait que le Front de défense serait le dépositaire et l'administrateur du paiement que doit faire la compagnie et non pas l'État équatorien, ni les provinces de Sucumbíos y Orellana, ni les municipalités. L'État équatorien s'est ainsi affirmé comme un adjuvant pour que la communauté fasse valoir son point sur la scène internationale et en Amérique du Sud. Par exemple, Humberto Piaguaje, un des 30 000 affectés par Chevron affirmait :

Nous sommes d'accord avec la position du Président. Les transnationales se sont moquées des États. Nous appuyons la demande de Rafael Correa pour que les pays sud-américains s'unissent contre ces abus. Nous cherchons le paiement pour les dommages et nous allons continuer la lutte aux quatre coins du monde. Il n'y a aucun pas en arrière dans notre requête contre Chevron<sup>85</sup>. [Traduction libre]

Enfin, la campagne « La main souillée de Chevron » est venue réaffirmer l'opposition de la société équatorienne vis-à-vis d'un ennemi commun. Alors que Correa accusait le monde d'avoir fait défection à l'Équateur dans le cas du Yasuni-ITT, il affirmait au sujet du cas Chevron-Texaco : « C'est un cas emblématique qui démontre comment l'ordre international est injuste et immoral – un monde où existe la suprématie totale

---

<sup>83</sup> El Ciudadano, (2013, 10 août), La verdad vs. la gran billetera de Chevron, *no. 138*, p. 1.

<sup>84</sup> El Ciudadano, (2013, 21 août), *op. cit.*

<sup>85</sup> El Ciudadano, (2013, 10 août), El caso se resolvera en la Corte Nacional de Justicia, *no. 138*, p.5.

du capital des transnationales sur les peuples, sur les sociétés, les nations...<sup>86</sup>» Le cas Chevron-Texaco a aussi permis à Rafael Correa de réaffirmer l'opposition populaire vis-à-vis de l'ancienne élite du pouvoir. En effet, refusant de s'excuser, Chevron-Texaco accusa la partie demanderesse d'avoir falsifié les données sur la contamination de l'entreprise et entreprit d'autres démarches pour contester le verdict. Premièrement, l'entreprise initia un nouveau procès devant un tribunal fédéral de New York, alléguant que la sentence équatorienne fut obtenue illégitimement et par corruption. Deuxièmement, l'entreprise interpela le Tribunal d'arbitrage de la Haye affirmant que l'Équateur avait violé, dans le cas qui était le leur, le Traité bilatéral d'investissement, signé avec les États-Unis et entrée en vigueur en 1997 arguant à ses deux reprises avoir été lavé de toute accusation par le gouvernement équatorien lui-même. (Burch, 2013)

Et le pire — ajouta Correa — est que le gouvernement équatorien de l'époque a signé un acte de blanchiment à Texaco en 1998 reconnaissant que l'entreprise étasunienne avait tout laissé propre et l'exonérait de toute responsabilité quant aux conséquences futures<sup>87</sup>. [Traduction libre]

La définition du régime pour « bien vivre » au sein de la Constitution de 2008 n'est pas sans faire référence à ce cas emblématique. Le droit à la nature d'être respectée intégralement est en parfaite contradiction avec les anciennes pratiques de la multinationale. L'article 72 prescrit ainsi que la *Pacha Mama* a le droit à l'existence dans le maintien et la régénération de ses cycles de vie tandis que l'article 73 va jusqu'à garantir son droit à la restauration intégrale de son environnement en considération des abus actuels et passés à son endroit. La Constitution reconnaît, de plus, le droit des citoyens et des citoyennes à vivre dans un environnement sain. (Asamblea Constituyente, 2008; Gudynas, 2009) La campagne du gouvernement en

---

<sup>86</sup> Yasunido, *op. cit.*

<sup>87</sup> Ignacio Ramonet, (2013, 3 décembre), Ecuador y la “mano sucia de Chevron, *Rebellión*, récupéré de <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=177674>



appui aux communautés de l'Amazonie est ainsi une illustration de comment le gouvernement situe son action dans la quête du « bien vivre ». Il articule les signifiants à son discours en leur donnant un sens favorable à légitimer sa position d'énonciateur et surtout d'acteur légitime sur la scène politique équatorienne. La notion du « bien vivre » est un signifiant parmi d'autres comme celui de l'initiative Yasuní-ITT que l'on a vidé de son sens original pour maintenir l'hégémonie politique d'*Alianza País* dans la défense de l'extractivisme comme projet économique. Alors que le « bien vivre » symbolisait la quête de tous les projets pour l'Équateur lors des élections de 2006, il se confond de plus en plus avec l'atteinte d'une vie moderne, dont l'impératif moral est à l'heure actuelle d'éradiquer la pauvreté, définie selon des paramètres empruntés aux institutions internationales et aux objectifs du millénaire pour le développement<sup>88</sup>.

### 3.2 Résistance et contestation

#### 3.2.1 Quelle quête pour le « bien vivre »?

En 2007, alors qu'était lancée l'initiative Yasuní-ITT, les populations gravitant autour du parc national disaient apprécier la fenêtre d'opportunité offerte par le gouvernement de Rafael Correa. Plusieurs y voyaient, cependant, une gigantesque mascarade là où devait se trouver une politique publique d'envergure. Parmi les guides touristiques, les leaders politiques de la région et les habitants de communautés locales, certains affirmaient que le parc était déjà exploité; que l'ITT

---

<sup>88</sup> Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) forment un plan approuvé par tous les pays du monde et par toutes les grandes institutions mondiales de développement. Le but premier des OMD est de répondre aux besoins des plus pauvres dans le monde. Les huit objectifs particuliers sont éliminer l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, préserver l'environnement et mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Voir : Nations Unies, *Éliminer la pauvreté c'est possible*, récupéré le 3 juillet 2014 de <https://www.un.org/fr/millenniumgoals/partners.shtml>

n'était qu'un petit morceau de la zone à protéger; qu'aucune législation n'avait vraiment été observée dans la région; et qu'il ne s'agissait que d'une question de temps avant l'exploitation. (Labarthe, 2013, p. 94)

La décision de mettre un terme au projet a matérialisé cette méfiance des citoyens et des citoyennes envers le gouvernement par un discours de contestation, opposant l'extractivisme au « bien vivre » comme finalité du politique en Équateur. Comme le disait le président de la CONAIE, Huberto Cholango, l'exploitation des blocs ITT est contraire à la Constitution du « bien vivre ». En plus de ne pas respecter les droits de la nature, elle ne respecte pas le droit des communautés qui y habitent. (CONFENAIE, 2013)

Au contraire, la proposition des peuples indigènes a toujours été celle de la préservation de l'environnement, de l'usage et de l'approvisionnement conscient des ressources naturelles, de la défense et de la protection de notre Terre mère et celle du vivre ensemble en harmonie entre les êtres humains et la nature; un équilibre, qui permet de pratiquer dans les faits, et non seulement dans le discours, le vrai « bien vivre », comme le démontre notre histoire millénaire. [Traduction libre] (CONFENAIE, 2013)

Le discours d'opposition est ainsi venu dénoncer la stratégie du gouvernement sous le symbole du « bien vivre » dans sa promotion de l'extractivisme. Une critique importante du mouvement d'opposition a été de remettre en question la quête du gouvernement pour l'éradication de la pauvreté confondu avec l'idéal du « bien vivre ». (CONFENAIE, 2013) Selon Pablo Dávalos (2013), militant et intellectuel du mouvement autochtone, la rente extractive est utilisée faussement pour justifier la réduction de la pauvreté, car elle ne permet pas dans les faits de financer le développement et la redistribution de la richesse à l'échelle nationale. En effet, comme il le montre, en vertu des règles fiscales, toutes dépenses récurrentes de l'État ne peuvent être assumées par des revenus sujets aux variations du marché. L'article 286 de la Constitution stipule à ce titre que :

Les finances publiques, à tous les niveaux de gouvernement, seront conduites dans une perspective du long terme, responsable et transparente, afin d'assurer la stabilité économique. Les dépenses permanentes seront ainsi financées par des revenus permanents. Les dépenses permanentes pour la santé, l'éducation et la justice seront prioritaires. Elles ne pourront être financées avec des revenus non permanents que dans des situations exceptionnelles. [Traduction libre] (Asamblea Nacional del Ecuador, 2008)

La rente extractive ne peut pas ainsi assurer l'embauche de nouveau personnel, qui aura pour conséquence d'engager l'État dans une dépense récurrente. La rente pétrolière ne refinance donc pas les services sociaux comme cela est avancé par le gouvernement Correa et ses partisans<sup>89</sup>. La rente sert plutôt à subventionner les prix des combustibles et à financer la construction d'infrastructures publiques s'inscrivant dans le cadre du projet d'Intégration des infrastructures régionales sud-américaine (IIRSA). Bien qu'étant un pays exportateur de pétrole, l'Équateur importe des combustibles qu'il subventionne pour réduire les coûts à la consommation. Cette subvention profite essentiellement à la classe moyenne, principale consommatrice d'essence et de mazout. C'est la raison pour laquelle la consommation des ménages a augmenté significativement au cours des dernières années en Équateur.

Qui plus est, la rente pétrolière a permis le financement d'infrastructures publiques, particulièrement dans les domaines du transport (autoroutes, aéroports, ports et chemins), de l'énergie électrique et le secteur des hydrocarbures. Cependant, comme le soutient Dávalos (2013), les infrastructures mises en place entre 2007 et 2012 ont obéi à une logique transnationale, liée à l'expansion des projets extractivistes et à l'intégration territoriale des zones extractives aux points d'expédition internationale. En comparaison, très peu d'écoles et d'hôpitaux ont été construits par le gouvernement. Comme le soutenait le collectif Yasunidos,

---

<sup>89</sup> Cette réalité remet aussi en question au point de vue théorique le concept du néo-extractivisme comme nouvelle forme d'extraction en vue de refinancer les services publics.

Entre janvier 2007 et janvier 2013, ce gouvernement a retiré quelque 51,497 millions de dollars en revenus pétroliers, ce qui est beaucoup plus que les 18,292 que l'on prétend aller chercher avec l'exploitation Yasuní. Cependant, malgré cet énorme somme d'argent, le pays n'est pas parvenu à éradiquer la pauvreté ni à augmenter significativement la qualité de vie des citoyens. L'argument selon lequel l'exploitation de l'ITT mettra fin à la misère n'est pas vrai. Il y a d'autres façons de générer de l'argent sans violer les Droits humains et les droits de la nature dans le Yasuní<sup>90</sup>.  
[Traduction libre]

Selon Dávalos, le refinancement des services publics provient essentiellement de l'augmentation de l'impôt sur le revenu, qui est passé de 445,1 millions de dollars américains en 2000 à 3 312,1 millions en 2012, représentant désormais 24 % des revenus fiscaux de l'État. (Dávalos, 2013, p. 7) Le collectif Yasunidos insiste ainsi le « bien vivre » peut très bien chercher à s'attaquer à la pauvreté sans avoir à exploiter les ressources naturelles. Ses militants proposent plutôt de hausser les impôts et de poursuivre l'initiative Yasuní-ITT.

Les revenus des 110 plus grands groupes économiques du pays représentent 62 % de tout le PIB national. Ces revenus augmentèrent de 9 % entre 2011 et 2012, représentant 40 milliards de dollars.

Les 10 plus grands groupes économiques du pays (comme la Banque Pinchicha, Andes Petroleum, El Juri, La Favorita ou la Banque de Guayaquil) obtinrent quelque 12 milliards de dollars en 2012. Cependant, pour les groupes économiques le fardeau fiscal s'est réduit de 2,14 % (en 2011) à 2,01 % (en 2012). Cela veut dire que les impôts payés diminuèrent de 6,18 % malgré que les revenus de l'État augmentèrent de 9 %. Cette tendance s'est accentuée avec les 20 plus grandes entreprises du pays...<sup>91</sup>

Renversant la tendance de la réduction de la charge tributaire que l'on a observée ces dernières années, si une augmentation de 1,5 % était obtenue sur ce que paient les groupes économiques, l'État récupérerait 2 milliards de dollars de plus que ce à quoi l'on espère obtenir avec

---

<sup>90</sup> Yasunido, *op. cit.*

<sup>91</sup> *Idem.*

l'exploitation du Yasuní. Cela veut dire qu'en 25 ans, il se générerait plus de 20 milliards de dollars compensant les 18,292 millions que l'on prétend aller chercher avec l'extraction de la réserve naturelle<sup>92</sup>.  
[Traduction libre]

La portée de ce discours est évocatrice de la mécontente sur les discours du « bien vivre » et montre les limites à l'hégémonie du « bien vivre ». D'une part, la critique du mouvement écologiste et autochtone remet en question la suture de l'ordre social équatorien, opérée par l'imaginaire du « bien vivre » en montrant que, malgré l'impératif d'éradiquer la pauvreté contrairement à la période néolibérale, le développement a pour véritable priorité l'intensification de l'extraction des ressources et non le soi-disant « bien vivre » des populations. Le dévoilement du caractère extractiviste du gouvernement de Rafael Correa vient ainsi disloquer la suture imaginaire qui est faite entre le peuple et l'État équatorien dans la réaffirmation du caractère développementiste tel qu'il était postulé dans le discours fondateur de la démocratie équatorienne. En ce sens, la critique a opposé le « bien vivre » à l'action du gouvernement jugé comme la prolongation du néolibéralisme et de l'héritage colonial. Conséquemment, l'imaginaire politique du « bien vivre » déconstruit le rôle de l'État comme principal agent du changement social. L'État cesse, de ce point de vue, d'être le représentant naturel de la nation pour se transformer en son ennemi. Dans la région de l'Amazonie, ce contre-discours s'oppose à celui d'*Alianza País* et remet en question le rôle d'actant de Rafael Correa et du gouvernement de la Révolution citoyenne comme représentante légitime de la nation équatorienne. En d'autres mots, cette mécontente, qui demeure pour l'instant assez marginale au sein de l'opinion publique, remet en question le discours dominant dans sa prétention à représenter l'ensemble des Équatoriens et des Équatoriennes. Elle peut ainsi s'imposer comme une force antagonique

---

<sup>92</sup> *Idem.*



dans la région amazonienne, c'est-à-dire, comme plate-forme pour faire converger les différents discours d'opposition contre le projet d'*Alianza País*.

### 3.2.2 L'idée d'une pauvreté

En plus de remettre en question l'argumentation entourant la décision du gouvernement de Rafael Correa de mettre un terme à l'initiative Yasuní-ITT, le mouvement autochtone et écologiste a aussi présenté une interprétation alternative du « bien vivre » s'opposant à la seule quête d'éradication de la pauvreté. Le « bien vivre » a ainsi été mobilisé de nouveau pour exprimer la mécontente de la population. De prime abord, comme le remarquait Carlos Viteri, en 2002, la pauvreté n'existe pas en tant que telle chez les communautés autochtones. Le concept du Mútsui, par exemple, dans la culture quechua, qui se rapproche le plus de la catégorie de la pauvreté, n'est pas traitée dans des termes strictement matériels ou de carence de services tels qu'on l'entend depuis la logique occidentale, qui la mesure selon des indicateurs quantifiés.

Le Mútsui est associé à des carences liées à la possession et à la gestion de la biodiversité agricole, aux connaissances sur les types de sol et l'environnement entre autres. Et, de plus, il est en relation avec l'absence d'une attitude jusqu'à la prévention et la vision à long terme. (Viteri Gualinga, 2002, p.3)

La décision de mettre un terme à l'initiative Yasuní-ITT de pair avec la politique extractiviste du gouvernement est la source du problème pour le mouvement autochtone et écologiste. D'une part, comme le démontre le rapport d'expert sur la situation du Yasuní, l'extractivisme apporte dans la région de l'Amazonie plus de problèmes que de solutions. Notamment, la contamination inhérente à l'exploitation pétrolière a pour conséquence la formation de plusieurs maladies graves qui, comme

dans le cas Texaco, se traduisent par différents types de cancer. (San Sebastián, 2004, p.81)

De plus, les conséquences environnementales de l'exploitation, telles la déforestation, l'augmentation des sécheresses, l'augmentation du bruit et la destruction des écosystèmes, affectent le mode de vie des communautés avoisinant les sites d'extraction. (San Sebastián, 2004) Par exemple, comme le notait Kimberling, la contamination des cours d'eau dans la région du Napo a affecté, non seulement, la vie des espèces marines, mais également la vie des communautés vivant des produits de la pêche. (Kimberling, 2006)

D'autre part, les communautés du millénaire ne sont pas une innovation du gouvernement Correa. La construction d'habitation comme monnaie d'échange à l'extraction du pétrole est une pratique courante des entreprises extractivistes en Équateur. Loin de s'attaquer à la pauvreté, toutefois, le modèle pétrolier favorise le développement autour des stations pétrolières se traduisant par un mode d'occupation du territoire qui transforme la relation des communautés avec leur territoire, les amenant vers des centres où il n'y a pas d'emplois et où chaque communauté se retrouve isolée les unes des autres. Les communautés de l'Amazonie affirment ainsi que le modèle des communautés du millénaire fait la promotion de la colonisation de la région, qui favorise davantage les colons, venus travailler des Andes pour les entreprises pétrolières, que les autochtones de la région. (Martínez, 2012, p.11)

Selon la conception de l'État, il s'agit d'une forme de compensation pour les activités pétrolières. Cependant, il s'agit d'un processus de concentration de la population et d'une nouvelle forme d'éviction des territoires (...) comme stratégie pour installer des opérations pétrolières. La communauté du millénaire est une nouvelle forme d'occupation du territoire...

La majorité des communautés a refusé de recevoir les habitations du millénaire à Panacocha, car elle les éloigne de leur terre où ils vivent, ont l'eau, animaux, plantes médicinales... [Traduction libre] (Martínez, 2012, p.11)

En outre, le « bien vivre » pour le mouvement autochtone et écologiste s'oppose au mieux vivre occidental. Il ne peut pas être mesuré en fonction d'indicateurs de développement humain, mais doit être défini par les communautés elles-mêmes en respect de leur mode de vie en harmonie avec la nature. La mobilisation du « bien vivre » est ainsi évocatrice de l'expression d'une mécontente à l'échelle nationale par une partie de la population questionnant l'égalité du modèle proposé par le gouvernement au sein duquel il ne trouve pas leur place dans le mode de l'avoir part.

### 3.2.3 Le « bien vivre » est sans pétrole

Le discours d'opposition mobilisateur du « bien vivre » est également venu questionner le rôle d'adjuvant du gouvernement de Rafael Correa par le dévoilement de la mécontente sociale. D'une part, le discours du mouvement autochtone et écologiste a disqualifié l'action responsable du gouvernement en matière de respect des droits de la nature, défendant que la poursuite du « bien vivre est sans pétrole<sup>93</sup> ». Par exemple, le collectif Yasunidos démontre qu'il n'existe pas d'extraction propre des ressources naturelles et que la contamination est inhérente à cette industrie, peu importe les technologies utilisées. « Tragiquement, les statistiques révèlent qu'en Équateur il y a un déversement de 5 barils de pétrole chaque semaine, et cela, avec la technologie de pointe.<sup>94</sup> » Leur site internet rapporte aussi une série d'accidents en plus du scandale Chevron-Texaco, entreprise de laquelle la compagnie Petroamazonas a repris plusieurs sites d'extraction et de laquelle elle a hérité l'expertise.

---

<sup>93</sup> Yasunido, *op. cit.*

<sup>94</sup> *Idem.*

Le 31 mai 2013, le système d'oléoducs transéquatorien (SOTE) a déversé 10 000 barils de pétrole sur 25 kilomètres s'étendant par le fleuve Coca... L'extraction du pétrole dans le cas du bloc 43 (ITT) serait encore plus dangereuse, car cette zone est en majorité constituée de marais et de forêt humide<sup>95</sup>. [Traduction libre]

L'action de l'État est aussi remise en question à titre d'adjuvant du peuple. Ce dévoilement de la mécontente en vient à disloquer la suture imaginaire opérée par le « bien vivre » dans le projet contractuel de la Révolution citoyenne de concert avec les volontés citoyennes. À ce titre, le mouvement soutient que l'extraction de l'ITT est contraire aux respects des droits humains et ne déconsidère pas la volonté des peuples en isolement volontaire. Comme le soutient le collectif Yasunidos :

Le président a oublié les peuples en isolement volontaire dans son discours du 15 août et durant sa *sabatina*<sup>96</sup>. Maintenant, le Ministère de la Justice dit qu'ils ne sont plus dans la zone de l'ITT. La négation systémique de l'existence des peuples autochtones isolés est un mal commun pour les États dans lesquels ils vivent. Cependant, dans le cas équatorien, c'est spécial, car paradoxalement le gouvernement national soutenait, de tout côté et à l'échelle mondiale, l'existence de ces peuples dans l'ITT avec pour finalité de promouvoir l'initiative Yasuní-ITT. Maintenant, que le plan est d'exploiter le pétrole, les autochtones en isolement volontaire n'existe plus<sup>97</sup>. [Traduction libre]

La critique ainsi formulée par le mouvement d'opposition est que le gouvernement ne réussit pas à représenter l'ensemble de la population au point de commettre un « ethnocide ». Il va sans dire que cela est contraire à l'imaginaire du « bien vivre », qui cherche en principe à garantir l'inclusion des communautés historiques sur la base de l'interculturalisme et la reconnaissance du caractère plurinationale de la société équatorienne. Cette dénonciation est également entretenue par le refus du

---

<sup>95</sup> *Idem*.

<sup>96</sup> Les « *sabatinas* » sont des entretiens du président Rafael Correa avec la population équatorienne. Ils se tiennent chaque samedi dans une localité du pays et permettent au premier mandataire de rendre compte des actions du gouvernement.

<sup>97</sup> Yasunido, *op. cit.*

gouvernement d'agréer à la demande du mouvement de tenir une consultation populaire sur l'exploitation de l'ITT. Pour Humberto Cholango, l'exploitation des gisements ITT doit être approuvée par une consultation populaire d'autant plus que l'article 57 de la constitution stipule que :

Les territoires des peuples en isolement volontaire sont des possessions ancestrales, irréductibles et intangibles. Ils seront donc hors de toutes activités extractives. L'État adoptera des mesures pour garantir leurs vies, faire respecter leur autodétermination, volonté de demeurer en isolement tout autant que prévenir le respect de leurs droits. La violation de ces droits constituera un délit d'ethnocide...<sup>98</sup> [Traduction libre]

Le droit à la consultation préliminaire n'est pas non plus respecté par le gouvernement. En plus des efforts du président pour freiner la tenue d'une consultation, plusieurs pressions sont exercées sur les communautés locales pour qu'elles concèdent l'accès à leur territoire à l'entreprise d'État. Les ententes signées ne sont pas ainsi le résultat de dialogue avec les communautés. Elles sont des ressources des entreprises pour garantir leur présence sur le territoire des communautés.

Les ententes résultent finalement de processus pour forcer les communautés à renoncer à leurs droits. Ils contiennent des thèmes comme : se déclarer satisfait et compensé dans ses droits; renoncer à quelques possibilités de négocier ou réclamer de façon judiciaire et extrajudiciaire la compagnie et de ne pas affecter, empêcher et obstruer ses opérations... [Traduction libre] (Martínez, 2012, p.14)

En outre, la notion du « bien vivre » arrime un ensemble d'imaginaires politiques révélant le caractère inégalitaire de la Révolution citoyenne, ce qui a pour principale conséquence de questionner le rôle d'actant du gouvernement de Rafael Correa comme adjuvant de la Révolution citoyenne. Par exemple, la militarisation de la

---

<sup>98</sup> *Idem.*



région amazonienne en réaction aux mouvements d'opposition fait apparaître le gouvernement d'*Alianza País* comme inapte à respecter les droits territoriaux ancestraux des peuples autochtones et surtout comme incapable d'entretenir une discussion avec les habitants de la région. La CONFENIAE dénonçait ainsi le caractère dictatorial de la présidence de Rafael Correa. (León Trujillo, 2010)

### 3.3 Conclusion

La décision de mettre un terme à l'initiative Yasuní-ITT représente, comme nous l'avons présenté, un cas intéressant pour lequel la notion « bien vivre » a été mobilisée de part et d'autre pour défendre les prétentions hégémoniques du gouvernement de Rafael Correa et pour révéler la mécontente sociale à l'encontre de la politique extractiviste d'*Alianza País*. Nous avons ainsi pu montrer les limites de l'hégémonie équatorienne par le double processus policier et politique au cœur duquel se trouve la notion du « bien vivre ». Du côté du pouvoir, le gouvernement de Rafael Correa tente de mobiliser la fonction mobilisatrice du signifiant vide de manière à faire converger les aspirations populaires en sa faveur. Premièrement, la référence au « bien vivre » réanime l'opposition vis-à-vis de l'ordre néolibéral, afin de rejeter le blâme de la décision sur un ordre du monde inégalitaire. Elle permet, deuxièmement, de sanctifier le rôle de l'État comme adjuvant du peuple dans l'exploitation des ressources de l'ITT. Comme le rapporte Ricardo Peñafiel, contrairement à la plupart des mouvements latino-américains qui se sont appuyés sur la figure du peuple en tendant à l'instrumentaliser à travers des catégories corporatistes, Rafael Correa, au même titre que plusieurs de ses voisins, se distingue par l'usage d'un nouveau type de découpage du social consistant à segmenter les populations selon leurs manques ou leurs besoins de base non satisfaits. (Peñafiel, 2008b, p.579) Enfin, le « bien vivre » permet de réaffirmer le caractère populiste de l'exploitation par le lancement de la campagne La main souillée de Chevron pour dissimuler la dissidence politique.

Du côté des mouvements autochtones et écologistes, leur critique envers le gouvernement de Rafael Corra articule la notion du « bien vivre » à une dénonciation du discours dominant de manière à révéler le caractère inégalitaire de la Révolution citoyenne. Ayant pour objet le rejet de l'extractivisme et pour demande la tenue d'une consultation populaire, le discours d'opposition est questionne la particularité paupériste du discours d'*Alianza País* en disloquant la suture imaginaire qui avait pu être fait entre l'État et le peuple dans son droit à bénéficier des fruits du développement.

## CONCLUSION

Malgré la forte popularité de Rafael Correa, la Révolution citoyenne ne semble pas faire l'unanimité en Équateur. Plusieurs franges de la population demeurent critiques du gouvernement et dénoncent ouvertement ses représentants et ses représentantes de ne pas travailler pour l'intérêt de toutes et tous. Les résultats aux deux référendums constitutionnels présageaient déjà le portrait que nous avons dressé dans le cadre de ce mémoire. Approuvant la tenue d'une Assemblée constituante à 82 %, le 15 avril 2007, l'appui à la Révolution citoyenne ne comptait pas parmi ses partisans et ses partisans ceux de la droite équatorienne, concentrée dans la métropole du pays, Guayaquil, fief de la bourgeoisie nationale. Cette opposition n'a, cependant, rien de très surprenant, considérant que le projet politique de Rafael Correa s'est toujours affirmé à l'encontre du leur. Néanmoins, lors de l'approbation de la Constitution, le 28 septembre 2008, seulement 64% de la population s'est dite en faveur de son adoption. À ce titre, le *Frente por el Sí y el Cambio* [Front pour le Oui et le changement] était la cible dans son enceinte de critiques venant de la Gauche, dénonçant les limites de la nouvelle Constitution ainsi que de l'intime proximité entre le projet constitutionnel et la présidence populiste de Rafael Correa. (Beker, 2011)

Cette nouvelle opposition s'est manifestée suite à l'approbation de la Constitution, en 2008, au travers de la mise en œuvre du *Plan national de développement pour le « bien vivre »*. Comme nous avons tenté de le montrer dans le cadre de ce travail, les tensions entre le gouvernement de la Révolution citoyenne et le mouvement autochtone et écologiste ont fait de la notion du « bien vivre » le champ de bataille d'une guerre de positions dans la défense et la remise en question de l'extractivisme.

En résumé, nous avons cherché à montrer, dans le cadre de notre premier chapitre, comment le « bien vivre » a été mobilisé pour capter les dissidences politiques à l'encontre du néolibéralisme dans le rétablissement de l'ordre social en Équateur. Sous le leadership de Rafael Correa, nous avons démontré comment sa nomination au poste de ministre des Finances a permis d'institutionnaliser une version narrative instituante de la société équatorienne, impulsée par la Rébellion des *forajidos* comme deïxis fondatrice. Sur la base d'une division entre le peuple équatorien et la scène politique équatorienne, nous avons soutenu que le « bien vivre » a été articulé, à partir de l'élection présidentielle de 2006, comme signifiant vide dans la redéfinition du politique en Équateur. Misant sur le sentiment d'opposition qu'il avait exprimé, au cours des années 1990, la fonction métonymique du « bien vivre » a permis à *Alianza País* de rallier les partisans et les partisans du mouvement autochtone en leur offrant un signifiant symbolisant leur opposition. En effet, signifiant d'une demande pour une réforme agraire, le « bien vivre » est apparu comme la symbolisation d'une chaîne d'équivalence se substituant à celle des *forajidos* et faisant converger les différentes demandes populaires dans leur aversion à l'ordre établi. (Mazzolini, 2012, p. 94)

Dans cet ordre d'idée, nous avons illustré comment le « bien vivre » s'est immiscé dans le discours national populaire pour suturer l'ordre social disloqué du retour à la démocratie. Notamment, la réaffirmation du rôle de l'État dans l'imaginaire collectif comme acteur du développement national a suturé l'imaginaire démocratique dans l'aspiration équatorienne à bénéficier également des fruits du développement économique.

Le « bien vivre » resurgit ainsi dans le débat public pour rappeler ce que le gouvernement tentait de laisser derrière, mais également ce vers quoi il tendait. Censé incarner l'ensemble des Équatoriens et des Équatoriennes, le gouvernement ne peut gouverner sans faire des choix et prioriser sa propre particularité au détriment des autres. Comme nous l'avons montré au second chapitre, la particularité du discours de Rafael Correa, depuis sa nomination au Ministère des Finances, a été l'impératif

d'enrayer la pauvreté soi-disant en réponse à la demande du peuple. Ainsi, malgré le soutien aux causes autochtones et environnementales, *Alianza País* a priorisé ses réformes en faveur de l'éradication de la pauvreté aux autres impératifs populaires. Ayant mis un terme au projet de conservation du parc national Yasuní-ITT, le gouvernement a été jusqu'à mobiliser le « bien vivre » pour défendre l'extraction des ressources naturelles comme étape nécessaire à l'atteinte du « bien vivre ». Cette notion particulière au débat public équatorien est ainsi le nouvel emblème de l'hégémonie en Équateur, ayant redéfini la scène de représentation des forces politiques, dont il occupe la place d'actant d'objet de désir collectif. Cette affirmation est d'autant plus vraie que le « bien vivre » est mobilisé à l'heure actuelle par le mouvement autochtone et écologiste pour s'opposer au discours dominant d'*Alianza País*, soutenant que la poursuite du « bien vivre » ne peut se faire en continuité avec la politique extractiviste du gouvernement. L'hégémonie du « bien vivre » a ainsi été un élément du virage à gauche équatorien, qui trouve aujourd'hui ses limites dans la mobilisation de ses anciens alliés.

# 1. De la démocratie en Équateur

Jacques Rancière expliquait dans son ouvrage, *Aux bords du politique*, que la pratique de la démocratie était encore loin de l'idéal qui est le sien. L'État et la société, disait-il, ne sont pas dirigés par le gouvernement du peuple par lui-même, mais par une minorité de privilégiés, qui considèrent la démocratie comme un fait incontournable avec lequel ils doivent composer. De leur point de vue, la démocratie peut être considérée comme une maladie de civilisation, décrite comme « le règne des désirs illimités des individus de la société de masse moderne. » (Rancière, 2005, p.7) En Équateur, le discours de Rafael Correa incarne bien ce gouvernement des meilleurs empruntant un discours techniciste fondé sur un quantum pour définir le besoin des populations sans qu'ils n'en aient fait la demande préalable. Par exemple, nous avons vu avec le cas Yasuní-ITT que la construction d'habitations et de communautés du



millénaire a été imposée par le gouvernement pour justifier l'action de l'État au travers de l'approbation populaire. Cette volonté d'agir pour le peuple s'est néanmoins confondue avec le discours populiste du gouvernement prétendant incarner le peuple dans la défense de ses revendications les plus légitimes. Le gouvernement équatorien en est ainsi venu à affirmer que le caractère démocratique de la Révolution citoyenne était manifeste par sa volonté d'éradiquer la pauvreté.

De plus, comme le soutient Rancière la démocratie victorieuse est celle qui s'oppose à un ennemi clairement identifié, le gouvernement de l'arbitraire, le gouvernement sans limites que l'on appelle selon les temps tyrannie, dictature ou totalitarisme<sup>99</sup>. L'insistance sur le rejet du néolibéralisme et de son élite partitocratique ne peut être plus évidente dans le cas équatorien. Décrit comme un régime qui déniait, au nom de la puissance de la collectivité, les droits des individus et les formes constitutionnelles de l'expression collective, le néolibéralisme demeure pour le gouvernement actuel la figure du totalitarisme, qui cherchait à supprimer la dualité de l'État et de la société, en étendant sa sphère d'exercice à la totalité de la vie des collectivités. (Rancière, 2005, p.18.)

Toutefois, comme le dit Rancière, « cette opposition évidente en recouvre une autre, plus intime. Le bon gouvernement démocratique est celui qui est capable de maîtriser un mal qui s'appelle tout simplement vie démocratique. » (Rancière, 2005, p.13) En d'autres mots, il s'agit de l'excès de participation démocratique et l'excès des demandes individuelles. En Équateur, par exemple, nous avons vu comment, l'opposition politique de droite, comme de gauche, tend à être « invisibilisée » ou diabolisée par le gouvernement de Rafael Correa en tant que menace à la démocratie. Par exemple, les mobilisations contre la décision de mettre un terme à l'initiative

---

<sup>99</sup> « Le langage dominant nommait totalitaires les États qui déniaient en même temps, au nom de la puissance de la collectivité, les droits des individus et les formes constitutionnelles de l'expression collective : élections libres, libertés d'expression et d'association. Le nom de totalitarisme voulait signifier le principe même de ce double déni. L'État total était l'État qui supprimait la dualité de l'État et de la société, en étendant sa sphère d'exercice à la totalité de la vie d'une collectivité. » (Rancière, 2005, p.18)

Yasuní ont été qualifiées de « menteurs », d'« antitouts », cherchant le chaos et la déstabilisation du gouvernement. Comme le relatait le journal *El Ciudadano*, la population de Guayaquil, pour sa part, est critiquée d'avoir un agenda séparatiste et de travailler que pour ses seuls intérêts.

De l'avis de Rancière, le remède à l'excès de vitalité démocratique « consiste à orienter vers d'autres buts les énergies fiévreuses qui s'activent sur la scène publique, à les détourner vers la recherche de la prospérité matérielle, des bonheurs privés et des liens de société. L'interprétation majoritaire de la notion du « bien vivre » est manifeste de cette tentative du gouvernement d'orienter les attentes populaires vers un « mieux vivre ». La particularité paupériste du gouvernement, dans sa tentative de légitimer son discours dominant, est le propre de l'hégémonie du « bien vivre », consistant à éviter la critique démocratique en cherchant à imposer son discours et rallier l'opinion derrière elle. Néanmoins, comme le remarque Rancière, cette « bonne solution » se révèle inefficace, car favoriser la recherche du bonheur individuel entraînait une multiplication d'aspirations et de demandes. « Et celles-ci, bien sûr, avaient un double effet : elles rendent les citoyens et les citoyennes insoucieuses du bien public et sapent l'autorité de gouvernements sommés de répondre à cette spirale de demandes émanant de la société. » (Rancière, 2005, p.14)

## 2. Entre réalité et perceptions

Une critique que nous pouvons formuler à notre analyse du discours d'*Alianza País* dans la compréhension la Révolution citoyenne est de se limiter à la représentation offerte par le gouvernement. Comme le disait Jean-Pierre Faye, l'histoire tend moins à retenir la vérité des faits que la version qui tient lieu de vérité. Or, au-delà de la fiction véhiculée par *Alianza País* afin de se garantir l'assentiment populaire, quelles réformes ont transformé les mécanismes institutionnels de l'État équatorien de manière à impulser un changement dans l'organisation sociale en Équateur?

Car, bien que les fonctions hégémoniques du « bien vivre » aient permis de rallier les oppositions en son sein et faire miroiter un nouvel horizon des possibles, une même réalité demeure depuis la colonisation du Nouveau Monde. L'Équateur, tout comme ses voisins du sud, demeure le grenier du monde pour ses ressources naturelles. Or, malgré que l'on parle désormais de néo-extractivisme et des promesses du « bien vivre », force est d'admettre que les pratiques sont toujours les mêmes en Équateur. Le pays continue d'exporter son pétrole et ses ressources naturelles, afin de faire fonctionner son économie. Le préfixe néo est d'ailleurs erroné, car la rente pétrolière, dans le cas équatorien, ne peut financer les services sociaux. La nouveauté à prendre en compte est plutôt le nouveau discours s'étant mis en place pour relégitimer cette pratique coloniale et le changement de lieu d'exportation des ressources naturelles, ayant passé des États-Unis au marché chinois. (Hearn et León, 2011)

En somme, l'analyse de discours nous a permis de nous pencher sur la représentation dominante en Équateur. Nous avons à penser que cette représentation encline à légitimer l'extractivisme est le fait d'un consensus à l'échelle régionale faisant pression sur les États nationaux afin d'exporter principalement des produits non transformés. Toutefois, elle ne nous offre pas la possibilité de nous pencher sur la transformation des mécanismes que ses imaginaires ont mis en place.

### 3. Perspective décoloniale

Depuis la perspective décoloniale, l'on peut affirmer que le discours populo-paupériste de la Révolution citoyenne est le propre d'une manière de gouverner hérité de la colonisation. Comme l'explique Aníbal Quijano, la colonisation du Nouveau Monde correspond à un double processus de domination à la fois économique et culturelle. D'une part, elle équivaut à un processus de subordination économique dans la mise en place d'un système monde capitaliste dans lequel l'Amérique latine, notamment, est le grenier du monde pour ses ressources naturelles et, d'autre part, équivaut à l'établissement d'une structure de contrôle des subjectivités naturalisant le

rapport de pouvoir entre colonisateur et peuple conquis, afin de justifier l'entreprise coloniale. (Quijano, 2007)

Le discours populo-paupériste de la Révolution citoyenne peut correspondre, de ce point de vue, à cette « colonialité du pouvoir » ou cette structure de domination qui fait allusion à l'invasion de l'imaginaire de l'autre par son occidentalisation (la pauvreté). Le discours paupériste de la Révolution citoyenne mène le pouvoir à se doter d'un discours manichéen à l'encontre de toute opposition de manière à gouverner en réprimant « toute production de connaissances, de savoirs, d'imaginaires, de mondes symboliques et d'images des processus liés entre eux... » (Pachón Soto, 2009. p.50) La littérature sur le « bien vivre » cherche, dans le cadre de cette analyse, à refonder les mythes fondateurs de leurs approches, afin de s'émanciper des schèmes de pensées dominants. La manière de concevoir le « bien vivre » par le gouvernement, montre comment la langue politique équatorienne n'est pas dénuée d'un héritage colonial, cherchant à légitimer de nouveau la structure de production inégalitaire.

Selon Nelson Maldonado-Torres, la faveur populaire que prétend avoir le gouvernement équatorien, par exemple, correspond à la colonialité de l'être puisque le contrôle de la subjectivité ne se limite pas à la contrainte physique de l'espace du colonisé, mais aussi par son autocontrainte, formaté à agir en tant que dominé. La mobilisation populaire à l'intérieur de la catégorie du besoin est manifeste de cette colonialité chez les peuples autochtones eux-mêmes. Comme nous le montrions au second chapitre, la politique clientéliste du gouvernement Correa amène certaines franges de la population équatorienne à souhaiter pour les autres, ce qu'ils demandent pour eux-mêmes. Par exemple, comme le disait Edwin Noteno,

Avant nous vivions dans des maisons de roseaux et de bois... sans services de base ni éducation. Nous vivions dans la misère, sans source de travail, sans revenus pour améliorer la situation. Seulement durant les dernières années, nous avons vu l'appui du gouvernement pour changer notre vie. L'identité des Amazoniens ne veut pas dire que nous vivions

dans la pauvreté. **Nous voulons que plus d'Amazoniens vivent comme nous.** — Edwin Noteno, Professeur à Cuyabeno<sup>100</sup>.

En outre, aussi paradoxale que cela puisse paraître, force est de dire que si la pauvreté n'existait pas, il faudrait l'inventer. L'utilisation du « bien vivre » en Bolivie par Evo Morales ne semble pas être différente de son emploi en Équateur. Inscrit au sein de la Constitution bolivienne, la notion du « bien vivre » semble avoir coopté les différentes aspirations populaires dans le virage à gauche bolivien. Toutefois, de même qu'en Équateur, le processus extractiviste suit son cours et l'opposition s'arrime à la conception indigéniste du « bien vivre » pour faire valoir sa voie alternative de définir la finalité du politique. (Pachón Soto, 2009. p.50) Comme nous l'avons montré, dans le cas du Yasuní, le discours paupériste légitime l'exploitation de l'ITT en échange de la construction d'habitations et de milieux de vie dotés des services jugés essentiels. Le cas du Tipnis en Bolivie peut être comparable, s'agissant de construire une route au travers d'un parc national afin de favoriser le transport des ressources naturelles destinées à l'exportation, mais affectant le mode de vie des communautés y habitant.

---

<sup>100</sup> El Ciudadano, (2013, 21 août), El Buen Vivir amazónico es un compromiso, no. 140, p.7-8.



## ANNEXE

### **Soy forajido** (Ataulfo Tobar<sup>101</sup>)

Coro:

Porque a la one, y a la two, y a la three, y a la four, soy forajido.

Porque a la one, y a la two, y a la three, y a la four, soy forajido.

De mi pueblo el consentido, soy forajido.

De mi pueblo el más querido, soy forajido.

[Trece millones de ecuatorianos forajidos.]

Un dictador mejillón me ha lanzado un cumplido.

Un dictador mejillón me ha lanzado un cumplido.

Un dictador cachetón cree que estoy ofendido.

El dictador cachetón cree que estoy ofendido.

¿Si el ofendido soy yo? El pueblo es el más sufrido.

¿Si el ofendido soy yo? El pueblo es el más sufrido.

Fíjense que ha regresado, ha regresado al bandido.

Fíjense que el territorio, el territorio ha vendido.

La mentada democracia, la ha desaparecido.

La mentada democracia ya la ha desaparecido.

Pero el pueblo se ha prendido, porque yo soy forajido.

Pero el pueblo se ha prendido, porque yo soy forajido... ¡Vaya!

[Y tres millones más en Murcia, en Chicago, en Madrid... Forajidos...]

Coro:

Porque a la one, y a la two, y a la three y a la four, soy forajido.

Porque a la one, y a la two, y a la three y a la four, soy forajido.

Porque a la one, a la two y a la three y a la four, soy forajido.

[¡Se van los forajidos!]

Porque a la one, y a la two, y a la three, y a la four, soy forajido.

---

<sup>101</sup> Ataulfo Tobar, *op. cit.*

## BIBLIOGRAPHIE

- Acosta, Alberto. (2010). El Buen Vivir en el camino del post-desarrollo; Una lectura desde la Constitución de Montecristi. *Friedrich Ebert Stiftung, Policy paper 9*, 36 pages.
- Acosta, Alberto. (2005). Ecuador: ecos de la rebellion de los forajidos. *Nueva sociedad*, no.198, p.42-54.
- Andrade, Pablo. (1999). El imaginario democrático en el Ecuador. *Ecuador Debate*, no.52, p.383-405.
- Aghion, Philippe. et Bolton, Patrick. (1997). A Theory of Trickle-Down. Growth and Development. *Review of Economic Studies*. no.64, p.151-172.
- Albó, Xavier. (2009). Suma quamaña = el buen convivir. *Revista Obets*, no.4, p.25-40.
- Anderson, Benedict. (1991). *Imagined communities reflections on the origin and spread of nationalism*. Londres : London Verson.
- Armony, Victor. (2006). « L'analyse lexicométrique du discours politique. Une porte d'entrée pour étudier les signifiants sociaux ». Dans *Les frontières du politique en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*. Sous la direction de André Corten. p.117-137. Paris : Karthala. 2006.
- Bajini, Irina. (2010). Para una aproximación a la (r)evolución del discurso político latinoamericano desde Fidel Castro hasta Rafael Correa, *Otras Modernidades*, no. 3, p.133-155.
- Becker, Marc. (2011). Correa, Indigenous Movements, and the Writing of a New Constitution in Ecuador. *Latin American Perspectives*, vol. 38, no. 1, p.47-62.
- Belaunde, Elvira. (2013). *Kametsa Asaike, el buen vivir de los asháninka del río Ene*. Récupéré le 14 août 2014 de Servindi: <http://servindi.org/actualidad/84396>
- Brisset-Foucault et al. (2006). Amérique latine : Les racines du tournant à gauche, *Mouvement*, no.47/48, p. 5-12.
- Bruyas, Benjamin. (2010). *Le Consensus de Washington : Construction et Reconstruction d'une Légitimité*. Mémoire de séminaire. Université de Lyon.

- Burch, Sally. (2013). Ecuador denuncia la mano sucia de Chevron. América Latina en Movimiento. Récupéré le 12 juin 2014 de. <http://alainet.org/active/67519>
- Charaudeau, Patrick. (2008). L'argument dans une problématique d'influence. *Argumentation et Analyse du Discours*, no.1, p.2-15.
- Comisión ecuménica de derechos humanos, *Explotación minera a grande échelle en Équateur et violation des droits humains. Dossier Corriente Recursos Inc.* (2011). Récupéré le 15 novembre 2012 de <http://www.fidh.org/Explotation-miniere-a-grande>
- Comisión para la auditoría integral del crédito público (CAIC). (2013). Informe final de la auditoría integral de la deuda ecuatoriana. *Ministerio de Finanzas : Ecuador*. Récupéré le 15 novembre 2013 de <http://www.auditoriadeuda.org.ec/>
- Conaghan, Catherine. (2008). Ecuador: Correa's Plebiscitary Presidency. *Journal of Democracy*, vol. 19, no. 2, p.46-60.
- Coquet, Jean-Claude. (1982). *Sémiotique l'École de Paris*. Paris: Hachette.
- Correa, Rafael. (2005). « Otra economía es posible ». Dans *Asedios a lo imposible. Propuestas económicas en construcción*, sous la direction de Acosta, Alberto et Fander Falconí. p.69-78. Quito : RISPERGRAF.
- Corten, André. (2012). « Équateur action directes à courant et à contre-courant ». Chapitre 1. Dans *L'interpellation plébéienne en Amérique latine; Violence, actions directes et virage à gauche*, sous la direction d'André Corten, Catherine Huart et Ricardo Peñafiel. p.67-92. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Corten, André. (1999). « Discours et représentation du politique ». Dans *O múltiplo território da análise do Discurso*, sous la direction de Freda Indursky, Leandro Ferreira, Maria Christiana. p.37-52. Porto Alegre : Editora Sagra Luzzatto.
- Corten, André. (2003). Imaginaire de la vie ordinaire en Amérique latine. Cadre conceptuel. *Cahiers des imaginaires*. Montréal : Éditions du GRIPAL.
- Corten, André. (dir.) (2006). *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*. Paris, Éditions Karthala.
- Cortès-Bretón, Borja. « La Cumbre de Guadalajara Unión Europea-América Latina y Caribe: ¿Hacia una Asociación Estratégica para el siglo XXI? ». *Incipe*. En ligne. <http://www.incipe.org/lat7.htm>. Consulté le 12 août 2012

- Damian, Michel. (2013). Mauvaise nouvelle pour le climat et les peuples de l'Amazonie équatorienne: l'abandon du projet Yasuní-ITT de gel du pétrole en terre. *Natures Sciences Sociétés*, no. 4, p.428-435.
- Dardenne, Luc. (1981). Cornélius Castoriadis, L'institution imaginaire de la société. *Revue Philosophique de Louvain*, vol 79, no. 41, p.133-141.
- Dávalos, Pablo. (2013). « No podemos ser mendigos sentados en un saco de oro : Las falacias del discurso extractivista », *América Latina en Movimiento*. Récupéré le 12 février de 2014 de <http://alainet.org/active/64266&lang=es>
- Faye, Jean-Pierre. (1971). *Langue totalitaire. Critique de la raison / l'économie / narrative*. Paris : Hermann.
- Fontaine, Guillaume. (2008). Le mouvement écologiste contre l'exploitation d'hydrocarbures en Équateur. *Problèmes d'Amérique latine*, no. 70, p.41-60.
- Foucault, Michel. (1969). *L'archéologie du savoir*. Paris: Gallimard.
- Gallegos, René Ramírez. (2012). Izquierda y buen capitalismo. *Nueva Sociedad*, no. 237, p. 32-48.
- Gudynas, Eduardo. (2009). La ecología política del giro biocéntrico en la nueva Constitución de Ecuador. *Revista de Estudios Sociales*, no. 32, p.34-47.
- Hackener, Martha. (2011). *Ecuador : Una nueva izquierda en busca de la vida en plenitud*. Barcelone : Ediciones de Intervención Cultural.
- Hearn, Adrian H. et León, José Luis. (2011). *China engages Latine America Trcing the Trajectory*. Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Hébert, Louis. (2006). Le modèle actantiel. *Signo*. Récupéré de <http://www.signosemio.com/greimas/modele-actantiel.asp>
- Hidalgo Flor, Francisco. (2005, 28 mai). Potencialidades y límites de "la rebelión de los forajidos" en el derrocamiento del presidente Gutiérrez en Ecuador. *Rebellión*. Récupéré de <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=14349>
- Hurtado, Osvaldo. (1976). *El Poder politico en el Ecuador*. Quito: Corporación Editora nacional.

- Huato López, Fátima. (2009). « Pensée critique latino-américaine ». *Cahiers des Amériques latine. Philosophie de la libération et tournant décolonial*, vol.62. no.3, p. 23-36.
- Jameson, Kenneth P. (2011). The Indigenous Movement in Ecuador : The Struggle for a Plurinational State. *Latin American Perspectives*, vol. 38, no. 1, p.63-73.
- Jijón, Victor Hugo. (2009). « L'Équateur face au défi néolibéral ». *Recherches internationales*. No. 87 (juillet-septembre), p.125-146.
- Kimberling, Judith. (2006). Indigenous peoples and the oil frontier in Amazonia. *International Law and Politics*, vol 38, no. 413, p. 449-467.
- Klein, Naomi. (2008). *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*. Toronto : LEMÉAC Éditeur.
- Labarthe, Sunniva. (2013). « Yasuní-ITT en Équateur: Le projet peut-il encore atterrir au niveau local? », *La Découverte*, vol. 4. no.76, p.90-104.
- Laclau, Ernesto. (1989). De l'importance des signifiants vides ». Chapitre 4. Dans *La Guerre des identités; Grammaire de l'émancipation*. p.93-107, Paris : La Découverte.
- Laclau, Ernesto. (2008) *La raison populiste*. Paris : Seuil.
- Laclau, Ernesto et Mouffe, Chantale. (2001). *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*. New York : Verso.
- Lander, Eduardo. (2011). El Estado en los actuales procesos de cambio en América Latina: Proyectos complementarios/ divergentes en sociedades heterogéneas », Chapitre. In *Más allá del desarrollo*. Sous la direction de Miriam Lang y Dunia Mokrani. p.121-144. Quito : Edición Abya Yala.
- Lang, Miriam. (2011). « Crisis civilizatoria y desafíos para las izquierdas », Chapitre. In *Más allá del desarrollo*. Sous la direction de Miriam Lang y Dunia Mokrani. p.7-18. Quito : Edición Abya Yala.
- Larrea, Ana María. (2010). « La disputa de sentidos por el buen vivir como proceso contrahegemónico ». *Socialisme y Sumak Kawsay, los nuevos retos de América Latina*. SENPLADES, Quito. 2010.



- Larrea, Carlos. Et Warnars, Lavinia. (2009). Ecuador's Yasuni-ITT Initiatives : Avoiding emissions by keeping petroleum underground. *Energy for Sustainable Development*, no. 13, p. 210-223.
- Larrea, Carlos. (2004). Pobreza, dolarización y crisis en el Ecuador. *Revista Ecuador debate*, no.60, p.7-24.
- Lavaud, Jean-Pierre. (2010). Indianisme et écologie dans les pays andins : dispositif légal, discours officiels et mobilisations. *Problèmes d'Amérique latine*, no.76, p. 95-117.
- Christian Le Bart. (2003). L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur. *Mots. La ville, entre dire et faire*, no. 72, p.97-109.
- Leither, Benjamin (2006). « The Rebellion of the Forajidos: The Movement to Overthrow President Lucio Gutiérrez », *Bulletin of the Manchester College Peace Studies Institute*. En ligne:<http://www.manchester.edu/academics/departments/peacestudies/bulletin/2007/documents/The%20Forajido%20Revolution.pdf>
- León Trujillo, Jorge. (2010). Las organizaciones indígenas y el gobierno de Rafael Correa. *Íconos, Revista de ciencias Sociales*, no. 37, p.13-23.
- León Trujillo, Jorge. (2014, octobre). État propagande et gouvernement de la nouvelle gauche en Équateur. *Communication donnée à l'Université du Québec à Montréal dans le cadre des conférences-midi de la Chaire Nycole Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques*, Montréal.
- Le Quang, Matthieu. (2010, 12 août). Une alternative post-Copenhague : l'Initiative Yasuní-ITT en Equateur. *Le Monde*. Récupéré de [http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/08/12/une-alternative-post-copenhague-l-initiative-yasuni-itt-en-equateur\\_1397991\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/08/12/une-alternative-post-copenhague-l-initiative-yasuni-itt-en-equateur_1397991_3232.html)
- Maingueneau, Dominique. (2009). *Les termes clés de l'analyse de discours*. Paris: Éditions du Seuil.
- Martínez, Esperanza. (2012) "Yasuní, el crudo despertar de un sueño! Informe especial de la situación ambiental y social del Yasuní/ITT. Quito. 39 pages.
- Mazzolini, Samuele. (2012). El buen vivir como simbolización de una cadena de equivalencias. *Debates y Combates*, no. 4, p.91-114.

- Morin, Simon. (2014). « Du Consensus de Washington à celui du « bien-vivre » en Équateur ». Dans *L'Amérique latine. Laboratoire du politique autrement*. Thede, Nancy. et Mélanie Dufour-Poirier. p.43-62, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Pachón Soto, Damián. (2009). Modernité et colonialité du savoir, du pouvoir et de l'être ». p.47-58. *Cahiers des Amériques latines*. Philosophie de la libération et tournant décolonial. No. 62.
- Padilla Hernández, Eduardo. *Veeduría ciudadana*. Récupéré le 22 juillet 2014 de [http://www.asorednacionaldeveedurias.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=61&Itemid=66](http://www.asorednacionaldeveedurias.org/index.php?option=com_content&view=article&id=61&Itemid=66)
- Palieraki, Eugénia. (2007). *Les expériences révolutionnaires : un modèle pour la voie chilienne vers le socialisme ?* (Nuevo Mundo Mundos Nuevos). Récupéré le 12 août 2014 de [http://nuevomundo-6309-les-experiences-revolutionnaires-un-modele-pour-la-voie-chilienne-vers-le-socialisme%20\(2\).pdf](http://nuevomundo-6309-les-experiences-revolutionnaires-un-modele-pour-la-voie-chilienne-vers-le-socialisme%20(2).pdf)
- Paz, Juan J. et Miño Cepeda (2006). Ecuador : Una democracia inestable. *Historia Actual Online*, no.11, p. 89-99.
- Peñañiel, Ricardo. (2012). « Introduction I ». Dans *L'interpellation plébéienne en Amérique latine : Violence, actions directes et virage à gauche*. Corten, André., Catherine Huart et R. Peñañiel. p.11-31, Québec, Presse de l'Université du Québec.
- Peñañiel, Ricardo. (2008a). Le rôle politique des imaginaires sociaux; Quelques enjeux théoriques autour de leur conceptualisation ». *Politique et Sociétés*, vol. 27, no. 1, p. 99-128.
- Peñañiel, Ricardo. (2008b). *L'Évènement discursif paupériste. Lutte contre la pauvreté et redéfinition du politique en Amérique latine : Chili, Mexique, Venezuela (1910-2006)*, Doctorat en science politique, Université du Québec à Montréal.
- Prada, Raúl. (2011). « Horizontes del Estado Plurinacional », Chapitre. In *Más allá del desarrollo*. Sous la direction de Miriam Lang y Dunia Mokrani. p.159-184. Quito : Edición Abya Yala.
- Quijano, Aníbal. (2007). « Colonialidad y clasificación social ». Dans *El giro decolonial; Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del*

- capitalismo global*. Santiago Castro-Gómez et Ramón Grosfoguel (dirs.). p.93-126. Bogotá : Siglo del Hombre Editores.
- Ramonet, Ignacio. (2013, 3 décembre). Ecuador y la « mano sucia » de Chevron. *Rebellión*. Récupéré de <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=177674>
- Rancière, Jacques. (1998). *Aux bords du politique*. Paris : Gallimard.
- Rancière, Jacques. (2005) *La haine de la démocratie*. Paris : La fabrique.
- Ricard, Jan Frans. (2006). *Crise, néolibéralisme et démocratie en Équateur : Les perspectives de développement à l'heure de la mondialisation*. Mémoire de maîtrise en sociologie, Montréal : Université du Québec à Montréal, Mai, 175 pages.
- Rist, Gilbert. (2007). *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Paris: Les Presses Science Po, 483 pages.
- San Sebastián, Miguel. et Hurtig, Anna-Karin. (2004). Oil exploitation in the Amazon basin of Ecuador: a public health emergency. *Salud Publica*, vol 15, no. 3, p.205-211.
- Sen, Amartya. (1999). *Un nouveau modèle économique; Développement, justice, liberté*. Paris : Odile Jacob.
- Simbaña, Floresmilo. (2011). « El sumak kawsay como proyecto político », Chapitre. *In Más allá del desarrollo*. Sous la direction de Miriam Lang y Dunia Mokrani. p.219-226. Quito : Edición Abya Yala.
- Souza Santos, Boaventura. (2010). Hablamos del socialismo del Buen Vivir. *América latina en movimiento*, no. 452, p.4-7.
- Svampa, Maristella. (2011). Néo-développementisme extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, no. 81, p.104-127.
- Telechea, Roxana. (2006). Historia de los cacerolazos:1982-2001. *Razón y Revolución*, no. 16, p.141-184.
- Thede, Nancy. et Dufour-Poirier, Mélanie. (2014). *L'Amérique latine. Laboratoire du politique autrement*. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Thomas, Frédéric. *Quelques casseroles de l'histoire: Du Canada au Cône sud latino-américain* (Note d'analyse 2012). Centre tricontinental. Récupéré le 16 avril 2014 de <http://www.cetri.be/IMG/pdf/printempserable.pdf>

Van Dijk, Teun. (2006). Politique, Idéologie et Discours. *Semen*, vol. 21, p. 2-18.

Viteri Gualinga, Carlos. (2002). Visión indígena del desarrollo en la Amazonía. *Descentramiento y nuevas miradas*, no. 3, p.3-6.

Wallerstein, Immanuel. (2004). *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*. Paris : La Découverte.

Walsh, Catherine. (2010). Development as buen vivir. Institutional arrangements and (de)colonial entanglements. *Development*, vol. 53, no. 1, p.15-21.

Walsh, Catherine. (2009). *Interculturalidad, Estado, sociedad; Luchas (de)coloniales de nuestra época*. Quito : Editions Abya-Yala.

Williamson, John. (1990). *What Washington Means by Policy Reform*. Récupéré le 13 janvier 2013 de <http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=486>

Yashar, Deborah. (2005). *Contesting Citizenship in America Latine ; The Rise of Indigenous Movements and Postliberal Challenges*, Cambridge : Cambridge University Press.

## **CORPUS DE DONNÉES**

Alianza País. (2006). *Plan de Gobierno Movimiento PAIS 2007-2010*. Récupéré le 15 janvier 2014 de <http://www.scribd.com/doc/31619413/Plan-de-Gobierno-Alianza-PAIS>

Alianza Pais 35. *Rafael Correa antes de ser nuestro Presidente*. Récupéré le 12 janvier 2014 de <http://www.youtube.com/watch?v=uN3CBD3Lv0>

Asamblea constituyente del Ecuador. « Acte VI ». *Mesa de trabajo no.7*. 3 janvier 2008.

Asamblea Nacional del Ecuador. *Constitución 2008. Dejemos el pasado atrás*. Récupéré le 13 janvier 2013 de [http://www.asambleanacional.gob.ec/documentos/constitucion\\_de\\_bolsillo.pdf](http://www.asambleanacional.gob.ec/documentos/constitucion_de_bolsillo.pdf)

CONFENIAE. (2013). Territorios. Récupéré le 12 janvier 2014 de <http://www.ecuanex.net.ec/confeniae/>

Diario Popular. (2013, 31 janvier). Mujica vs el traje: « Nos disfrazamos todos de mono con corbata. Récupéré le 15 février 2014 de <http://www.diariopopular.com.ar/notas/182410-mujica-vs-el-traje-nos-disfrazamos-todos-mono-corbata>

Dinero. (2014, 10 février). *El milagro ecuatoriano*. Récupéré de <http://www.dinero.com/edicion-impresa/editorial/articulo/ecuador-gana-colombiacompetitividad/185344>

Ecuador inmediato. (2013, 15 octobre). Asamblea llevará caso Chevron Texaco a debate en Parlamento Latinoamericano. Récupéré de [http://ecuadorinmediato.com/index.php?module=Noticias&func=news\\_user\\_view&id=2818749189&umt=asamblea\\_lleva\\_caso\\_chevron\\_texaco\\_a\\_debate\\_en\\_parlamento\\_latinoamericano](http://ecuadorinmediato.com/index.php?module=Noticias&func=news_user_view&id=2818749189&umt=asamblea_lleva_caso_chevron_texaco_a_debate_en_parlamento_latinoamericano)

El Ciudadano, (20 septembre 2013). *Amazônia será la region más próspera: Presidente Correa*. No. 141, p. 14.

El Ciudadano. (21 août 2013). El Buen Vivir amazónico es un compromiso. No. 140, p.7-8.

El Ciudadano. (10 août 2013). El caso se resolvera en la Corte Nacional de Justicia. No. 138, p.5.

El Ciudadano. (21 août 2013). El Yasuní seguirá viviendo. No. 139, p.1-4.

El Ciudadano. (21 août 2013). Guayaquil tendrá su puerto de aguas profundas. No. 139, p.5.

El Ciudadano. (10 août 2013). La verdad vs. la gran billetera de Chevron. No. 138, p.1.

El Colombiano. (2013, 7 novembre). Evo Morales dice que no usa corbata porque divide pensamiento de sentimiento. Récupéré de <http://www.elcolombiano.com/BancoConocimiento/E/evomoralesdicequenousacorbataporquedividepensamientodese>



ntimiento/evomoralesdicequenousacorbataporquedividepensamientodesentimie  
nto.asp

El mundo. (2014, 7 février). Ecuador recurre a famosos, políticos y expertos en su batalla contra Chevron. Récupéré de <http://elmundo.com.sv/ecuador-recurre-a-famosos-politicos-y-expertos-en-su-batalla-contrachevron>

El Télégrapho. (2013, 5 septembre). Ciudad del Milenio emerge de la selva. Récupéré de <http://www.telegrafo.com.ec/economia/item/ciudad-del-milenio-emerge-de-la-selva.html>

El Universo. (2005, 4 juin). *Forajidos se citan para dar apoyo al Min. Correa*. Récupéré de <http://www.eluniverso.com/2005/06/04/0001/8/B563AF6310554ABCB38A4EBAE77D210B.html>

Fédération équatorienne d'infirmiers et infirmière. (2008). Proposition constitutionnelle. « *Propuesta de textos constitucionales* ». Asamblea constituyente de Montecristi.

Hill, David. (2014, 19 février). Ecuador pursued China oil deal while pledging to protect Yasuni, papers show Negotiations took place while the country sought funds to forgo oil exploitation in pristine forest under the Yasuni-ITT scheme ». *The Guardian*. Récupéré de <http://www.theguardian.com/environment/2014/feb/19/ecuador-oil-china-yasuni>

Instituto para el Ecodesarrollo regional amazónico. *Secretario*. Récupéré le 12 juin 2014 de <http://www.desarrolloamazonico.gob.ec/secretario/>

La TV. *Como fue confeccionada la camisa del presidente Rafael Correa*. Récupéré le 15 février 2014 de <http://www.tvecuador.com/index.php?option=comreportajes&view=showcanal&id=402>

Luis Carlos Vélez. (2013, 26 mai). Las camisas y la banda presidencial de Rafael Correa. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/elmundo/camisas-y-banda-presidencial-de-rafael-correa-articulo-424294>

Ministerio de Relaciones Exteriores. (2012). *Viva Alfaro*. [Cuaderno poplar], no.5, Quito.

Movimiento popular democrático. *Quién somos*. Récupéré le 13 juin 2014 de [http://www.mpd15.org.ec/index.php?option=com\\_content&view=article&id=63&Itemid=140](http://www.mpd15.org.ec/index.php?option=com_content&view=article&id=63&Itemid=140)

Muñoz, Diego. (2005, 28 mai). La radio que derrocó un presidente. Al presidente de Ecuador lo derrocó una radio y un puñado de canciones. *El País*. Récupéré le 12 février 2014 de [http://historico.elpais.com.uy/Suple/QuePasa/05/05/28/quepasa\\_154858.asp](http://historico.elpais.com.uy/Suple/QuePasa/05/05/28/quepasa_154858.asp)

Nación. (2005, 24 avril). *Ministros de Ecuador se declaran "forajidos" y piden reformas*. Récupéré de [http://www.nacion.com/lnee/2005/abril/24 ueconomia-la4.html](http://www.nacion.com/lnee/2005/abril/24_ueconomia-la4.html)

Nations Unies. *Éliminer la pauvreté c'est possible*. Récupéré le 3 juillet 2014 de <https://www.un.org/fr/millenniumgoals/partners.shtml>

Presidencia de la República del Ecuador. *Cadena Nacional sobre Iniciativa Yasuní ITT*. Récupéré le 11 mai 2014 de <http://www.youtube.com/watch?v=IFc1topfPqM>

Réseau d'Écologistes populaires. (2008). Proposition constitutionnelle. « *Propuesta de la mesa de discusión sobre "Régimen de Desarrollo"* ». Asamblea constituyente de Montecristi.

Reuters. (2010, 30 septembre). *Ecuador's Correa attacked, says opponents plot coup*. Récupéré le 12 mai 2014 de <http://www.reuters.com/article/2010/10/01/ecuador-correa-idUSN3013094520101001>

Ríos, Sara. (2012, 18 novembre). Rafael Correa: « Nosotros nos anticipamos al 15-M con el movimiento de los forajidos. *20 minutos*. Récupéré le 12 février 2014 de <http://www.20minutos.es/noticia/1651306/0/rafaelcorrea/desahucioscrisis/rajoy/#x15&xts=467263#xtor=AD15&xts=467263>

Secretaría Nacional de Comunicación. *Radiografía de la Revolución Ciudadana*. Récupéré le 19 février 2014 de <http://www.embassyecuador.eu/site/index.php/en/noticias-2/249-documentalradio-grafia-de-la-revolucion-ciudadana>

SENPLADES. (2008). *Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013*, Quito, SENPLADES.

SENPLADES. (2012). *5 años de Revolución Ciudadana; Plan nacional para el Buen Vivir*, Quito, SENPLADES.

SENPLADES. (2008). *Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013*. Quito : SENPLADES.

SENPLADES. (2012). *Buen vivir: Plan nacional 2013-2107; Todo el mundo mejor*. Quito: SENPLADES.

Tobar, Ataulfo. *Yo soy forajidos*. Récupéré le 18 février 2014 de [http://www.youtube.com /watch?v=U6fB4KMD3Ag](http://www.youtube.com/watch?v=U6fB4KMD3Ag)

Yasunido. *There are alternatives*. Récupéré le 12 juin 2014 de <http://sitio.yasunidos.org>